



HAL
open science

Parcours

Éric Verdeil

► **To cite this version:**

Éric Verdeil. Parcours : Mémoire présenté en vue de l'habilitation à diriger des recherches, volume 1. Géographie. Université Lumière Lyon 2, 2015. tel-01270436

HAL Id: tel-01270436

<https://shs.hal.science/tel-01270436>

Submitted on 7 Feb 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Lumière Lyon 2
Habilitation à diriger des recherches

Mémoire présenté par Eric Verdeil

Volume 1 : Parcours

Garant : Lydia Coudroy de Lille

Date : 23 novembre 2015

Jury

Lydia Coudroy de Lille, Professeur, Université Lumière Lyon 2, garant

Sylvy Jaglin, Professeur, Université Paris-Est Marne la Vallée, rapporteur

Mona Harb, Professeur, Université Américaine de Beyrouth

Franck Scherrer, Professeur, Université de Montréal, rapporteur

Pierre Signoles, Professeur émérite, Université François Rabelais de Tours,
rapporteur

Ali Bennisr, Professeur, Université de Sfax

Contenu

| | |
|---|----|
| Introduction..... | 3 |
| Chapitre 1 : De la formation au doctorat : le passage par Beyrouth | 5 |
| Une formation entre géographie et urbanisme..... | 5 |
| Coopérant à l'Académie libanaise des Beaux-Arts..... | 7 |
| Moniteur à l'Institut français d'urbanisme | 9 |
| L'expérience de l'observatoire urbain de Beyrouth, du CERMOC à l'IFPO | 9 |
| Chapitre 2 : Faire de la recherche sur les villes du Sud dans un laboratoire lyonnais de géographie et d'urbanisme..... | 15 |
| Un choix structurant : études urbaines vs. aire culturelle | 15 |
| Instabilité et renouvellement des cadres institutionnels de la recherche urbaine | 16 |
| L'insertion dans EVS : effets de contexte et déplacement des questions de recherche | 17 |
| Les cultures urbanistiques : une rencontre qui n'a pas eu lieu..... | 17 |
| Un nouveau champ de recherche : les services urbains | 18 |
| De nouveaux objets de recherche : l'électricité et l'énergie..... | 19 |
| La découverte de nouveaux terrains : Jordanie et Tunisie..... | 20 |
| Matérialités géographiques : une nouvelle orientation en gestation..... | 22 |
| Partenariats extérieurs à EVS : entre enjeux de financement de l'accès au terrain, intégration à la communauté des SHS sur le monde arabe et réorientations théoriques..... | 23 |
| Le réseau des centres français à l'étranger et des laboratoires français sur l'aire culturelle Monde arabe | 23 |
| Des relations suivies avec des partenaires étrangers au Liban et en Tunisie | 24 |
| Des collaborations avec des laboratoires thématiques en France..... | 25 |
| Chapitre 3 : Enjeux méthodologiques | 27 |
| Les acquis du double séjour au Liban : un capital indispensable pour la pratique du terrain..... | 27 |
| De l'accès aux sources, et des enjeux et pratiques du terrain | 29 |
| La dispersion des sources au Liban | 29 |
| En quête des sources : « sur le terrain », dans les bureaux | 30 |
| De la collecte comme échange et relation de pouvoir..... | 31 |
| Vivre et travailler loin du terrain | 34 |
| Guerres et convulsions géopolitiques au Moyen Orient et recherche SHS | 36 |
| Chapitre 4 : Enseigner les villes du Sud | 39 |

| | |
|---|----|
| Enseigner à des étudiants du monde arabe (Beyrouth, Rabat, Sfax...) | 39 |
| Décloisonnement géographique des études urbaines | 40 |
| L'encadrement d'étudiants sur les villes du Sud | 41 |
| Chapitre 5. Edition et communication scientifique : le tournant numérique | 43 |
| <i>Géocarrefour</i> : quelques leçons de la numérisation en cours de l'édition scientifique | 43 |
| Les comptes rendus | 46 |
| Le carnet scientifique (<i>blogging</i>) | 47 |
| L'édition électronique : vers de nouvelles formes scientifiques courtes | 50 |
| Enseigner le tournant numérique aux jeunes chercheurs en SHS | 51 |
| Chapitre 6 : Réflexions conclusives sur l'internationalisation d'une recherche | 53 |
| L'internationalisation de la recherche dans les réseaux des centres français | 53 |
| Internationalisation et anglicisation | 55 |
| Trucs et astuces pour publier en anglais | 56 |
| Conclusion. La recherche urbaine d'une rive de la Méditerranée à l'autre : quelles communautés épistémiques ? | 60 |
| Références citées | 62 |
| Annexe 1 : Récapitulatif des enseignements | 66 |
| Annexe 2 : Récapitulatif des contrats de recherche (2003-2015) | 71 |
| Contrats et activités de recherche en cours (mi 2015) | 71 |
| Contrats de recherche terminés (depuis 2003) | 71 |
| Annexe 3 : Curriculum Vitae détaillé | 73 |
| Activités professionnelles : recherche | 73 |
| Titres et diplômes | 76 |
| Langues | 76 |
| Annexe 4 : Liste intégrale des publications Etat en avril 2015 | 77 |
| <i>Chapitres dans des ouvrages de recherche</i> | 79 |
| Autres articles et notes | 82 |
| Comptes rendus | 83 |

Introduction

Le retour sur le parcours de recherche et d'enseignement qui est le passage obligé du diplôme d'HDR constitue l'occasion de revenir sur les contextes biographiques et institutionnels de cet itinéraire, en soulignant une série de tensions. Celles-ci touchent en particulier deux dimensions de ce parcours, qui sont les disciplines de références, et l'articulation entre terrains – ou aires culturelles – et théories ou thèmes d'analyse.

La première tension traverse mon parcours de formation et les points d'ancrage institutionnels de ma recherche et de mes activités d'enseignement, entre la géographie d'une part, et l'urbanisme ou les études urbaines d'autre part, étant étendu que la définition même de l'urbanisme comme « discipline » ne va pas de soi, et conduit au contraire à souligner une tension entre rencontre pluridisciplinaire (les études urbaines au pluriel) et l'affirmation d'un espace disciplinaire centré sur les sciences de l'action et en particulier la théorie de l'action publique, tendance qui semble dominante aujourd'hui en France au sein de la section aménagement et urbanisme du CNU. Je montrerai que mon parcours est pris dans cet ensemble de tensions, qui structurent à la fois l'espace institutionnel de la recherche et la définition des objets et des postures de recherches légitimes.

La deuxième tension qui traverse mon parcours de recherche opère entre un pôle de savoirs et de méthodes, incarnés dans des institutions, des pratiques et des lieux, qu'on peut désigner sous le vocable de l'aire culturelle, marqué par des savoirs spécifiques et des questionnements communs liés à un objet culturel géographiquement et historiquement situé ; et un pôle de théories et/ou de questions thématiques, liées aux savoirs disciplinaires que sont la géographie urbaine ou les études urbaines en général. Si les choix qui jalonnent mon parcours, et les pratiques de recherche qui en résultent, me rangent incontestablement du côté des questionnements et des théorisations « disciplinaires » ou thématiques, le dialogue avec les spécialistes et les travaux de l'aire culturelle est constant et fécond.

Ce mémoire présentant mon parcours de recherche se divise en quatre chapitres d'inégales longueurs. Le premier revient sur le temps de la formation de la socialisation scientifique dans le contexte du doctorat et au Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain (CERMOC). Le deuxième chapitre s'attarde à replacer mon expérience de recherche et les nouvelles directions empruntées au sein du laboratoire Environnement Ville Société à Lyon dans le cadre des renouvellements institutionnels de la recherche et dans les réseaux d'échanges scientifiques que j'ai fréquentés. Le troisième chapitre est l'occasion d'une réflexion méthodologique sur les recherches et les terrains travaillés. Le quatrième, plus bref, présente mes expériences d'enseignement. Le cinquième est consacré à une réflexion et une mise en perspective sur les enjeux de la numérisation de l'édition et de la communication scientifique, qui sont une composante importante de mon activité de chercheur. Enfin, un dernier chapitre conclusif interroge l'internationalisation de mon parcours, à travers la question des langues en usage et des communautés épistémiques au sein desquelles il s'est déroulé.

Chapitre 1 : De la formation au doctorat : le passage par Beyrouth

Une formation entre géographie et urbanisme

Diplômé d'un baccalauréat scientifique, j'ai choisi d'entrer en classes préparatoires littéraires option sciences sociales (devenue B/L) au lycée Lakanal en 1988. Dans cette formation très pluridisciplinaire, mon choix s'est progressivement orienté vers la géographie, délaissant la philosophie et l'histoire (dont je suis néanmoins diplômé) qui avaient initialement motivé mon choix pour des études littéraires. Cette orientation doit beaucoup aux qualités pédagogiques de mon professeur de géographie en khâgne, Mme Maryse Verfaillie.

Dès la fin de ma première khâgne, mon choix pour des études d'aménagement s'était affirmé. Il s'expliquait alors par le souci, partagé par beaucoup de mes camarades, de ne pas devenir enseignant. La dimension appliquée de l'aménagement – qu'on percevait surtout alors au travers d'une présentation souvent héroïque de l'histoire de la DATAR – aux antipodes de la perspective descriptive qui dominait nos enseignements, constituait un obscur objet de désir. J'avais eu la chance, grâce à mon parrain féru d'architecture, de faire une visite urbanistique des chantiers de l'aménagement de l'axe de la Défense, alors en pleine transformation. La Grande Arche n'était alors pas achevée mais autour d'elle le quartier débordait de sa dalle originelle. La visite nous avait mené jusqu'à l'autre extrémité du méandre de la Seine, dans des zones encore agricoles bientôt livrées à l'urbanisation. Ces perspectives faisaient entrevoir un jeu formidable d'affirmation de l'Etat dans la maîtrise du territoire qui ne laissait pas de me fasciner.

Cette introduction quelque peu dramatisée aux enjeux de l'urbanisme parisien me conduisit à me présenter, à la fin de ma khâgne, au Magistère Aménagement que Pierre Merlin avait fondé et dirigeait. Comme j'avais été sous-admissible au concours de l'ENS Ulm, ce dernier me conseilla de retenter le concours en m'assurant que je pourrais intégrer cette formation l'année suivante. Ce que je fis en effet après mon succès. A l'ENS, dans la section géographie, mon choix ne fut pas discuté même si l'on me mit en garde contre le risque de ne pas profiter autant que je l'aurais pu de la pluridisciplinarité des enseignements, cette formation étant très intensive malgré les aménagements que les normaliens pouvaient obtenir par dérogation. De fait, je garde le regret de n'avoir pas davantage bénéficié des formations dispensées dans le département de Sciences sociales.

Le Magistère Aménagement offrait une très solide formation non seulement dans le domaine urbain mais également en géographie. Je garde en particulier un très bon souvenir des enseignements de géographie physique, notamment ceux de Pierre Pech, Laurent Simon, Yvette Veyret puis Paul Arnoudt, qui permettaient d'aborder très concrètement les dynamiques conjointes du milieu naturel et de la société. Les divers enseignants d'urbanisme m'ont doté d'une culture très large de l'histoire urbaine française récente. Rétrospectivement, je regrette néanmoins une certaine insensibilité aux questions sociales, l'insuffisance des questionnements épistémologiques sur cette discipline et une faible ouverture internationale, malgré les voyages passionnants au Chili et aux Pays-Bas. Une certaine nostalgie pour l'urbanisme héroïque du temps de Paul Delouvrier et son approche verticale de l'action urbaine y restreignait les horizons.

Mon initiation à la recherche se fit à l'occasion du stage obligatoire de fin de licence, que je voulus faire dans ma région natale de Martigues, et qui se déroula au Bureau du Plan urbain de cette municipalité en 1992. Par l'intermédiaire de Jacques Brun qui enseignait la géographie urbaine à

l'ENS, je me mis en relation avec Marcel Roncayolo, qui travaillait alors avec cette municipalité à un livre dont j'eus l'occasion de suivre l'élaboration (Roncayolo & Blais 1999). Ces contacts avec Marcel Roncayolo et la découverte progressive de son œuvre ont durablement marqué mon travail par la suite, même si cette influence ne fut que modeste dans mon premier travail de recherche. Mon mémoire de maîtrise tiré de ce stage, en 1993, s'attachait à une interprétation des modes de formation des périphéries martégales, entre recomposition d'une aire métropolitaine marseillaise partie à la conquête de l'Ouest, émergence d'un urbanisme de l'automobile et politiques « identitaires » d'une municipalité richement dotée sur le plan fiscal et désireuse de construire son autonomie politique. Pour caractériser ces politiques, je m'intéressais alors surtout aux travaux de Françoise Choay sur les théories de l'urbanisme, afin d'identifier les idéologies à l'œuvre dans cette politique municipale.

Une valorisation ultérieure de ce mémoire, dans la revue *Mappemonde* (Verdeil 1995), mettant en avant le travail cartographique effectué lors de ce travail, illustre l'autre polarité de ma formation, celle d'une géographie classique, parachevée par la préparation de l'agrégation (1994). Il faut souligner ici la part que prit Fernand Verger, qui avait assuré la direction de mon mémoire de maîtrise, à cette formation cartographique, y compris en confiant les quelques normaliens géographes qui étaient mes condisciples au cartographe Raymond Girardhi qui l'accompagnait pour l'illustration de ses publications. La sociabilité de ce milieu de géographes normaliens, et les liens d'amitié noués avec certains d'entre eux, ont fortement contribué, par-delà la diversité des trajectoires individuelles, à mon identification durable à cette discipline.

Mon stage d'urbanisme (assez peu) opérationnel ne m'avait pas confirmé dans les velléités d'aménageur actif alors que la recherche et les engagements théoriques qu'elle permettait m'avaient en revanche encouragé à poursuivre dans ce domaine. L'année suivante, je poursuivis ma formation en terminant sans regret ni enthousiasme le magistère Aménagement, malgré un intéressant atelier professionnel. En parallèle, j'effectuais le DEA Aménagement et urbanisme de l'Institut français d'urbanisme, et suivais à l'EHESS le séminaire de Marcel Roncayolo (avec Michaël Darin) consacré aux études urbaines, notamment sur le terrain parisien. J'imaginai alors de poursuivre en thèse sur l'urbanisme de Berlin, et notamment son traitement des murs et des limites héritées. On y votait cette année-là dans le cadre d'un référendum consacré à la réunification des Länder de Berlin et de Brandebourg. Faute de pouvoir faire du terrain dans cette ville, en raison de l'emploi du temps très lourd de ma double formation, je consacrai mon mémoire à une réflexion sur la manière dont le thème des limites avait été traité dans l'histoire de l'urbanisme parisien du vingtième siècle. J'y confrontais les analyses et propositions théoriques des urbanistes des années 1920-1930 aux discours et aux actions des hommes politiques parisiens, dans un contexte où les plans étaient sans cesse invalidés par la réalité du terrain et notamment le contexte d'urgence dans lequel s'effectuait l'urbanisation. Ce travail qu'on peut qualifier d'histoire idéologique et sociale de l'urbanisme, tentait de décliner pour l'exemple parisien et en vue de ce projet berlinois, les analyses que Marcel Roncayolo avait synthétisé dans un petit article sur « Les murs après les murs », consacré aux enjeux du débastonnement dans les villes françaises (Roncayolo 2002, p.première publication 1989). Quelques années après, un article tiré de cette recherche de DEA, présentée lors d'un colloque, fut publié (Verdeil 2001).

Toutefois, mon projet berlinois fit long feu. Soumis à l'obligation de faire de mon service national, et alors que je venais de me marier, mes espoirs de partir en coopération à Berlin via le Centre Marc

Bloch ou l'Université technique de Berlin ne débouchaient sur rien de consistant. A la rentrée 1995, je me tournai vers Pierre Merlin qui m'avait proposé de partir comme coopérant à Beyrouth, dans une formation en urbanisme qu'il avait mise en place à l'Académie libanaise des Beaux-Arts.

Coopérant à l'Académie libanaise des Beaux-Arts

Je m'envolai pour Beyrouth en janvier 1996, sans guère d'idées sur ce pays sinon qu'il se reconstruisait et que j'allais pouvoir y dresser des parallèles entre Beyrouth en reconstruction et Berlin réunifié. L'Académie libanaise des Beaux-Arts, université francophone privée créée en 1939, est connue pour ses formations en arts plastiques et en architecture. En 1992, Ziad Akl, architecte diplômé de cette université, diplômé en urbanisme du master AMUR des Ponts et Chaussées, et membre du Conseil supérieur de l'urbanisme de la République libanaise, avait sollicité Pierre Merlin, qu'il avait eu comme enseignant à Paris, pour créer la première formation spécialisée en urbanisme au Liban. L'ambassade de France au Liban apporta son soutien en créant un poste de coopérant et par un programme de missions pour des enseignants en provenance de l'IFU. Un premier coopérant arrivé en 1994 avait accompagné le lancement de la formation.

Ma tâche était assez mal définie. Il s'agissait principalement de seconder le doyen sur les aspects administratifs, notamment dans les rapports avec l'ambassade, et de coordonner les interventions des enseignants libanais et français. Le principal défi consistait dans l'adaptation d'une maquette d'enseignement directement empruntée à l'IFU à la réalité libanaise. J'assumai en pratique la fonction d'une sorte de directeur des études. Le doyen qui dirigeait sa propre agence, traitant essentiellement des projets d'architecture, se délestait totalement de cette tâche. Les enseignants libanais étaient des vacataires, parfois chargés d'enseignement dans d'autres universités. Ils provenaient d'horizons disciplinaires variés, et on trouvait aussi quelques professionnels du domaine. La plupart des étudiants étaient des architectes, qui exercent généralement les fonctions d'urbanistes dans ce pays, mais la formation recrutait également, sur l'insistance de Pierre Merlin, des étudiants d'autres profils, notamment des économistes et gestionnaires. La majorité d'entre eux travaillaient, parfois en étant à leur propre compte, ce qui contraignait fortement l'organisation des cours qui se tenaient en fin d'après-midi. Plusieurs d'entre eux étaient plus âgés que moi. Les promotions comptaient des effectifs limités (8, puis 5 étudiants lors de mon passage). En pratique, il me fallut intervenir dans le contenu de plusieurs enseignants, suite aux plaintes des étudiants face à des contenus inadaptés, mal calibrés ou trop théoriques. J'encadrais parfois le travail des étudiants, orientais leurs lectures dans l'embryon de bibliothèque qu'il me revint de développer. Progressivement, conscient de l'absence de certains enseignements cruciaux, je pris l'initiative de certains cours : introduction aux notions de base de la géographie humaine, lecture de cartes, sémiologie graphique, ainsi que l'histoire et aux théories de l'urbanisme.

Ce poste fut pour moi un observatoire privilégié de l'urbanisme libanais et des enjeux de la reconstruction. D'une part, je fus en contact direct avec une série de responsables ou d'acteurs majeurs des projets d'urbanisme en cours, qui se montraient extrêmement abordables. D'autre part, j'assistai parfois à des cours ou des conférences sur lesquels j'avais ainsi la possibilité de m'initier au déroulement des projets. En outre, ma participation à l'organisation de deux colloques et des contacts avec des chercheurs français et libanais du Centre d'études et de recherche sur le Moyen-Orient contemporain (CERMOC) représentèrent d'autres occasions privilégiées de percevoir les enjeux techniques et politiques de la reconstruction.

Si l'institut d'urbanisme de l'ALBA et Ziad Akl n'avaient pas d'ambition en matière de recherche, des liens avaient néanmoins été noués avec le laboratoire URBAMA de Tours et en particulier Michael F. Davie et May Davie, qui avaient longtemps vécu au Liban et y consacraient une importante activité de recherche. En partenariat avec eux, deux mini-colloques furent organisés à l'ALBA. Le premier, en avril 1996, s'apparenta essentiellement à une table-ronde assez générale sur les problèmes d'urbanisme au Liban. La seconde, en 1997, fut consacrée aux enjeux du patrimoine dans la reconstruction (Akl & Davie 1999). A cette occasion, je me retrouvai devoir gérer de fortes tensions entre les organisateurs et l'un des responsables de la société Solidere chargée de l'aménagement du centre-ville de Beyrouth, qui me firent toucher du doigt la charge politique de cette question. A la même période, je fus invité à présenter notre formation et plus largement, l'apport de l'Université à la Cité dans un autre colloque.

Surtout, je pris contact avec le CERMOC, dont le programme d'observatoire de la reconstruction était alors dirigé par Jean-Luc Arnaud, qui reçut à cette époque Marcel Roncayolo, à qui je servis de guide (découvrant en même temps que lui Saïda et Tyr). Il me fut rapidement proposé de participer aux activités de ce programme, à travers des comptes rendus ainsi qu'en présentant l'ouvrage *Beyrouth, une ville d'Orient marquée par l'Occident*. Ce livre qu'Helmut Ruppert, un géographe allemand, avait publié en 1969, était inconnu et inaccessible pour des raisons linguistiques à la plupart des chercheurs travaillant sur Beyrouth (Combes & Verdeil 1997). Finalement, je m'engageai dans la traduction de cet ouvrage, d'abord avec un autre coopérant, puis seul (Ruppert 1999). Ma connaissance de l'histoire de la géographie et de ses outils fut bien utile pour mettre en perspective l'intérêt d'un travail qui, au-delà de sa cartographie détaillée du commerce de rue à Beyrouth, témoignait d'une approche qu'il n'est pas abusif de qualifier d'orientaliste. Ruppert, élève du géographe Eugen Wirth, cherchait à identifier dans la structure spatiale de la ville les signes de son « orientalité ». Cette traduction représentait également au départ une manière de maintenir vivante mon idée d'une recherche comparative sur Beyrouth et Berlin.

Je profitai aussi de ce séjour pour me mettre à l'apprentissage de l'arabe. A Beyrouth, je suivis des cours d'arabe dialectal au centre culturel français, qui me permirent d'acquérir une certaine autonomie. Puis, je suivis également des cours particuliers en arabe littéral. Malgré l'enseignement d'Houda Ayoub à mon retour à Paris puis, lors de mon deuxième séjour libanais, des cours particuliers et une session d'arabe intensif à l'Université Saint Joseph, mes investissements dans l'apprentissage de cette langue n'ont pas été suffisants pour me donner plus qu'une autonomie limitée à l'oral (suffisante pour mener des entretiens pas trop complexes) ainsi qu'à l'écrit (je lis trop lentement – et je suis sans doute trop impatient - pour m'adonner par exemple à une lecture de la presse en arabe).

Ces vingt mois au Liban constituent un tournant dans ma vie personnelle et académique. La fascination éprouvée pour la ville de Beyrouth et la société libanaise, les amitiés nouées et les liens professionnels ainsi établis me faisaient basculer progressivement dans un projet où la tentation berlinoise devenait de plus en plus fantasmagique. De fait, les lectures que je menais en vue de définir un sujet comparatif me firent mesurer les risques de plaquer un questionnement commun à deux villes marquées par des dynamiques profondément différenciées, au-delà de certains points communs autour de l'enjeu du devenir du mur dans un cas et de l'ancienne ligne de démarcation dans l'autre. D'autant que commençant à construire mon questionnement sur Beyrouth, je comprenais que cet enjeu de la division présentait peut être moins d'originalité que certaines

lacunes dans l'histoire urbanistique de la ville que je venais à percevoir. De ce fait, j'abandonnai très vite après mon retour l'idée de travailler sur Berlin.

Moniteur à l'Institut français d'urbanisme

A mon retour en France, la définition de mon sujet restait encore incertaine. Logiquement, c'est à Pierre Merlin que je m'adressai pour diriger ma thèse, puisqu'il avait suivi mon parcours de longue date et qu'il connaissait bien Beyrouth. Je ne voyais pas alors d'autres spécialistes du Liban ou de questions urbaines à qui j'aurais pu m'adresser. Marcel Roncayolo, qui venait de prendre sa retraite, m'accordait par ailleurs ses conseils. J'eus d'ailleurs l'occasion de présenter l'avancement de mon projet de thèse lors de son séminaire à l'EHESS en 1999. Je profitai de ma dernière année de normalien (1997-98) pour effectuer de nombreuses lectures puis bénéficiai d'une allocation couplée pour être moniteur à l'Institut français d'urbanisme (1998-2000).

Pour cette institution, c'était la fin d'une époque. Pierre Merlin, son fondateur, qui en était encore le président du Conseil d'administration tout en étant professeur à l'Université Paris I, devait quelque temps après en démissionner, en même temps que du laboratoire TMU, en conflit avec les nouvelles orientations développées par ses responsables. De plus, la recherche urbaine sur les villes du Sud qui avait été très dynamique dans cette institution, marquait le pas, à la fois en raison d'une conjoncture nationale peu favorable à son financement, et du départ ou de la mise en retrait de certains des chercheurs qui jouaient en rôle majeur (comme Michel Coquery ou Annik Osmont, partant à la retraite, Stéphane Yérasimos qui était en détachement à Istanbul et Sylvie Jaglin qui rejoignit alors le LATTS). Je développai des relations avec Taoufik Souami, mais restai sinon plutôt en lien avec mes collègues géographes de l'ENS et avec le CERMOC à Beyrouth. Je passai donc complètement à côté de certains renouvellements de la recherche urbaine, notamment l'intérêt porté à l'action publique urbaine, que des chercheurs comme Alain Bourdin ou François Ascher développaient à l'IFU et dont je n'eus à connaître qu'indirectement, via les travaux d'un Jean-Pierre Gaudin, grâce à mes camarades en thèse sur Beyrouth.

Sur le plan de l'enseignement, l'expérience fut également déroutante. Il n'y avait pas assez d'heures à assurer à l'IFU pour les moniteurs comme moi. C'est seulement grâce à Cris Beauchemin, également moniteur surnuméraire, que nous fûmes intégrés dans le département de géographie de Paris VIII à Saint Denis, chargés d'animer des cours de méthodologie, sans aucune aide des autres enseignants que nous voyions très peu. Je développai en particulier un module d'initiation à l'enquête de terrain portant sur les crèches dans Paris (une question qui me concernait alors directement). A l'IFU, à Marne la Vallée, j'enseignai également certaines techniques géographiques (cartographie, rudiment de statistique). La deuxième année fut plus propice et j'eus cette fois la charge d'un intéressant cours – mais très prenant – d'initiation à l'urbanisme via l'analyse des grandes opérations parisiennes, sur lesquelles j'effectuai alors un important travail de documentation et de visite, qui m'a beaucoup apporté sur la compréhension des aspects réglementaires et opérationnels.

L'expérience de l'observatoire urbain de Beyrouth, du CERMOC à l'IFPO

C'est donc surtout avec le CERMOC et son observatoire urbain, alors encore dénommé Observatoire de recherche sur Beyrouth et la reconstruction, que se construisaient ma sociabilité scientifique et les interactions au cours desquelles ma thèse se structurait. J'eus l'occasion d'y présenter mes recherches, fus accueilli dans ses murs et fus ponctuellement financé, écrivis dans sa lettre

d'information, publiai la traduction de l'ouvrage de Ruppert sur Beyrouth dans sa collection urbaine, et participai même à un programme de recherche sur l'interface entre agriculture et urbanisation au Liban (Nasr & Padilla 2004). En 2000, je fus sollicité par sa directrice Elizabeth Picard pour présenter ma candidature comme chercheur responsable de l'animation de l'ORBR et, bien que ma thèse ne fût pas encore achevée, je fus élu. J'y restai jusqu'en 2003. Depuis lors, le partenariat avec cette institution n'a pas cessé. C'est pourquoi il paraît nécessaire de présenter plus en détail cette institution, représentative des cadres dans lesquels s'est développée une partie de la recherche urbaine française portant sur les pays du Sud. D'autant que son ADN révèle des tensions similaires à celle qui traversent mon propre parcours, à commencer par celle entre l'aire culturelle et le questionnement thématique sur les villes, ainsi qu'entre les multiples manières d'aborder l'urbain, avec l'exigence de l'interdisciplinarité et l'articulation entre recherche et action.

L'observatoire urbain est un programme de recherche de longue durée qui prend place dans un réseau de centres français en SHS particulièrement dense sur le pourtour méditerranéen, d'Istanbul à Rabat, en passant par Beyrouth, Damas, Amman, Jérusalem, Le Caire, Alexandrie et Tunis (et sans oublier Sanaa et Téhéran). Historiquement surtout liés à l'archéologie, ces centres sont également les héritiers de l'histoire complexe d'institutions universitaires ou de centres de documentation francophones, résidus ou reliques de la présence coloniale ou impérialiste de la France dans cette région du monde. A Beyrouth, où existait depuis le Mandat un institut français d'archéologie, le CERMOC fut fondé en 1977, dans le contexte de reconstruction à la fois politique et urbaine où se trouvait le Liban au lendemain d'une première série de rounds militaires qui avait causé de très lourdes pertes. Il prenait en fait la suite de l'Ecole des Lettres de Beyrouth, et héritait de sa bibliothèque. Cette institution était une antenne locale de l'Université de Lyon (puis de Lyon 2). Des enseignants détachés et y délivraient des diplômes de premier cycle. On y trouvait en particulier l'institut de géographie du Proche et du Moyen Orient (IGPMO), où plusieurs générations de jeunes enseignants agrégés firent leurs premières armes et devinrent, dans quelques cas, des chercheurs qui publiaient dans la Revue de géographie de Lyon ou dans Hannon, revue de géographie lancée en 1970 par l'Université libanaise, où furent embauchés quelques-unes des anciens étudiants de l'IGPMO (cf. article de AM). Parmi ces chercheurs, on peut notamment citer André Bourgey, à qui revint la responsabilité de la transition et la direction du CERMOC nouvellement créé, lorsque l'Université de Lyon 2 cessa ses enseignements, à la fois en raison du contexte de guerre mais aussi parce que les institutions universitaires locales (Université Saint Joseph et Université Libanaise) paraissaient en mesure de prendre le relais. L'équipe de recherche de Bourgey, renforcée par des chercheurs français issus du CNRS et de jeunes universitaires libanais comme Salim Nasr, Makram Sader ou Boutros Labaki (respectivement sociologue, économiste et historien) participa aux études pour la reconstruction du pays (et surtout du centre-ville) en 1977 puis à plusieurs études ultérieures, menées dans un contexte extrêmement tendu, et dont on sait qu'il fut fatal au sociologue Michel Seurat, chercheur CNRS affecté au CERMOC, enlevé et mort en captivité en 1985. Les travaux de Seurat proposaient un nouveau cadre théorique pour l'analyse de la ville proche-orientale, dérivé des travaux d'Ibn Khaldoun (Seurat 1989). Le CERMOC représentait donc un laboratoire original, combinant parité franco-libanaise, interdisciplinarité, capitalisation documentaire et engagements marqués dans les chantiers du développement, de la reconstruction, et de la crise politique. Après la mort de Michel Seurat et dans le contexte d'approfondissement du conflit, le CERMOC fut replié à Amman en Jordanie. C'est à peu près à la même époque, dans la deuxième partie des années 1980, que le ministère des Affaires étrangères, ministère de tutelle des

centres français de recherche en SHS, en lien avec le CNRS, créa des observatoires urbains au Caire, à Istanbul et à Téhéran, destinés à encourager la recherche française sur ces villes tout en l'articulant aux enjeux du développement et de l'aménagement urbain.

En 1991, la paix civile à peu près revenue au Liban, la reconstruction du pays et de sa capitale revint à l'ordre du jour et suscita de multiples programmes d'aide internationale. Le soutien français au Liban prit des formes multiples, et se traduisit entre autres par la réouverture d'une antenne du CERMOC à Beyrouth, dès 1991. Alors que la reconstruction suscita un débat public et scientifique très intense, auquel plusieurs institutions françaises, et en particulier la Maison de l'Orient à Lyon, prirent une part importante, des chercheurs et praticiens libanais, très engagés, créèrent un observatoire de la reconstruction qui contribua à la publication des documents et analyses produites lors de ses débats (Beyhum et al. 1993). Le CERMOC retrouva alors naturellement sa vocation de lieu de capitalisation de la documentation, et l'idée de pérenniser l'observatoire dans ses locaux se fit jour. Toutefois, la dimension polémique des contestations et la dénonciation de pratiques de corruption prêtées au Président du Conseil Rafic Hariri conduisit à une reprise en main par l'Ambassade de France de ce programme, en vue d'un recentrement sur les aspects de documentation et sur des enjeux de recherche moins chauds. Le principal animateur libanais de l'Observatoire, Nabil Beyhum, se replia temporairement en 1993 à l'AUB où fut hébergé l'Urban Research Observatory, avant d'obtenir un poste en France à l'Ecole d'Architecture Paris Malaquais.

Jean-Luc Arnaud fut nommé responsable de l'ORBR en 1993. Architecte et historien des formes urbaines, élève de Robert Ilbert, il avait précédemment occupé les fonctions de responsable de l'observatoire urbain du Caire. Il se lança dans l'animation d'un séminaire, coordonna des recherches abordant l'urbanisation de la capitale libanaise sur plusieurs échelles de temps, et poursuivit le travail de structuration de la documentation urbaine, notamment grâce à des outils d'indexation et de catalogage, ainsi que par la publication d'un bulletin d'information, et l'édition de plusieurs recherches individuelles ou collectives. C'est notamment grâce à lui que je mis un pied dans la recherche au CERMOC, m'attelai à la traduction de Ruppert, et participai au colloque Beyrouth Grand Beyrouth de 1996. Les orientations d'Arnaud pour l'ORBR correspondaient donc à un recentrage académique, dans une conception pluridisciplinaire des études urbaines, dans une démarche clairement inspirée de Marcel Roncayolo. Pour autant, il invita régulièrement les opposants historiques aux projets de reconstruction du Premier ministre à participer aux manifestations scientifiques organisées dans le cadre de l'ORBR. Jad Tabet, architecte opposant de la première heure au projet Solidere, y présenta et justifia sa démarche de pilotage du projet de reconstruction des souks pour lequel il avait accepté de travailler avec cette entreprise. De même, Assem Salam, autre opposant notoire, présida une table ronde du colloque Beyrouth Grand Beyrouth, durant laquelle il ne se priva pas de critiquer copieusement les conceptions de la reconstruction. L'ORBR constituait, dans le paysage embryonnaire et fragmenté pour la recherche au Liban, et faute d'institutions libanaises équivalentes, un espace de dialogue non seulement entre chercheurs, mais aussi entre professionnels, chercheurs et souvent journalistes.

On retrouve une autre dimension de cette vocation d'animation d'un débat urbain étendu dans la coopération de longue durée entre l'Observatoire urbain et l'IAU(R)IF qui se noua dans ce début des années 1990. J'ai retracé dans ma thèse l'histoire des interventions de l'IAURIF au Liban. Elle remonte à 1965, et s'est intensifiée en 1972-73, avec l'élaboration d'un livre blanc pour l'aménagement de Beyrouth aux horizons 1985 et 2000, avant de reprendre en 1983, avec

l'élaboration d'un Schéma directeur d'aménagement de la Région métropolitaine de Beyrouth (livré en 1986). Des liens étroits entre professionnels des deux pays s'étaient noués et se poursuivent jusqu'à aujourd'hui. Dès la reconstruction, l'IAURIF s'engagea, au nom de la région Ile-de-France et/ou avec des financements du gouvernement, dans plusieurs actions d'urbanisme (ligne de démarcation, reconstruction du Bois des Pins, plan de transports, expertise pour Solidere...). Ces différentes actions donnèrent lieu à des interactions diverses avec le milieu local de l'urbanisme, avec lequel les liens étaient forts, ainsi qu'avec le CERMOC-ORBR qui recueillit une grande part des études produites et de leur matériaux constitutifs dans sa documentation. Aussi n'est-il pas surprenant que le successeur de Jean-Luc Arnaud ne fût pas un chercheur patenté, mais un chargé d'études de l'IAURIF, Eric Huybrechts, qui avait participé à plusieurs des études au Liban de l'IAURIF après avoir passé également quelques années au Caire. Arrivé en 1996, il devait rester jusqu'en 2001. Sous sa responsabilité, les orientations de l'ORBR s'infléchirent et les préoccupations de planification, d'intervention opérationnelle et de prospective urbaine prirent une place sensible. Pour autant, plusieurs recherches académiques furent également menées (Reconstruction, réconciliation ; Interface agriculture-urbanisation). L'une des orientations à laquelle je me retrouvai associé, puis dont je repris la direction à partir de 2001-2002, fut le projet d'Atlas des localités du Liban, visant à construire un Système d'information géographique qui avait vocation à être à la fois un outil de recherche et un outil au service de l'administration mais aussi des praticiens et en particulier de l'IAURIF qui poursuivait ses interventions (Reconstruction du Liban Sud, en 2000-2001, Schéma directeur d'aménagement du territoire libanais, 2002-2004). Les liens étroits entre l'ORBR et l'IAURIF, portant à la fois sur l'échange de données et d'information (la capitalisation des données), la construction des données et sur les échanges de vue entre chercheurs et praticiens, représentent donc, sur les plus de vingt années d'existence de ce programme, une dimension fondamentale de la recherche urbaine qui s'est construite dans ce lieu.

Cette relation privilégiée avec le milieu professionnel français de l'urbanisme pour le développement, comme on pourrait le qualifier, vient en complémentarité avec les deux autres fonctions essentielles de l'observatoire, la fonction de lieu de débat sur l'urbanisme au Liban et la fonction de recherche plus académique et théorique. Ces caractéristiques sont représentatives, par-delà les histoires locales, des autres centres français impliqués dans la recherche urbaine, avec ou sans observatoire patenté, sur les rives de la Méditerranée ou dans d'autres contextes (par exemple en Amérique latine ou en Afrique sub-saharienne, avec l'implication forte de l'IRD). De ce point de vue, mon histoire personnelle de chercheur croise celle, plus large, de la recherche française dans les pays en développement – une histoire qui mérite d'être rappelée, pour la richesse de ses productions et l'originalité des rencontres qui l'ont marquée, à l'heure d'un large mouvement de normalisation sinon de démantèlement.

Les trois années que j'ai passées à Beyrouth dans ces fonctions ont été marquées par deux inflexions par rapport au dispositif existant. En premier lieu, le ministère des Affaires étrangères souhaitait favoriser une meilleure coordination régionale de la recherche urbaine. Il confia à Emile Lebris (IRD) et Jean Métral (Université Lyon 2-GREMMO), tous deux membres du conseil scientifique du CERMOC, une mission visant à faire des propositions en ce sens. Ils livrèrent leurs recommandations juste avant ma nomination. Elles visaient à financer des recherches transversales associant les observatoires des différents instituts français du réseau et les centres de recherche partenaires en France, à mieux structurer les relations entre ces centres qui courraient sinon le risque d'être avalés par les enjeux locaux, en chargeant l'un des responsables de cette mission de coordination, ainsi qu'à

améliorer la formation des doctorants par l'organisation d'ateliers doctoraux thématiques accueillis en alternance dans les différents centres. Dans le contexte de la « cagnotte » des années du gouvernement Jospin, le ministère débloqua les fonds correspondant, et je fus nommé responsable de cette coordination, en même temps que je me retrouvai en charge d'un petit programme de recherche sur les Cultures urbanistiques au sud de la Méditerranée¹. En pratique, la coordination des Observatoires urbains du pourtour méditerranéen édita pendant presque trois ans une série mensuelle de bulletins circulant par email, concoctés et mis en page grâce à Souha Tarraf. Deux ateliers doctoraux furent organisés par mes collègues au Caire et à Istanbul, et un séminaire collectif eut lieu à la Défense en juin 2001, en liaison avec le programme Mégapoles porté par Philippe Haeringer.

En deuxième lieu, le dispositif institutionnel des centres de recherche SHS situés au Proche-Orient fut réformé. Il se composait à l'origine de trois entités : l'Institut français d'archéologie du Proche-Orient, implanté à Beyrouth, Damas et Amman, l'Institut français d'études arabes de Damas et le CERMOC, à Beyrouth et Amman. Le ministère décida de fusionner ces trois institutions, ce qui fut acté en janvier 2003. Le CNRS apporta un concours décisif sous la forme de détachement de plusieurs chercheurs supplémentaires, et par une labélisation ad hoc (les UMIFRE : unités mixtes des instituts français à l'étranger). Dans ce cadre, la mission de l'observatoire était redéfinie. Dans mon projet, j'avais déjà mis en avant la nécessité d'un élargissement de la focale d'analyse, à l'échelle du phénomène urbain dans l'ensemble du Proche-Orient. J'amorçai durant mon mandat cette ouverture, notamment en lançant des recensions documentaires à Amman et Damas (où existait déjà depuis longtemps un programme similaire à l'observatoire urbain, l'Atelier Vieux Damas, dont la vocation principale était la documentation du tissu ancien de la ville).

Mes trois successeurs illustrent par leurs activités la continuité de ces tendances et le poids variable, mais néanmoins toujours sensible des trois polarités ou fonctions de l'observatoire urbain, à savoir la recherche académique, le débat sur les enjeux urbains et la production d'un savoir opérationnel. Fabrice Balanche, géographe spécialiste de la Syrie, a orienté les recherches vers une dimension nettement nationale, chaque pays de la zone se voyant couvert par un projet d'atlas. F. Balanche collabora par ailleurs avec plusieurs institutions syriennes ou internationales chargées de l'aménagement du territoire en Syrie. Valérie Clerc, nommée à Damas, développa fortement les travaux sur l'urbanisme de cette ville, tout en maintenant des relations fortes avec Beyrouth où elle avait fait sa thèse. Elle a collaboré étroitement avec divers consultants chargés d'études de planification à Damas. Caecilia Pieri, nommée de nouveau à Beyrouth, incarne encore un élargissement géographique, puisque ses recherches concernent l'histoire de Bagdad, tout en centrant ses activités de recherche sur les questions patrimoniales et le contexte des villes en guerre.

Parallèlement à l'élargissement régional des activités de l'observatoire, je poursuivis l'activité d'animation de séminaires et de conférences à l'échelle de Beyrouth, tout en menant le développement des deux projets de recherche en cours. Celui portant sur les cultures urbanistiques au Moyen-Orient bénéficia en 2002 du relais d'un financement du Programme de recherche urbaine pour le développement PRUD, dont Taoufik Souami assura la coordination, en liaison avec moi. Les terrains représentés couvraient le Maroc, l'Algérie, l'Égypte, la Turquie, la Palestine et le Liban. Quant à l'Atlas des localités du Liban, il bénéficia du soutien du programme franco-libanais CEDRE,

¹ Les autres projets concernaient une recherche comparative sur les mégapoles Le Caire-Istanbul-Téhéran, ainsi que des recherches sur la patrimonialisation, développées à partir de Rabat sous la direction de Pascal Garret.

dans un partenariat avec le centre de télédétection du CNRS Liban et le département de géographie de l'ENS Ulm (labélisée équipe de recherche IRD). Alors que je finissais ma thèse (soutenue en décembre 2002), ces multiples engagements contribuaient à un apprentissage très rapide de la gestion et de l'animation de la recherche, tout en me poussant à la pratique d'un comparatisme entre plusieurs terrains, décliné à travers des entrées thématiques variées. Ce fut une formation exigeante, parfois éprouvante, en tout cas extrêmement enrichissante, et finalement payante, puisque cette expérience joua évidemment en ma faveur lors de mon recrutement au CNRS en 2003.

Le bilan de mes activités en matière d'édition et de documentation me laisse un goût plus mitigé. A partir de la fusion des trois centres dans le nouvel IFPO, la fonction édition du centre passa par plusieurs années d'incertitude et de redéfinition avant d'aboutir à l'actuelle configuration qui fait de l'IFPO un des pionniers de l'édition numérique scientifique. De ce fait, mes projets éditoriaux, que la fin de ma thèse n'avait pas contribué à accélérer, prirent du retard et ne débouchèrent sur des publications au format recomposé que plusieurs années après mon départ de l'IFPO. Par ailleurs, avec ses dernières livraisons (n°13 et 14), la *Lettre d'information de l'ORBR* était devenue une véritable petite revue, appréciée des chercheurs locaux et de nos correspondants. Pour autant, aucun dispositif collégial de validation scientifique n'existait. Outre que cela faisait reposer un poids très lourd sur son rédacteur en chef, cela conduisait à un mélange de textes ayant un véritable intérêt scientifique avec d'autres d'un statut beaucoup plus incertain, entre l'éphéméride et les documents d'intérêt local. C'est pourquoi je décidai d'une part d'attendre la relance éditoriale de l'IFPO pour les travaux proprement scientifiques, par exemple dans une vraie revue, et de publier une partie de ses informations mineures sur le site internet du CERMOC, en particulier la base de données sur l'actualité de la reconstruction au Liban issue d'une revue de presse effectuée par un documentaliste, Basile Khoury. Malheureusement, cette première expérience de publication en ligne n'a pas survécu. La rénovation du site web de l'institution lors de la création de l'IFPO n'a pas fait de place au module de consultation de l'actualité mis en place sur mon initiative et les données ont disparu corps et biens. Cette expérience de création de site web et de base de données en ligne illustre mon intérêt pour ces questions mais aussi le chemin chaotique et contrarié de l'édition et de la documentation en ligne. Faute de compétences adéquates, et faute d'appui au sens de l'équipe de direction, mon incapacité à choisir le bon format représente au final un triste gâchis.

Chapitre 2 : Faire de la recherche sur les villes du Sud dans un laboratoire lyonnais de géographie et d'urbanisme

Un choix structurant : études urbaines vs. aire culturelle

Recruté au CNRS en 2003, j'intégrai le laboratoire Environnement Ville Société (EVS) de Lyon où je poursuis actuellement une activité de chercheur. A vrai dire, je n'avais pas imaginé embrasser ce métier, me pensant plutôt destiné, avec mon agrégation, à une maîtrise de conférence. Mais ma campagne de recrutement pour des postes universitaires s'était conclue sur un échec lors des deux auditions auxquelles j'avais été admis alors que, pour ma première candidature, j'avais été élu par le CNRS sur un poste au profil urbain. Le choix de ce laboratoire était lié à une certaine conception de la recherche que je voulais mener, parmi plusieurs postures possibles que l'on peut justement replacer dans le champ de tensions intellectuelles dont j'ai esquissé les lignes de force en introduction. En retour, revenir sur mon insertion au sein d'EVS et sur les travaux collectifs auquel j'ai participé, et sur ceux que j'ai poursuivis hors de ce laboratoire, en partenariat avec d'autres collectifs, permet de réfléchir sur les possibilités et les difficultés d'une recherche consacrée aux villes du Sud.

Le choix du laboratoire Environnement Ville Société fut effectué au dernier moment, lors du dépôt de mon dossier. Pour diverses raisons personnelles, et à cause du peu de liens scientifiques conservés avec des laboratoires parisiens, le choix de Lyon s'est vite dégagé d'autant que plusieurs chercheurs rencontrés au Proche-Orient y travaillaient. Le GREMMO représentait alors un choix naturel : plusieurs chercheurs de ce laboratoire fréquentaient l'IFPO et nos recherches se croisaient. Pourtant, j'avais rencontré à Beyrouth plusieurs enseignants-chercheurs en urbanisme issus d'institutions universitaires lyonnaises, engagés dans une coopération avec le département d'urbanisme de l'Université Libanaise, que je connaissais bien pour y collaborer ponctuellement et pour croiser ses responsables lors des manifestations scientifiques à Beyrouth. L'intérêt des échanges avec ces collègues, en particulier Marc Bonneville et Franck Scherrer de l'Institut d'urbanisme, me firent finalement préférer une insertion dans une équipe d'urbanistes et de géographes, où je retrouvai de surcroît Pierre-Yves Saunier avec qui j'avais plusieurs fois échangé sur les thèmes de ma recherche autour de questions d'histoire de l'urbanisme. Autrement dit, ce choix reflétait mon souci d'une posture d'abord thématique, autour de questions construites par le croisement des regards disciplinaires. Je voyais également la possibilité à travers ce laboratoire d'avoir plus facilement accès à l'enseignement. A l'inverse, le choix du GREMMO aurait impliqué une approche plaçant au premier plan les spécificités géographiques, culturelles et politiques de l'ensemble moyen oriental ou sud-méditerranéen, dans une équipe resserrée mais marquée par la diversité (voire le grand écart) des positions disciplinaires (de la sociologie à la littérature, de l'anthropologie à la géographie en passant par les sciences politiques, sans oublier l'histoire et même l'archéologie). Cela me semblait moins correspondre à la manière dont j'avais construit mes propres questions, passant par hasard de la région marseillaise à Paris, potentiellement vers l'Allemagne et soudainement et involontairement confronté à Beyrouth. En outre, j'avais dans l'idée, en allant malgré tout à Lyon, d'entretenir avec plusieurs chercheurs du GREMMO des relations qui étaient fortes et que la proximité géographique permettrait certainement de poursuivre.

Instabilité et renouvellement des cadres institutionnels de la recherche urbaine

Fort de cette ambition, mon insertion à EVS s'est révélée fructueuse et m'a apporté plusieurs renouvellements. Toutefois, cela m'a aussi confronté à une situation que je n'avais guère anticipée, celle d'un milieu de recherche perpétuellement instable, sous le double jeu de la géopolitique académique locale et des injonctions nationales de réforme de l'université et de la recherche. Je m'initiai ainsi aux complexités d'un laboratoire marqué par l'éclatement de l'université lyonnaise entre Lyon 2 et Lyon 3 au début des années 1970, par l'arrivée de l'ENS en 2000, par les divisions entre géographes et urbanistes, sans parler des chercheurs et enseignants-chercheurs en urbanisme des écoles d'ingénieurs locales (INSA et ENTPE), ni des relations complexes avec le satellite stéphanois à la personnalité et aux spécificités bien marquées. La politique constante du CNRS visant à favoriser l'intégration de ces composantes habituées à leur autonomie débouchait sur des synthèses improbables et peinait à entraîner de véritables dynamiques transversales. Toutefois, naturellement, les recherches associant ponctuellement des chercheurs de ces diverses institutions ont toujours existé, en-deçà des injonctions d'appareil. Le cycle des réformes universitaires qui s'est amplifié à partir de 2009 avec le grand emprunt a ajouté une couche de complexité et de bureaucratie à une situation déjà peu simple, en particulier pour l'obtention des financements nécessaires pour la recherche collective, surtout quand elle implique un travail sur des terrains lointains.

A cet égard, deux évolutions doivent être citées, parce qu'elles incarnent de manière concrète la reformulation des injonctions auxquelles la recherche urbaine doit faire face. La première est le passage d'EVS de la tutelle de l'InSHS à celle de l'INEE. Ce choix apparaissait comme une opportunité : à une équipe pluridisciplinaire, très présente sur les questions environnementales, l'INEE offrait des conditions de développement intéressantes, tout en valorisant l'engagement des sciences sociales sur ces questions. Cette mutation, représentative d'une évolution de la demande sociétale à l'égard des sciences sociales, constitue un défi stimulant mais redoutable pour l'identité critique de nos disciplines. La ville constitue un chantier de recherche clairement identifié pour l'INEE, mais avec une mise en avant des dimensions applicatives et le risque d'un cantonnement à la question de l'acceptabilité sociale des politiques économiques et technologiques menée dans le cadre de la transformation de l'espace urbain.

La création du Labex Intelligences des mondes urbains (IMU), deuxième mouvement spécifique à la scène lyonnaise, contribue également à une reformulation radicale des critères de la « bonne » recherche urbaine, notamment par l'exigence d'une interdisciplinarité « forte » entre chercheurs de domaines scientifiques différents (Physique / Chimie / Sciences de l'Ingénieur / Santé / SHS). Ce faisant, l'IMU cantonne dans une arrière zone peu valorisante et surtout peu valorisable les interdisciplinarités « faibles », entre disciplines des SHS, par exemple celles qui se sont construites dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler les « études urbaines » - même si l'exigence de l'IMU vient justement questionner la légitimité de ces limites -. Il contribue également, quoiqu'il en ait, à orienter les SHS vers les questions de l'acceptabilité et de l'applicabilité. Enfin, il fait peser un gros défi sur l'internationalisation des recherches, ou plus exactement sur la recherche visant à la compréhension des dynamiques sociales et politiques des villes du Sud. Inversement, les projets d'internationalisation auxquels on assiste, avec le rapprochement avec les plateformes académiques de grandes métropoles (Sao Paulo, Shanghai) montrent que l'internationalisation de la recherche

urbaine peut porter sur les conditions d'opérationnalisation des politiques publiques et sur leurs conditions d'acceptabilité, à partir de l'hypothèse (implicite) d'une convergence de ces modes d'action – et en laissant largement hors de la focale d'analyse un certain nombre de villes non- (ou peu) comparables – et sans doute aussi en négligeant certaines dimensions non comparables propres à ces villes émergentes².

Soyons clair : ces évolutions n'empêchent pas toute recherche non-conforme à ce nouveau standard, comme en témoigne par exemple la recherche Politiques et usages de l'énergie dans les villes émergentes (POUDEV), dans laquelle une bourse de thèse consacrée aux enjeux des transformations du chauffage à Istanbul a été attribuée. Mais elles obligent les chercheurs à un très sensible effort d'ajustement à ces nouveaux objectifs au moment de la rédaction du projet, ainsi qu'à un travail constant d'explicitation des implicites disciplinaires (en l'occurrence concernant les acquis de la recherche en géographie urbaine dans une ville du Sud) à destination des partenaires d'autres disciplines (ici, thermique). A l'heure de l'écriture de ces lignes, le bilan des acquis de ces efforts reste à effectuer.

Dans cette conjoncture, ma position de chercheur CNRS a toujours été très particulière. Tout d'abord, à la différence de la plupart de mes collègues ayant le même statut, je n'ai jamais été rattaché à une composante. Le premier directeur a tenu à ce que j'aie un bureau au siège de l'UMR plutôt qu'à l'IUL, quand bien même mes liens d'enseignement et de recherche (on y reviendra) avec cette composante étaient privilégiés. De plus, j'ai progressivement noué des liens avec des collègues de l'ENS. De fait, cette position flottante m'a aussi conduit à jouer un rôle de « connecteur » entre composantes lors de la préparation des contrats d'unités successifs, puis à prendre la coresponsabilité d'un « thème » dans le contrat 2010-2015, puis dans le suivant, ce qui m'a amené à une participation très régulière aux instances de pilotage de l'unité. J'ai également fortement contribué à certains choix importants pour l'unité, comme le déménagement du centre de documentation Maurice Le Lannou à la bibliothèque interuniversitaire Denis Diderot à Gerland sur le campus de l'ENS de Lyon.

L'insertion dans EVS : effets de contexte et déplacement des questions de recherche

Les recherches et les collaborations scientifiques au sein d'EVS ont conduit à des réorientations notables de mes activités de recherche, et en particulier de leurs thèmes.

Les cultures urbanistiques/cartographie : des rencontres qui n'ont pas eu lieu

En premier lieu, les deux recherches sur lesquelles j'étais engagé en arrivant à Lyon n'ont pas permis d'engager de nouvelles collaborations ou approfondissements. Ce fut particulièrement net pour ma recherche sur les cultures des urbanistes, pour laquelle j'espérais pourtant pouvoir nouer des liens avec des chercheurs lyonnais. En fin de compte, c'est avec le seul Pierre-Yves Saunier que des prolongements eurent lieu, sous la forme de sa participation à un numéro de *Géocarrefour* que je dirigeais consacré aux expertises nomades (Saunier 2005), ou de ma contribution, modeste, à son *Dictionary of Transnational History*, avec une notice sur le forme d'ingénierie libano-jordanienne Dar al Handasah, bien connu pour ses interventions dans le domaine de l'urbanisme (Verdeil 2009a). Quant au projet *Atlas du Liban*, ma proposition d'y associer Marie-Laure Trémelo, la cartographe de

² Sur ces questions, voir mes remarques critiques à propos du livre *Métropoles XXL*, piloté par Dominique Lorrain : (Lorrain 2011; Verdeil 2012a)

l'UMR, pour en coordonner la cartographie se heurta à l'ampleur de ses autres tâches dont elle ne put se dégager. Malgré des échanges réguliers avec les chercheurs du pôle Imagerie et systèmes d'informations géographiques, aucune occasion de collaboration sérieuse ne se dessina. La seule exception fut un projet de recherche sur les services en Allemagne, durant lequel je collaborai avec Hélène Roth à la réalisation d'un ensemble de cartes sur les dynamiques démographiques des villes de l'Allemagne orientale et plus particulièrement du Land de Brandebourg. Mais ces travaux, disponibles dans un rapport, n'allèrent pas jusqu'à une publication (Zepf et al. 2008).

Un nouveau champ de recherche : les services urbains

L'élargissement de mes préoccupations de recherche vers la thématique des services urbains est le signe le plus net de mon intégration progressive dans EVS, en ce qu'il reflète ma collaboration avec Franck Scherrer, alors professeur à l'IUL et membre de l'UMR. Cette rencontre scientifique a procédé d'un double déplacement : pour moi, qui continuais à fréquenter assidument le Liban, l'appropriation progressive de cette question et son articulation avec les politiques urbaines que je connaissais ; pour lui, qui travaillait sur ce sujet depuis longtemps, déplacer sa grille de questionnement sur le terrain libanais obligeait à quelques ajustements. Nous avons obtenu un financement de la région Rhône-Alpes pour une action de recherche exploratoire (2005-2006), en partenariat avec le département d'urbanisme de l'Université Libanaise où nous enseignions tous deux régulièrement dans le cadre d'un programme d'échange. Dans un deuxième temps, nous avons élargi la recherche à deux autres terrains, Sfax en Tunisie et Marrakech au Maroc, dans le cadre d'un financement AUF (2007-2008). Enfin, ce travail commun conduisit également à la petite recherche évoquée ci-dessus, financée par le PUCA, sur la question des services urbains dans les villes « rétrécissantes » allemandes. Nous avons mené cette recherche avec Hélène Roth, alors post-doc à Géophile à l'ENS et Julia Gamberini, étudiante en master. Ultérieurement, les résultats de cette recherche ont été discutés dans le cadre d'un programme de recherche financé par le CIERA (centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur l'Allemagne) animé par Lydia Coudroy de Lille au sein de l'UMR – nouvel élargissement de mon périmètre de coopération lyonnais.

Ces trois recherches furent l'occasion de me confronter à un ensemble de questions totalement neuves pour moi, alors que j'avais surtout réfléchi à partir des questions de planification et de projets urbains. Il existait une forte tradition française d'étude des services urbains, particulièrement bien représentée au LATTs. Du côté de l'urbanisme, les travaux fondateurs de Gabriel Dupuy constituait une référence. Chez les géographes ou les sociologues, un autre groupe de chercheurs s'était structuré autour de l'étude de l'approvisionnement en eau (et la question de l'assainissement) dans les villes du Sud. Le GIS Res-Eau-Ville lui avait donné une visibilité institutionnelle, mais il achevait alors son cycle d'existence. Cette « école » française se trouvait alors dans un moment d'internationalisation, notamment par son entrée dans le débat sur les thèses de Marvin et Graham sur le *Splintering Urbanism*, ouvrage phare publié en 2002. Ces auteurs postulaient l'existence d'un retournement dans les politiques publiques, de l'idéal dominant d'universalisation des services urbains à un système déréglementé et libéralisation. Pour eux, ce retournement avait pour conséquence une fragmentation sociale et urbaine croissante. Un groupe du LATTs, notamment animé par Olivier Coutard et Sylvie Jaglin, critiquait sévèrement les conclusions de ce livre d'inspiration radicale, en particulièrement en remettant en cause l'adéquation du modèle de SU aux terrains des villes du Sud (Jaglin 2005; Coutard 2008).

Les exemples du Liban, de la Tunisie et du Maroc apparaissaient comme d'intéressantes occasions de tester la validité de ces hypothèses sur des terrains du Sud aux caractéristiques particulières : l'universalisation des services urbains y était beaucoup plus engagée que dans les pays d'Afrique subsaharienne (Scherrer 2006) ; en revanche, les politiques de libéralisation y connaissaient des situations très contrastées, notamment sous l'angle de la délégation des services publics aux entreprises privées. Par rapport à cet ensemble, l'exemple de l'Allemagne orientale permettait également d'introduire un autre cas – cette fois à la limite – lié à l'héritage des politiques socialistes et aux conditions de mise en œuvre de la libéralisation capitaliste dans ces pays. La « décroissance » des villes est-allemandes posait en outre la question de l'adaptation du modèle du réseau à un contexte où les économies d'échelle qui constituaient normalement son moteur politique et économique se transformaient au contraire en une crise de surcapacité des infrastructures. L'exemple de cet ensemble de recherches et de leur inscription dans le débat scientifique illustre ainsi une double dynamique de mon itinéraire de recherches : un déplacement thématique lié à un engagement disciplinaire (en l'occurrence au sein des études urbaines – voire même des *urban studies* en raison de l'internationalisation du champ scientifique de référence) ; un élargissement de mes terrains, non seulement du Proche-Orient vers le Maghreb, qui appartiennent par convention à la même aire culturelle, mais un retour vers l'Europe – et incidemment la rencontre plusieurs fois remise avec le terrain allemand, rencontre qu'hélas je n'ai pas été en mesure de prolonger.

De nouveaux objets de recherche : l'électricité et l'énergie

Dès le lancement de la recherche sur les services urbains, la question des objets d'étude se posa. Assez naturellement, Franck Scherrer qui avait beaucoup travaillé sur l'assainissement et les questions de distribution d'eau au sein du Rés-eau-ville, envisageait de poursuivre sur ces objets dont il maîtrisait bien les paramètres économiques et technologiques. Il dirigea d'ailleurs une étudiante en master, Cécile Féré, qui travailla avec nous sur l'approvisionnement en eau de petites villes du Liban-Nord, Amioun et Chekka. De mon côté, les questions d'eau ne m'inspiraient guère. J'avais d'ailleurs un peu négligé cet enjeu dans *l'Atlas du Liban*. Un chercheur de Montpellier, Stéphane Ghiotti, travaillait déjà sur cette question. Dans le domaine des services urbains, les travaux sur l'eau dans les villes du monde arabe avaient une visibilité importante, que ce soit au Maroc, en raison des délégations de services publics précoces dans les grandes villes du royaume, en Egypte, avec une série de travaux exploratoires coordonnées par Agnès Deboulet (Deboulet 2000), ou encore en Jordanie, avec la thèse de Khadija Darmame. Ma sœur avait par ailleurs travaillé sur des questions de distribution d'eau dans plusieurs villes des Philippines. Tout cela contribuait à banaliser à mes yeux la question de l'eau urbaine, et me poussait à m'en distinguer.

Au contraire, l'électricité constituait au Liban une question publique largement débattue en raison des coupures quotidiennes liées au rationnement du courant. De plus, un secteur informel très structuré de fourniture parallèle d'électricité s'était construit depuis la guerre civile et constituait toujours en 2004, malgré la reconstruction et la reconstitution progressive d'une infrastructure électrique nationale, une source essentielle d'approvisionnement pour les ménages libanais hors de Beyrouth, pour en moyenne trois à quatre heures par jour. Je ne pouvais pas imaginer alors que le quasi-retour à la normale qui semblait se dessiner allait au contraire s'inverser et que la crise électrique allait redevenir une plaie ouverte avec la guerre de 2006. Au moment où je me suis engagé sur cette question, c'est plutôt la question des inégalités sociales et territoriales du service qui retenait mon attention. Un cadre de la mission économique française avait d'ailleurs mon

attention sur ce point, me conseillant de m'attacher à tous les signes d'une future crise sociale qu'il analysait comme le résultat des politiques déséquilibrées de la reconstruction du pays.

Or, il n'existait alors pratiquement aucun travail sur le sujet, sauf quelques exercices prospectifs et très normatifs d'économistes. Plus largement, ce type de politiques publiques était très peu étudié, dans le monde arabe mais aussi dans les pays du Sud. Et même sur les pays européens ou les Etats-Unis, on ne trouvait guère de travaux de référence, hormis peut-être ceux se rattachant aux *Large Technical Systems*. Il se trouve que très rapidement, mes premiers résultats ont suscité l'intérêt de mes interlocuteurs, d'abord lors d'un colloque à Sfax en Tunisie en novembre 2005, puis bien entendu au Liban lors de la journée de restitution en avril 2006 de cette recherche, mais je tardais à transformer ces interventions en article. En 2007, je proposai au festival de géographie de Saint Dié des Vosges, dont le thème général était l'énergie, un papier sur le Liban. Les organisateurs trouvèrent que c'était une focale trop limitée et m'imposèrent de parler des questions d'électricité au Moyen-Orient. J'en fus d'abord très contrarié et intimidé, puis me piquai au jeu et en tirai finalement un texte qui élargissait mes réflexions vers plusieurs nouvelles dimensions : le rôle de l'électrification dans la construction des Etats, les politiques néolibérales dans le domaine de l'électricité, le rôle des infrastructures critiques dans les contextes de guerre ou de conflits (mon article pour *Maghreb Machrek* fut consacré à cette question (Verdeil 2008)), les enjeux de coopération régionale autour d'une interconnexion électrique méditerranéenne. Entre temps, la question rebondissait au Liban, avec des émeutes sanglantes liées au départ à des protestations contre les coupures d'électricité, qui me firent intervenir sur différents médias, dont un article pour le Monde diplomatique. Dans la foulée, un article sur les territoires de l'électricité au Liban fut publié dans la *Revue Tiers Monde* (Verdeil 2009b).

La découverte de nouveaux terrains : Jordanie et Tunisie

La question électrique a été le fil conducteur de l'élargissement de mes recherches, dans la continuité de l'exercice imposé par la conférence du Festival de géographie de Saint-Dié. En 2005-2006, avec l'achèvement de *l'Atlas du Liban*, j'éprouvais le besoin de m'ouvrir à d'autres enjeux et espaces. De plus, le blocage politique et l'instabilité qui se poursuivaient au Liban y rendaient les politiques publiques frustrantes à suivre, puisque toutes les décisions étaient bloquées. Les différents secteurs se transformaient informellement d'une manière qu'il était très délicate d'étudier à travers de courtes missions de terrain, ce qui était mon lot.

Une première ouverture fut pratiquée sur le terrain tunisien, suite à un colloque auquel je participais à Sfax, où j'avais identifié des collègues sympathiques et entreprenants, notamment Ali Bennasr. Ce dernier accepta avec enthousiasme de se lancer dans la recherche sur les services urbains. Dans un premier temps, nous avons cependant plutôt orienté l'enquête sur l'alimentation en eau, notamment en analysant les systèmes de récupération des eaux de pluie. Ma contribution à cette analyse résida davantage dans la mise en forme et la mise en perspective que dans l'enquête (Bennasr & Verdeil 2009).

Dans le même temps, je me joignis au programme TANMIA (mot qui signifie développement en arabe) lancé par l'IFPO sur l'action publique dans le monde arabe. Je développai là une entrée à double détente. Elle visait d'abord à étudier les réorganisations de l'action publique urbaine autour des services urbains, avec la question des délégations de services et du *rescaling* observé dans ces politiques en faveur ou en défaveur des municipalités. Ensuite, il s'agissait d'examiner plus

particulièrement dans cette perspective les politiques électriques, non seulement au Liban mais aussi en Jordanie où mes lectures et le suivi de l'actualité m'avaient montré que le secteur entrait dans une nouvelle phase de privatisation, impliquant des réorganisations à l'échelle des municipalités. Je fus ainsi conduit à effectuer un terrain lors de trois missions successives, au total pratiquement un mois et demi sur place, entre le printemps 2008 et l'été 2010. J'exploitais d'ailleurs une partie de mes observations dans le programme lancé entretemps par Pierre-Arnaud Barthel sur un premier bilan du développement urbain durable dans le monde arabe, pour un article analysant la mise en œuvre difficile de projets d'énergie renouvelable à Amman et dans quelques villes secondaires comme Irbid et Maan (Verdeil 2011c). Ce terrain jordanien était fort intéressant malgré la faiblesse de mes ancrages locaux, que ce soit sur le plan professionnel ou personnel. Mais, au même moment, la montée en puissance du travail en Tunisie, et la permanence de mes liens avec le Liban, ont rendu difficile la poursuite d'un investissement fort dans ce pays. J'entretiens le lien via des étudiants envoyés sur place (Amélie Pinel en 2011 ; Wihem Pousse en 2013 ; Eliott Ducharme en 2014).

Les relations avec la Tunisie ont pris en effet une ampleur non négligeable dans mon parcours. J'avais commencé à m'y intéresser, avant la collaboration fructueuse dans le domaine des services urbains avec l'Université de Sfax, lors des travaux collectifs sur les milieux urbanistiques au sud de la Méditerranée. En effet, la structuration d'une association tunisienne des urbanistes constituait un élément original qui m'avait conduit à nouer des relations avec deux de ses anciens présidents, puis à participer à un colloque organisé par Lamia Zaki alors en poste à l'IRMC. Associer le laboratoire Syfacte au projet lancé par Pierre-Arnaud Barthel sur le développement urbain durable permit de prolonger ces questionnements. Il en résulta notamment un article sur les mutations de la planification territoriale à travers l'expérience très reconnue du Schéma directeur du Grand Sfax. Dans le contexte de la fin des années Ben Ali, ce projet de planification partenarial, associant certains acteurs et organisations de la société civile, apparaissait comme innovant dans son contenu et son processus, et un bilan s'imposait. J'accompagnais mes collègues dans ce travail réflexif dans l'atmosphère désormais plus ouverte de l'année 2011, où les enjeux du développement durable étaient contestés au nom de l'emploi et du caractère galvaudé d'une notion utilisée avec cynisme par l'ancien régime (Bennasr et al. 2013).

Mais mon véritable engagement sur le terrain de la recherche en Tunisie se fit à travers la question énergétique. Nous avons en effet obtenu un projet de coopération bilatérale Utique, surtout destinée à la formation des jeunes chercheurs, dont le thème portait les politiques énergétiques urbaines. Lors de quelques missions d'enseignement, Laurence Rocher et moi-même avons commencé à explorer la question énergétique à Sfax et à Tunis, déléguant à Hugo Bolzon, un étudiant de master, une étude sur le gaz urbain que nous avons ensuite croisé avec nos observations sur le chauffage solaire (Bolzon et al. 2013). Dans ce pays hypercentralisé, tout se joue dans la capitale, où nous avons dû mener aussi de nombreux entretiens. La sollicitation d'Alain Nadai de me joindre à son projet ANR sur les collectifs de la transition énergétique est tombé à point pour nous inciter à approfondir le travail de recherche entamé avec UTIQUE. Avec Laurence Rocher, nous avons notamment enquêté sur l'essor contrarié des investissements privés dans les énergies renouvelables (Rocher & Verdeil 2013a). Dans le même temps, j'ai été sollicité par David McDonald, de l'Université de Kingston (Ontario) pour réfléchir à la corporatisation des services publics au Maghreb. Par cette notion est désigné le processus de transformation des entreprises publiques dans le sens d'une autonomisation financière et d'une gestion plus commerciale, en réponse aux injonctions du New Public Management (Bennasr & Verdeil 2014).

Cet ensemble de sollicitations et d'engagement ont donc contribué à faire de la Tunisie un terrain majeur de mes recherches, au moment même où la révolution tunisienne modifiait du tout au tout les conditions d'enquête dans ce pays. Engoncés dans une chape de plomb scellée par la peur de transmettre des informations confidentielles et bridés par la langue de bois du régime Ben Ali, les interlocuteurs enquêtés sont devenus, en quelques semaines, des bavards rieurs et serviables. Toutefois, les habitudes hiérarchiques n'ont pas disparu du jour au lendemain dans les entreprises et administrations publiques. J'ai pu mesurer l'intérêt et la nécessité du partenariat construit avec l'Université de Sfax, qui constituait un sésame pour obtenir l'accès à des données statistiques par exemple.

Cet approfondissement du terrain tunisien m'a d'ailleurs conduit à envisager une affectation de longue durée au sein de l'IRMC. Mon projet visait à développer ces différentes thématiques tout en profitant pour construire un véritable ancrage grâce à une insertion de longue durée que mes courts séjours habituels ne permettent pas. Une fenêtre d'opportunité dans la carrière de ma femme se dessinait alors et nos aînés encore collégiens étaient « transportables ». Hélas, mon projet n'eut pas l'heur de paraître suffisamment intéressant à la direction de l'IRMC, qui privilégia une autre candidature, alors que seul un poste était disponible.

Avant cette demande, j'avais du reste exploré la possibilité d'une reconversion plus radicale, vers le terrain stambouliote, où les questionnements énergétiques paraissaient également très porteurs. J'avais d'ailleurs été en relation avec un réseau dirigé par des membres de la MMSH d'Aix-en-Provence sur cette thématique, ainsi qu'avec l'Institut français d'études anatoliennes, où j'avais notamment fait une mission exploratoire en mars 2011, y suivant le travail d'un autre étudiant, Elvan Arik. Mais cette perspective était moins familialement compatible. Aussi l'avais-je abandonné, bien que le responsable de la section 39 au CNRS l'encourageât.

Matérialités géographiques : une nouvelle orientation en gestation

Pour conclure cette section, il faut revenir à une dernière évolution majeure de mes objets de recherche qui est en train de s'esquisser dans le cadre du nouveau contrat quinquennal de notre unité. De nouvelles collaborations se sont construites dans le cadre du thème d'EVS dénommé « Actions, régulations, organisations : la construction des environnements » (contrat quinquennal 2011-2015) : « il s'agit à la fois de comprendre comment des acteurs organisent, régulent, gouvernent leur environnement territorial (ce qui relève des champs de l'urbanisme, de l'aménagement, du développement local, des politiques territoriales) et comment à l'inverse des dynamiques spatiales dont certaines ont été modélisées par les sciences de l'espace incitent les individus ou organisations à reconsidérer leurs stratégies et moyens d'action sur le territoire (ce à quoi invite une démarche en termes de système territorial, analyse spatiale). » Cet énoncé visait à englober diverses actions de recherche en cours, parmi lesquelles, me concernant, la poursuite des réflexions sur les services urbains, mais désormais interrogés plus particulièrement à partir de l'idée de « mutations de l'action de l'action collective urbaine face aux injonctions du développement durable ». Dans ce cadre, la création au sein d'EVS d'une chaire d'excellence CNRS financée par l'INEE, sous l'intitulé Espaces et risques technologiques émergents, dont le titulaire est Romain Garcier, tout comme l'élection de Laurence Rocher sur un poste de maître de conférence à l'IUL, alors que dans le même temps Franck Scherrer partait au Canada, ont entraîné de nouvelles collaborations autour de thématiques liées à l'énergie, aux déchets, et plus largement à la circulation des matières. Une journée d'étude a été organisée le 16 janvier 2015, qui devrait donner lieu à un numéro de la revue Flux. Dans le même

temps, le LABEX IMU finance une recherche (et un doctorant) sur l'énergie dans les villes émergentes, et une autre sur les gravats de démolition dans la ville, deux thèmes à l'initiative desquels j'ai pris part à des degrés divers. Progressivement formalisée dans le cadre d'un séminaire au sein de l'UMR, cette dynamique est représentative à la fois des hasards des rencontres liées aux renouvellements des chercheurs, de la montée de demandes sociales nouvelles ainsi que, de manière correspondante, de leur institutionnalisation par les bailleurs de fonds de la recherche.

Partenariats extérieurs à EVS : entre enjeux de financement de l'accès au terrain, intégration à la communauté des SHS sur le monde arabe et réorientations théoriques

La présentation centrée sur le laboratoire d'appartenance qui vient d'être faite doit être complétée, pour avoir une vision plus complète de mon activité et des influences scientifiques dont elle porte aussi la marque, par un regard sur les collaborations extérieures. En effet, les engagements dans des partenariats extérieurs à l'unité ont été très fréquents, et témoignent de la polarisation de mes travaux entre la logique de l'aire culturelle et celle, à nouveau, des disciplines de référence, urbanisme et géographie. Leur multiplication et leur entrecroisements renvoient aussi à la nécessité vitale, dans un contexte où aucun crédit récurrent du laboratoire n'était disponible pour financer la recherche, de courir après des financements parfois ténus, sans pour autant être administrativement simples. Cette caractéristique s'applique en particulier aux financements disponibles pour financer les relations bi- ou multilatérales de part et d'autre de la Méditerranée.

Le réseau des centres français à l'étranger et des laboratoires français sur l'aire culturelle Monde arabe

Sur le premier plan, mon principal partenaire a été l'IFPO, que j'ai très régulièrement fréquenté, en particulier à l'occasion du projet Tanmia dirigé par Myriam Catusse et Géraldine Chatelard, consacré au développement et aux nouvelles logiques d'action publique dans le monde arabe (2008-2011). Du reste, ce projet ANR m'a permis de prolonger et de développer des recherches entreprises au sein d'EVS sur la question des services urbains, et en particulier de l'électricité dans le monde arabe. Ce projet TANMIA se caractérise par une équipe très pluridisciplinaire, regroupant politistes, sociologues, géographes, anthropologues. On peut néanmoins indiquer que le cadrage dominant était donné par la science politique. Dans cet ensemble, il me revint d'animer un sous-groupe – majorité composé de géographes – faisant de l'étude des transformations dans la gestion des services publics (urbains) un paramètre de l'analyse plus large des renouvellements de l'action publique dans le monde arabe (Verdeil 2010).

Par ailleurs, des partenariats inégalement intenses ont aussi existé avec l'IRMC de Tunis et l'IFEA d'Istanbul (j'y reviendrai dans la section sur les questions liées au terrain). Ultérieurement, un autre projet mené avec Pierre-Arnaud Barthel, alors au CEDEJ, et une série d'autres partenaires des centres français à l'étranger et des universités locales, s'est également déroulée, sur financement AUF, consacré à un bilan des expérimentations du développement durable dans le monde arabe (2010-2012). D'autres partenariats s'inscrivent également dans la logique de l'aire culturelle, notamment ceux avec l'IREMAM ou le laboratoire TELEMME de la MMSH d'Aix en Provence ; ainsi qu'avec le GREMMO à Lyon (programme CEDRE, sur Beyrouth et la mondialisation ; puis BQR Lyon sur la crise syrienne et ses retombées au Proche-Orient). J'entretiens également des relations avec le laboratoire URBAMA, devenu CITERES-EMAM après une triste crise de renouvellement de sa direction. Mais en

fin de compte, au-delà de relations individuelles et des invitations à des séminaires ou pour donner des cours, je ne participai jamais à des recherches organisées par cette équipe.

Des relations suivies avec des partenaires étrangers au Liban et en Tunisie

Ces partenariats ont naturellement également impliqué divers collectifs dans les pays où ces recherches étaient menées. Le premier de ces partenariats concerne la relation avec le CNRS Liban et surtout son centre national de télédétection. Cette institution fondée dans les années 1960 pour contribuer au développement d'une recherche appliquée, occupe une place particulière dans le paysage scientifique libanais, avec quatre orientations principales : les sciences marines, la sismologie, l'énergie atomique et la télédétection. Le CERMOC avait mis en place un partenariat solide en vue de la mise en place d'un système d'information géographique consacré aux localités du Liban. Ghaleb Faour, notre partenaire, est un spécialiste de l'imagerie spatiale et des traitements d'image, ainsi que des systèmes d'information géographique. Ses recherches couvrent l'analyse des risques (ou plutôt des aléas) naturels, les problématiques agronomiques et forestières, etc. Grâce à sa maîtrise des outils et à sa position d'interlocuteur de nombreuses administrations, le Centre National de Télédétection a accumulé et structuré des bases de données d'origine très diverses et qu'il est bien souvent impossible de retrouver ailleurs dans le pays. Le CNRS joue donc un rôle de mémoire de facto de l'information géographique. Le partenariat noué avec le CERMOC et poursuivi avec l'IFPO a permis d'élargir cette vocation vers les données statistiques économiques et sociales, dans un contexte d'accès à ces données très complexes. Une première phase de la coopération, achevée lorsque j'ai repris la responsabilité de cette activité, concernait la production de la base de données des localités elles-mêmes (limites, statut administratifs etc.). La deuxième phase, entre 2002 et 2005 environ, a visé à la collecte de données administratives diverses (immeubles, activités, etc.) ainsi qu'à la production de nouvelles séries de données (incendies de forêts, érosion littorale...). Enfin la troisième phase, dans laquelle mon partenaire de par sa formation et ses compétences était moins impliqué, concernait la production cartographique finale et l'élaboration du texte. Plusieurs publications communes ont jalonné cette coopération productive mais difficile à cause du décalage des cultures scientifiques. Une nouvelle étape de cette collaboration s'est lancée en 2013 et doit se concrétiser, autour de l'exploitation statistique et cartographique d'une nouvelle base de données réalisée par le CNRS sur l'occupation des sols en 2010. Vu l'absence d'information sur la population, et l'irrégularité des recensements sur les immeubles, la seule manière de mesurer l'évolution urbaine reste l'analyse de l'emprise bâtie. Ces nouvelles données seront intégrées dans une publication portant le titre provisoire d'*Atlas du Liban : les nouveaux défis*. Grâce à un financement de l'UNESCO, il s'agit de compléter et de mettre ponctuellement à jour l'Atlas du Liban de 2007.

Les collaborations avec les partenaires libanais concernent également les collègues du département d'urbanisme de l'Université libanaise à Beyrouth, avec qui j'ai eu l'occasion de travailler lors de trois projets. Le premier concerne les services urbains, mené en lien avec des activités d'enseignement de 2004 à 2007 dans le cadre d'un échange ERASMUS, puis AUF. Le second a pris place dans le cadre du projet AUF sur les expérimentations du développement urbain durable (2010-2012), lancé par Pierre-Arnaud Barthel, et en liaison avec d'autres partenaires tunisiens, marocains, syriens et égyptiens. Le troisième projet, actuellement en cours, porte sur la contribution de ces collègues, notamment Johad Farah, à la version actualisée de l'Atlas du Liban. Des relations moins formalisées n'ont par ailleurs jamais cessé avec les chercheuses en urbanisme de l'Université américaine de Beyrouth, Mona Harb et Mona Fawaz. Ce fut notamment le cas dans le cadre de leur séminaire annuel City Debates (en

2007), pour une recherche sur la décentralisation après les révoltes arabes (2013) ou avec le lancement de la revue électronique *Jadaliyya Cities* (voir infra).

Par ailleurs, j'y reviens plus en détail dans la section suivante, des relations suivies se sont également construites avec le laboratoire SYFACTE de l'Université de Sfax, à partir de 2007-2008, dans le cadre du projet sur les services urbains, puis celui sur la question de l'efficacité énergétique et la corporatisation de la STEG.

Des collaborations avec des laboratoires thématiques en France

Par ailleurs, dans le contexte français, de nouveaux partenariats se sont également construits sur des logiques thématiques. Mes travaux sur la question énergétique m'ont d'abord valu de modestement participer à un projet mis en place par Sébastien Velut sur les réseaux énergétiques en Amérique latine, où ma contribution fut essentiellement d'accompagnement réflexif, dans le cadre d'un financement transdisciplinaire CNRS consacré à l'énergie. Mais cette collaboration a surtout débouché sur un partenariat important avec le LATTIS et notamment une équipe pilotée par Sylvie Jaglin et Jonathan Rutherford. Le projet TERMOS, financé par l'ANR SUDS, consacré aux trajectoires énergétiques des métropoles du Sud (couplé à un autre projet dénommé GOUVENUS, se proposant d'aborder la question des politiques urbaines de l'énergie dans un cadre comparatif Nord-Sud) a constitué un important vecteur dans mes réflexions sur l'électricité, mais aussi d'autres formes d'énergie comme le gaz de ville ou les énergies renouvelables. Dans la foulée de ces projets, un autre développement doit être mentionné : la participation au livre sur la gouvernance des métropoles méditerranéennes lancé par Dominique Lorrain, animateur de la Chaire Ville localisée à l'École des Ponts et Chaussées. Ce projet prend la suite du livre *Métropole XXL*. Il est pour moi l'occasion de revenir en profondeur sur les mutations des services urbains à Beyrouth, sans me focaliser sur la dimension électrique. Il est notable que, excepté Dominique Lorrain, les auteurs de ce projet ont tous été liés, à un moment ou l'autre de leur trajectoire, avec le réseau des observatoires urbains des centres français du pourtour de la méditerranée : P.A. Barthel, ancien du CEDEJ, passé par l'IRMC lors de son doctorat, Denis Bocquet, ancien de l'EFR, Jean-François Pérouse de l'IFEA, inamovible animateur de l'OUI depuis 1999, Taoufik Souami, jamais passé officiellement par un centre français, mais associé à diverses recherches qui s'y sont déroulées, notamment un partenariat avec moi lors de mon passage à l'Observatoire de Beyrouth.

Par ailleurs, en 2011, suite à des rencontres à la MMSH sur les questions énergétiques en Méditerranée, j'avais rencontré Alain Nadai, sociologue du CIREN, qui a contribué à lancer des recherches très originales sur les conflits autour du développement de l'énergie éolienne. L'année suivante, il m'offrit de participer à un projet consacré aux nouveaux collectifs de la gouvernance énergétique, qu'il mettait en place, au CIREN (Paris) avec son partenaire Olivier Labussière au laboratoire PACTE de Grenoble, et quelques autres. Avec Laurence Rocher, nous en avons profité pour approfondir nos recherches sur les questions énergétiques en Tunisie.

Ces deux collaborations ont contribué à un ancrage théorique stimulant de mon travail, par la confrontation avec d'autres terrains de recherche et surtout des questionnements fortement inscrits dans les débats internationaux. Avec Termos, le questionnement prolongeait le débat sur les services urbains, en l'ancrant dans un cadre articulant réflexion sur la gouvernance urbaine et *l'urban political ecology*. Avec Collener, il s'agissait de se confronter à des perspectives latouriennes ou caloniennes sur la place des technologies et de leur matérialité dans les transitions socio-techniques.

Chapitre 3 : Enjeux méthodologiques

Ce chapitre aborde un certain nombre d'enjeux méthodologiques qui ressortent de mon expérience de recherche. Dans mes différents travaux, et en particulier dans ma thèse, j'ai rarement insisté sur cette dimension. Seul un colloque portant sur « Les dimensions du terrain » pour les géographes, organisés par Yann Calbérac, Myriam Houssay et Anne Volvey, en 2008, m'avait conduit à tenter de développer quelques réflexions à ce sujet.

Dans ce qui suit, je reviens tous d'abord sur les principaux modes d'acquisition des connaissances qui sous-tendent mon travail (archives, entretiens, collecte de statistiques, enquête de terrain). L'immersion de relativement longue durée au Liban m'a permis de capitaliser, jusqu'à aujourd'hui, le travail sur des ressources documentaires et des réseaux d'informateurs qui, malgré leur dévaluation, restent très précieux et compensent certains handicaps structurels, notamment l'insuffisante maîtrise de l'arabe. J'approfondis cette analyse en revenant sur la manière dont ces réflexions éclairent la collecte et l'usage des données statistiques – méthode à priori distante du terrain mais qui se trouve en fait complètement inscrite et modelée par celui-ci. Enfin, je montre comment mes nouvelles recherches, notamment sur les terrains jordaniens et tunisiens, se sont déroulées sans cette immersion si fructueuse dans le cadre libanais, et quels outils je dois mobiliser – avec quelles limites – pour construire une connaissance de mes objets de recherche sur ces terrains.

Les acquis du double séjour au Liban : un capital indispensable pour la pratique du terrain

Comme je l'ai souligné plus haut dans la relation de ce parcours, mes deux séjours au Liban ont constitué des moments-clés dans ma trajectoire de recherche, même si on peut noter qu'ils sont tous deux curieusement en décalage par rapport aux moments spécifiques de recherche et surtout d'enquête : l'essentiel de mes enquêtes de terrain pour mon doctorat s'est déroulé après mon premier séjour au Liban, et avant mon deuxième séjour. Durant ce dernier, j'ai fini de rédiger mon doctorat. Certes, j'ai pu effectuer un certain nombre d'entretiens complémentaires, approfondir l'exploitation de certains documents mais pour l'essentiel, la collecte de mon corpus de sources était terminée durant cette période. En réalité, ce second séjour a surtout permis la maturation et le début de réalisation de projets ultérieurs, en particulier l'atlas du Liban et les enquêtes sur les cultures urbanistiques. Ainsi, ce qui réunit mes deux séjours au Liban n'est pas tant la possibilité de réaliser un travail d'enquête de longue durée sur place, mais plutôt de m'immerger dans la réalité de ce pays, tant d'un point de vue culturel que social, et de construire de liens amicaux et scientifiques qui dépassent le temps d'une recherche et posent les jalons d'une discussion et d'une coopération de plus long terme.

Parmi ces acquis que cette double immersion de longue durée a permis, je soulignerai les points suivants :

Le fait d'avoir arpenté ce pays dans sa totalité. Le Liban est un pays de taille limitée, mais complexe, socialement cloisonné et certaines régions sont enclavées, non pas tant pour des raisons physiques ou d'infrastructures insuffisantes même si cela existe bien, que pour des raisons politiques. L'ouverture totale du territoire à la circulation est éminemment variable dans le temps, et réversible. J'ai pu visiter le sud Liban à plusieurs reprises durant mon second séjour, y compris une ascension du Mont Hermon, mais jamais durant le premier puisque cette zone était sous occupation israélienne. Plus généralement, j'ai eu la chance de pouvoir me rendre dans plusieurs régions limitrophes de la

Syrie à une époque de relative détente dans ces régions, qui fonctionnaient alors pratiquement en symbiose avec leurs voisins syriens (y compris par la contrebande). Ces zones sont aujourd'hui des lieux de combats et sont fragmentées entre différentes factions. La prise de connaissance directe de ces régions, les contacts même superficiels avec des habitants ou des commerçants, m'ont offerts, au moment de la rédaction de l'Atlas une connaissance directe et profonde du pays que certains de mes collègues libanais n'avaient pas eux-mêmes, étant de par leurs propres origines sociales, de par les conventions et normes sociales dominantes, pris dans certains réseaux et dans l'incapacité d'effectuer de tels déplacements, ou ne le désirant pas.

La connaissance des habitudes quotidiennes, comme l'alimentation, ou encore celle des routines de la vie urbaine, à travers l'utilisation des transports, ou la fréquentation de certains ouvriers et agents sociaux indispensables au fonctionnement ordinaire de la société urbaine (les électriciens s'occupant des générateurs électriques, les fournisseurs d'eau, les garagistes et faisant fonction de) fournit à l'observateur étranger une base de faits et observations empiriques extrêmement utile par la suite, lors du lancement des recherches sur les services urbains. Loin de se faire à partir de rien, celles-ci capitalisaient une somme d'expériences diverses, permettant dès lors une prise de distance critique par rapport aux sources statistiques ou aux discours socialement, géographiquement et politiquement situés.

La résidence de longue durée au Liban a permis également une connaissance détaillée de l'histoire récente et de la culture du pays. Outre les lectures académiques, la littérature a joué un rôle central dans cet apprentissage. Certes, cette prise de connaissance s'est faite principalement par le biais du filtre francophone qui amène aussi des effets de distorsion. Outre la littérature traduite (qui est large), j'ai pu également voir de nombreux films libanais³. Je confesse en revanche un dédain très large de la télévision que je n'ai pas plus regardé au Liban que je ne le fais en France. Cela explique sans doute en partie mon acquisition lacunaire de l'arabe. Cette immersion culturelle permet une prise de conscience des cadres symboliques et des transformations sociales de long terme, par exemple celles liées au changement de mode de vie entre la campagne / la montagne et la ville, ou à la migration à l'étranger, tant sur le plan matériel qu'anthropologique.

Sur un plan plus professionnel, cette immersion a été permise une **connaissance poussée de l'organisation institutionnelle et administrative, et une expérience du fonctionnement concret de l'administration.** Le séjour de longue durée, mais aussi le fait d'avoir côtoyé amicalement et professionnellement des experts en urbanisme m'a permis également d'acquérir une connaissance des sources statistiques et de leur mode de production, très utile pour réunir les matériaux de l'atlas du Liban. Je développe dans le paragraphe suivant la manière dont cette connaissance concrète devient un enjeu méthodologique, notamment à partir de la manière dont elle implique une connaissance pratique sous-jacente des réseaux professionnels qui participent à la construction et à la mise en circulation de ces informations. Ces observations peuvent du reste être élargies au-delà de ce seul cas d'étude.

Pour autant, la compréhension fine que ces séjours ont permise ne doit être surestimée, notamment en raison de mes lacunes dans l'apprentissage inachevé de l'arabe. Mes connaissances en arabe dialectal me permettent certes un certaine autonomie mais qui est loin d'être totale, et qui peut être

³ Cet intérêt pour le cinéma libanais m'a valu plusieurs invitations en France pour commenter des films ou participer à des débats, notamment en milieu associatif.

prise en défaut dans un contexte collectif et interactif. Et à la lecture, je butte également très vite au-delà de textes élémentaires et très factuels, notamment en dehors de mon champ de spécialité. Les corpus sur lesquels j'ai travaillé ont été majoritairement en langues occidentales, français et de plus en plus anglais. Mon anglais s'est en revanche considérablement amélioré au cours de cette fréquentation du Liban.

Avec le temps, ce capital de connaissances et de compréhension se dévalue, à une vitesse variable selon les domaines. Ainsi, dans les administrations, les contacts se perdent au fur et à mesure des rotations administratives. Certains automatismes linguistiques s'érodent. Certains lieux non visités depuis dix ou quinze sont sans doute profondément transformés.

De l'accès aux sources, et des enjeux et pratiques du terrain

La dispersion des sources au Liban

Durant ces recherches libanaises, et leurs prolongements dans d'autres pays comme la Jordanie et la Tunisie, j'ai eu à mobiliser des sources de nature de très diverses. Il me paraît intéressant de réfléchir sur les conditions d'accès à cette documentation, qui présentent nombre de difficultés. La guerre civile, avec les destructions et les pertes qu'elle a entraînées, expliquent en partie cette complexité. Mais au-delà, la faible intervention de l'Etat dans la vie économique, le poids des acteurs privés et des réseaux sociaux auxquels ils appartiennent (qu'ils soient d'obédience religieuse, familiale ou autres), le poids des interventions extérieures (bailleurs de fonds, coopération bilatérales) sont d'autres facteurs.

S'il existe une bibliothèque nationale, elle est restée longtemps fermée et le dépôt légal ne fonctionne pas. En ce qui concerne les archives de l'urbanisme, objet de ma thèse de doctorat, il n'existait pas de centre unique de dépôt. Malgré l'existence d'archives nationales, beaucoup de documents administratifs n'y sont pas versés. J'ai dû avoir recours à divers centres de documentation, situés dans différentes administrations et ministères, parfois mal ou pas du tout classés (notamment les études préalables aux décisions réglementaires). Certains documents ont été obtenus directement auprès des ingénieurs et architectes impliqués dans les études, lorsqu'ils avaient pu les conserver. L'architecte Henri Eddé raconte dans ses mémoires comment l'incendie et le pillage de son bureau du centre-ville de Beyrouth, avait détruit l'essentiel de ses archives professionnelles.

L'accès aux statistiques récentes présente d'autres difficultés. En premier lieu, l'existence même de certaines informations auxquelles on est habitué ailleurs, comme les recensements de population, fait défaut. L'histoire particulière du Liban, et le rôle que jouent les dénombremens de la population par confession dans la détermination des équilibres politiques, expliquent la volonté de ne pas mettre à jour cette information. Globalement, l'administration libanaise des statistiques est très mal dotée en personnel et en moyens, et dépend structurellement des programmes de la coopération étrangère. Leurs variations dans le temps, dans le montant des financements mais aussi du point de vue des préoccupations thématiques est la cause d'un manque de continuité des enquêtes. Il existe toutefois diverses enquêtes, comme le recensement des immeubles et établissements ou l'enquête sur la consommation des ménages qui sont susceptibles d'apporter des données statistiques utiles. Malheureusement, la fiabilité de ces données est souvent critiquée. Surtout, dans la période de reconstruction, l'administration de la statistique s'est retranchée derrière un décret qui lui octroie un monopole de publication et une injonction de protection des données personnelles pour restreindre

la diffusion de ses rares productions. Seules quelques brochures statistiques non exemptes de lacunes⁴ et de contradictions sont mises en circulation sur papier ou sur le site internet. L'échelle disponible est le plus souvent celle des mohafazats, ce qui correspond à une maille assez grossière, et insuffisante pour mener des enquêtes territorialisées. Une des difficultés concernant les données localisées résidait dans l'absence d'une carte d'ensemble représentant les limites des circonscriptions ayant servi de base à la réalisation de ces recensements. Ce fut l'une des finalités premières du projet d'Atlas du Liban que de reconstituer cette carte (Bakhos et al. 2004).

Mes recherches, qu'il s'agisse de la thèse ou des travaux sur les services urbains, reposent également sur des entretiens approfondis avec des personnes ressources, qu'il s'agisse de témoins et acteurs clés d'un processus décisionnel (par exemple des politiciens, ou de hauts fonctionnaires) ou d'observateurs informés, par exemple des consultants, des journalistes, etc. Dans la majorité des cas, ces entretiens ne sont pas enregistrés, mon expérience personnelle étant que l'enregistrement risque de bloquer la divulgation de l'information dans un contexte de hautes tensions politiques et où certains informateurs sont en situation d'infériorité, voire de fragilité politique (sauf dans une approche historique). Dans ces conditions, je n'ai jamais expérimenté de très grandes difficultés pour obtenir des entretiens. Le seul cas de grande difficulté est l'Electricité du Liban, une entreprise très critiquée où seul le PDG est habilité à parler et à fournir des informations. Alors que lors d'une première campagne de terrain, en 2005, j'ai pu discuter avec plusieurs ingénieurs et techniciens, les autorisations qui étaient devenues nécessaires m'ont été refusées.

En général, je n'enregistre pas les entretiens, mon expérience libanaise m'ayant plutôt montré que, sur des sujets sensibles, les acteurs surtout de second rang ou dans l'administration sont rétifs à cet exercice. C'est différent pour les personnes plus âgées, ou les responsables politiques qui acceptent, voire attendent, d'être enregistrés. Lorsque je n'enregistre pas, j'effectue des synthèses d'après mes notes manuscrites et des souvenirs de l'ambiance, aussitôt que possible après l'enquête, mais au prix malgré tout d'une certaine perte d'information.

J'ai rarement mené des recherches reposant sur des enquêtes par « en bas », qu'il s'agisse des usagers des projets d'aménagement et des acteurs du quotidien de la ville concrète. Lorsque je l'ai fait, c'est souvent accompagné de, ou accompagnant, un collègue ou un étudiant. Par exemple, dans les enquêtes sur l'électricité au Liban, j'ai interrogé des électriciens ou des propriétaires de générateurs. Lors d'enquêtes en Tunisie, nous avons effectué quelques visites chez des habitants utilisateurs de *majels*, ces réserves souterraines où est collectée l'eau de pluie. D'une manière générale, une certaine timidité naturelle et le sentiment de mal maîtriser la langue arabe explique une certaine réticence à programmer ce type d'enquêtes à grande échelle. Pourtant, les quelques expériences menées ne se sont pas mal passées, au contraire. Souvent, le manque de temps lors des missions explique aussi le choix de ne pas mener ce type d'enquêtes.

En quête des sources : « sur le terrain », dans les bureaux

Au-delà des différences de nature entre ces trois types d'informations, archives, statistiques et entretiens, un point commun apparaît. On ne peut accéder à ce type d'information ou d'informateur via des catalogues, incomplets ou inexistantes, ou en analysant un organigramme de l'administration.

⁴ Ainsi, les données générales du recensement des immeubles et établissements de 2004 n'ont été fournies au public que via un fichier excel sur lequel manquaient les lignes concernant deux cazas (Chouf et Aley), rendant l'exploitation du fichier impossible.

Dès lors, le premier enjeu est l'identification même des informations souhaitées ; le second étant, une fois cette identification réalisée, d'y accéder. Ces deux opérations impliquent un travail préalable de même nature que celui accompli par le géographe ou l'anthropologue de « terrain » auprès de ses informateurs. Cette quête requiert de la part de l'enquêteur l'acquisition d'une technique d'approche mêlant connaissance concrète de son sujet, instauration d'un rapport de confiance, capacité de négociation et donc d'entrer dans les termes d'un échange avec son interlocuteur – échange inscrivant potentiellement la relation interpersonnelle avec l'informateur dans un réseau relationnel plus large et marqué par des asymétries dans les rapports de force. Ce type d'approche est évidemment favorisé par la familiarité avec le pays et ses institutions, que favorise le fait de résider ou d'y avoir résidé, comme évoqué plus haut.

Si l'on considère la matérialité des démarches et des déambulations qui participent de l'élaboration de cette connaissance et de la mise en œuvre de cette collecte, je soulignerai qu'on a ici affaire à une géographie « en bureaux ». Les bureaux sont les lieux des liens qui se nouent à cette occasion. De nombreux chercheurs qui travaillent au Moyen-Orient mais aussi dans d'autres contextes d'Etats bureaucratiques apportent sur ce point des témoignages convergents (David & Baker 1997; Bontemps 2012). L'obtention des données, entre autres statistiques, impose d'observer de longs rituels d'approche dans les administrations, afin de bien faire comprendre ce que l'on cherche, les usages que l'on veut en faire, les intérêts que l'interlocuteur ou l'institution qu'il représente pourrait en retirer, etc. Surtout, il s'agit souvent de remonter une chaîne d'informateurs vers les détenteurs potentiels d'informations, de documents ou de données recherchés. On navigue ainsi du bureau en bureau, buvant un café, expliquant son projet et son origine à la secrétaire et au factotum en attendant qu'un supérieur apparaisse ou entrouvre sa porte. Les interlocuteurs cherchent souvent, plus qu'à entrer dans une logique d'échange⁵, à se couvrir en s'assurant qu'ils ne commettront pas une faute en livrant des informations ou simplement une recommandation pour poursuivre. Les relations avec des acteurs privés sont généralement plus directes mais passent aussi par un petit cérémonial pour faire comprendre ce qui est recherché, sa finalité, etc.

De la collecte comme échange et relation de pouvoir

Que les interlocuteurs soient de statut public ou privé, les relations nouées avec eux se caractérisent par une nécessaire réciprocité. Ces relations ne sont jamais à sens unique, une simple délivrance d'informations mais elles instaurent un échange. Minimal, cet échange a pour enjeu la compréhension du projet du chercheur, mais aussi le recueil de son avis sur les choses observées ou qu'il va observer, les conséquences et les usages possibles de son travail. Mais cette dimension d'échange peut être beaucoup plus large et dans ce cas, le travail de collecte se transforme en une sorte de négociation ouverte, impliquant aussi de nouveaux échanges à l'avenir. A travers le cas de l'Atlas du Liban, j'en ai identifié trois modalités.

La première est celle du **rapport de force**. Nous avons demandé à l'Administration centrale des statistiques du Liban la communication de données statistiques localisées issues du recensement des immeubles et établissements. Mais cette administration a opposé son refus à nos multiples demandes. Pendant un moment, nous avons imaginé que ce refus pouvait avoir une connotation nationaliste. Toutefois, lorsque c'est mon partenaire libanais qui a déposé une demande, il n'a pas eu plus de succès, jusqu'au moment où le secrétaire général de son institution, le CNRS Liban, a fait

⁵ Sauf deux cas : la corruption avérée, que je n'ai pas rencontrée ; l'établissement d'un accord officiel entre deux institutions.

transiter sa demande par le cabinet du Premier ministre qui a contraint la directrice de l'ACS à donner son accord. Cet accord n'est intervenu qu'en 2001-2002, plus de trois ans après les premières demandes, non sans une certaine mauvaise volonté. Cet accord impliquait, comme nous l'avait exprimé oralement la directrice de cette institution, une sorte de regard sur l'usage des données et, sous couvert de mention de la source des informations, une tentative de sa part de faire accoler le logo de cette institution sur la couverture de l'ouvrage. Nous n'en voulions à aucun prix, pour éviter toute immixtion dans notre travail. Le résultat de cet échange tendu, peu propice à la confiance et finalement brutalement interrompu est que nous n'avons même pas envisagé, à la suite de cet épisode, de demander certaines séries de données mises à jour à la suite d'une autre enquête. Tout projet de mise à jour ultérieur reste suspendu à une nouvelle coopération bien délicate à envisager tant que la directrice de cette institution reste en poste.

La deuxième modalité d'accès aux données se présente comme une **coopération inter-administrative informelle**. Elle s'est mise en œuvre dans le cadre de la réalisation du Schéma directeur d'aménagement du territoire libanais (SDATL, 2002-2004), réalisée par un consortium de consultants menés par l'IAURIF et Dar al Handasah. Cette équipe a entrepris un travail fondamental de collecte de données au sein des différentes administrations libanaises et a accompli leur intégration dans un SIG nommé SDATL. Le résultat est certainement la plus importante centralisation d'informations statistiques et géographiques spatialisés jamais entreprise au sein de l'administration libanaise, qui n'a d'égal que le travail entrepris par l'IRFED en 1960-61. Des sources inédites et surtout généralement inaccessibles aux consultants ont été mises en commun, parfois non sans réticence. De plus, ce projet fut également l'occasion de produire diverses couches d'informations nouvelles. Plusieurs d'entre elles ont impliqué en tant que producteurs, le CNRSL et, à un degré moindre, l'IFPO. Il s'agit en particulier du Mode d'occupation des sols, une base de données géographiques obtenue par une analyse d'images satellite, ainsi que des données sur l'urbanisme que nous avons retravaillées et, élément central, le maillage des circonscriptions foncières produit dans le cadre de notre projet. En outre, c'est notre équipe IFPO-CNRS qui a fourni au consortium les fichiers sur les immeubles et les établissements obtenu de haute lutte auprès de l'ACS. En effet, malgré ses demandes, les consultants de l'aménagement du territoire qui agissaient pourtant dans le cadre d'une commande de l'Etat libanais, subissait les mêmes entraves que nous pour l'obtention de ces données.

Tranchant avec l'attitude fréquente des consultants pour le gouvernement libanais, l'équipe du SDATL, sous l'impulsion de l'IAURIF, a organisé de manière informelle la diffusion large des cédéroms contenant cette base de données, y compris d'ailleurs des productions antérieures de l'IFPO et du CNRS dont la base de données des circonscriptions foncières. C'est ainsi que notre équipe s'est retrouvée en possession d'une masse considérable d'informations, grâce à une initiative prise par un groupe de consultants privés au service de l'administration. Ces derniers avaient impulsé une dynamique collective qui a permis notamment un diagnostic partagé entre ces experts et les hauts fonctionnaires qui furent leurs interlocuteurs, tous étant conscients et désireux d'œuvrer pour la connaissance et le développement du pays au-delà des limites de ce seul projet. La participation à cette mobilisation professionnelle inter-administrative a été facilitée par divers liens d'estime, voire d'amitiés, forgés de plus ou moins longue date, entre les parties prenantes, mais aussi par des collaborations et une entraide entre personnes et entre certaines administrations (notamment française et libanaise) s'inscrivant dans la longue durée (Verdeil, 2006).

La participation de notre équipe à cette coopération et à la réunion puis à la diffusion de ces informations s'est traduit pour nous par des avantages certains, dont l'accès à des sources que sinon nous n'aurions sans doute pas pu obtenir, mais aussi par des contreparties et des inconvénients qui ont perturbé notre travail et même ont failli conduire à son abandon. En effet, l'équipe du SDATL a elle aussi produit un atlas du Liban, qui figurait au nombre de ses obligations contractuelles. Cet ouvrage, publié en 2005 (CDR 2005), nous coupait l'herbe sous le pied. Notre équipe beaucoup plus limitée en ressources humaines n'avait pu entretemps terminer son travail et rapidement, il est apparu que notre projet ne pourrait se poursuivre que si nous le réorientions et lui donnions un contenu et une forme (expression graphique) très différents de ceux du consortium IAURIF-Dar. En l'occurrence, ceci nous a finalement conduit à un élargissement considérable de perspective, à la fois historique et politique, et à la production d'un ouvrage fortement problématisé et en décalage avec un produit purement aménagiste. Mais cette évolution s'est largement effectuée sous la contrainte des modalités de la collecte d'informations et des réciprocitys qu'elle a imposées.

Une troisième modalité d'obtention des données pour l'Atlas fut notre insertion dans un **réseau de collaboration technique et de mutualisation de données**. Nous avons prévu de consacrer certaines sommes de notre financement à des achats de données et dès 2003, nous avons ainsi acquis auprès d'une officine de statistiques électorales, un CD comportant la base de données de 2,7 millions d'inscrits sur les listes électorales libanaises pour l'année 2000. Nous consentant un prix en apparence modique, son propriétaire nous la vendit en souhaitant que nous l'inititions à la cartographie statistique. Nous n'avons pas perçu d'emblée les implications potentielles de cette offre d'échange. Pourtant, quelques années plus tard, je découvris que mon partenaire libanais était entré avec cette officine dans une logique d'échange de données et de fichiers qui me fit comprendre que nous aurions sans doute pu obtenir les dites informations électorales gratuitement, en jouant immédiatement le jeu de l'échange réciproque d'informations.

Deux autres anecdotes vont dans le même sens. Dans le CD Rom du SDATL, nous avons trouvé un fichier d'un recensement des immeubles endommagés réalisé en 1994. Mais ce fichier géoréférencé ne comportait pas les méta-data (informations descriptives des données) notamment pour comprendre la gravité de ces dommages, codée A, B, C, ou D. Notre partenaire téléphona alors à une connaissance qui avait participé à l'élaboration de ce fichier une dizaine d'années auparavant. Cette personne travaillait en effet comme consultant pour des bureaux d'études et il avait déjà collaboré avec notre partenaire. Il nous détailla aimablement la signification des catégories. Le retour d'information s'inscrivait donc dans une relation d'intérêt bien compris entre eux. A une autre occasion, nous cherchions des données pouvant fournir des indicateurs sur la dégradation de l'environnement. Notre collègue écrivit alors un email à un autre informaticien spécialiste de SIG. A notre stupéfaction, quelques minutes après, il recevait un fichier localisant tous les champs de mines du Liban, en provenance directe d'une base de données construite pour la FINUL, le détachement armé de l'ONU installé au sud Liban.

Le milieu des « sigologues » libanais entretenait ainsi des relations d'échanges de services et d'information très suivies et régulières. Ces relations peuvent se comprendre comme la manifestation d'une solidarité professionnelle liée à leur commun statut de consultant. Dans un contexte marqué par la multiplication de commandes et de projets temporaires par les organisations internationales et les ONG, ces spécialistes passent de consultations en consultations. Les revenus tirés de ces prestations n'étant pas toujours très élevés, collaborer en s'échangeant des informations

et des données plutôt que de se limiter à une vaine concurrence apparaît comme une stratégie collective d'optimisation des gains. La contrepartie est dans la nature du fonctionnement du système. En l'occurrence, je ne saurais dire ce que notre équipe a rendu mais je suis bien certain qu'une partie des données produites dans le cadre de notre projet a ensuite circulé parmi les collègues de mon partenaire.

L'exemple de la collecte d'informations menée à bien dans le cadre de l'Atlas du Liban illustre les caractéristiques d'une collecte de données qui loin de se limiter au recueil d'informations cataloguées, triées et localisables, s'apparente en fait à un véritable « terrain » plein d'imprévus, d'obstacles mais aussi d'occasions à saisir. Cette observation s'applique plus largement aux enquêtes menées par entretiens à l'occasion d'autres projets, qu'il s'agisse de la thèse ou des travaux sur les services urbains. Durant ma thèse, n'eus-je pas ainsi la surprise de recevoir un jour un appel téléphonique d'un architecte-urbaniste libanais, ancien ministre, que j'avais longuement interrogé ? Il me demanda d'écrire la préface d'un ouvrage rassemblant ses œuvres. Je compris qu'il estimait suffisamment mes connaissances sur le sujet pour imaginer me confier cette tâche. Je refusai finalement, ne me sentant à la hauteur : mais l'exemple illustre à nouveau cette réciprocité propre à l'enquête.

Se mouvoir dans le milieu humain des producteurs et utilisateurs de données statistiques, en identifier les nœuds et les lignes de clivage, construire avec eux des projets et des coopérations ou encore faire jouer à sa faveur les rapports de force existants pour accéder à une donnée sont des compétences pratiques, concrètes, nécessaires au chercheur mais difficilement théorisables. Elles appartiennent largement en propre à une personne (ou à un petit collectif, comme dans l'exemple ici décrit) et en sont indissociables, non susceptibles d'être transmises à autrui car ce qui est en jeu sont des relations de confiance interpersonnelles : en ce sens, on peut dire que la construction de la connaissance, y compris dans le cas à priori contre-intuitif d'un atlas statistique, est en partie ancrée dans une expérience individuelle, liée au vécu personnel de chaque chercheur et aux liens qu'il entretient, lui seul ou avec un ou deux autres, avec ses interlocuteurs et informateurs. Ce mode de relation, potentiellement très riche, est en même temps constitutif d'une fragilité liée à la dépendance du chercheur dans sa relation unique avec ces vis-à-vis. Elle représente alors une forme d'engagement de sa personne, d'exposition personnelle voire une certaine mise en danger de soi, ou au moins une mise en difficulté. On retrouve ici, me semble-t-il, une dimension constitutive de l'activité cognitive menée par le chercheur sur son terrain.

Vivre et travailler loin du terrain

On mesure, à la lecture des analyses précédentes, combien mes travaux de « terrain », au sens large qu'il faut accepter de donner à ces enquêtes relevant de diverses méthodologies, doivent à mon ancrage de longue durée dans la réalité libanaise, d'abord par un double séjour de presque cinq années, ensuite par des séjours réguliers, en moyenne deux fois par an (soit deux à trois semaines) depuis 2003. Ces allées et venues permettent de maintenir un contact, fût-il discontinu. Ils n'empêchent pas une progressive érosion dans la finesse de l'appréhension quotidienne des réalités, des perceptions, de tout ce qui constitue le contexte qui donne sens au contexte, surtout quand la situation politique s'accélère et que la violence quotidienne s'impose aux vies, aux parcours (voir infra sur ce point). Ceci impose diverses stratégies de travail et de veille à distance, stratégies d'ailleurs communes avec les autres terrains couverts. Pour ces derniers, si certains éléments acquis sur le terrain libanais sont transposables (la connaissance même partielle du dialecte syro-libanais en

Jordanie, des habitus dans l'approche des informateurs qui partagent certains traits culturels dans les formes de l'accueil et de l'hospitalité), mais rien ne compense l'expérience de vie locale, la connaissance des habitudes quotidiennes, celle des lieux, celle des parcours...). Les nouvelles recherches impliquent donc des séjours très chargés en entretiens et en collecte documentaire, avec une forte dépendance aux collègues et collaborateurs locaux, articulés avec un travail préparatoire intense très structuré.

Au cours de ces onze années, j'ai développé plusieurs stratégies de travail à distance, centrées autour de la veille. L'accès distant, via internet, à diverses ressources de presse et d'autres sites en ligne notamment des blogs, est central dans ces stratégies. Comme exposé en détail dans le chapitre cinq, plusieurs outils se conjuguent : flux RSS, alertes automatiques, réseaux sociaux et sites de microblogging, paramétrés sur les ressources ou les informateurs jugés fiables, constituent des listes de documents. Mais seules leur lecture et leur appropriation par des mots clés et quelques éléments de résumés, puis leur stockage dans une base de données *ad hoc* (gérée par le logiciel Zotero) permettent de classer et hiérarchiser ces flux. Ces ressources ciblent d'une part les évolutions politiques, économiques et sociales au sens large des pays étudiés et de la région plus largement. D'autre part, les thèmes directs de recherche font l'objet d'un suivi plus fin : urbanisme, services urbains, questions énergétiques sont ainsi indexés pour un certain nombre de villes. Naturellement, sur les mêmes thématiques, la veille comprend également la lecture des travaux académiques ou de la presse spécialisée, sur papier ou en format numérique. C'est le cas par exemple au sujet des révolutions arabes (voir ci-dessous). Ces repérages comprennent essentiellement des ressources en français et en anglais. J'indexe aussi des références en arabe si elles me sont directement adressées par des collègues qui connaissent mes centres d'intérêt mais je ne suis pas moi-même systématiquement ces ressources. Il va sans dire que ce travail occupe quotidiennement plusieurs heures de mon activité.

Ce travail permet de compenser partiellement l'éloignement de terrain. Il permet de se tenir à jour sur l'actualité politique et sociale, qui conditionne en partie les secteurs qui font l'objet de mes analyses. Mais cela n'offre évidemment qu'une perception déformée et partielle de ce qui se passe, survalorisant les effets d'annonce, et masquant les difficultés locales, les conflits, etc. Toutefois, c'est une telle veille qui m'a permis de prendre connaissance d'un conflit local autour des éoliennes de la région de Bizerte, objet d'une mission de recherche en 2013 (Verdeil 2013a) ; ou encore des oppositions qui se sont manifestées contre la fermeture et le déménagement de l'usine de traitement des phosphates de Sfax, en 2011, analysées dans un billet de blog puis dans l'article sur la planification durable à Sfax (Bennasr et al. 2013; Verdeil 2011a) ; de même, pour la controverse sur l'implantation d'une centrale nucléaire en Jordanie. Mes premières enquêtes dans ce pays m'avaient fait rencontrer plusieurs opposants à ce projet. Mais n'ayant pu retourner sur place, j'ai pu suivre l'évolution de ce conflit, sa géographie et certains éléments de sa sociologie, en m'appuyant sur le très bon travail d'un journaliste local (Taylor Luke) et à partir des grilles d'analyse fournées par mes premiers entretiens (Verdeil 2013b).

Les séjours de terrain se partagent entre des missions d'enseignement (je n'en ai pas fait au Liban depuis 2008 et seulement une à proprement en Tunisie en 2010) et des missions de recherche. Ces dernières s'organisent sur un modèle éprouvé : plusieurs entretiens par jour avec des informateurs directs et indirects (par exemple avec des collègues afin d'identifier des informateurs directs). En complément, j'effectue également des visites de terrain sur des sites étudiés pour la recherche ou

des passages dans des centres de documentation pour lire, collecter des documents et sources en rapport avec le sujet. Plus généralement, ces séjours donnent également lieu à des promenades permettant de me tenir à jour sur l'évolution urbaine.

Guerres et convulsions géopolitiques au Moyen Orient et recherche SHS

Un des paramètres majeurs de mon travail de recherche dans les pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord depuis 2005 a été le retour d'une violence politique qui avait été précédemment relativement minimisée. L'insécurité accrue est un facteur majeur de bouleversements économiques et sociaux. De ce fait, les sociétés étudiées subissent des transformations qui appellent des ajustements des stratégies et des objets de recherche. Le chercheur doit prendre en compte de nouvelles contraintes liées à la situation sécuritaire, en termes de déplacements et d'accès aux informations. En même temps, cette actualité politique violente suscite un regain d'intérêt médiatique, qui soumet le chercheur à de nouvelles demandes sociales et de la part des journalistes, l'obligeant à intervenir différemment dans le débat et tendant à imposer de nouveaux objets « légitimes ».

Au Liban, la violence politique s'est réinstallée à partir de l'assassinat de Rafiq Hariri en 2005, suivie par une période de manifestations et d'attentats d'hommes politiques ou dans des sites publics, puis par la guerre de 2006, avec des destructions majeures, puis les combats autour du camp de Nahr el Bared au nord en 2007 et la plongée de la région de Tripoli depuis cette date dans l'instabilité et la violence, puis la crise de mai 2008, avec une série de combats à Beyrouth et ses banlieues. Ces événements ont entraîné un blocage politique, et donc des processus de réforme sectoriels dans les services urbains et l'urbanisme. Faire du terrain sur ces questions impliquait alors suivre les conséquences de la décomposition de l'action publique et l'émergence ou plutôt le renforcement de processus informels d'un côté, et d'une conflictualité violente liée à ces enjeux de l'autre. Mes travaux sur l'électricité au Liban, mais aussi ceux d'autres chercheurs, dont les étudiants que je suivais, sur ces thématiques, illustrent la nécessité de ce virage (Verdeil 2009b; Gabillet 2010; Allès 2010). Ces transformations intéressaient directement la presse : *Libération* m'interrogea à propos d'une émeute sanglante dans la banlieue sud de Beyrouth, à la suite d'une manifestation contre les coupures électriques, le 29 janvier 2008. Puis je publiai un article plus détaillé sur cet événement dans la Valise diplomatique, une rubrique en ligne du *Monde diplomatique*.

Par ailleurs, j'ai été conduit à me saisir directement de cette actualité politique, que j'ai eu la chance de suivre lors de plusieurs séjours (mars puis juin 2005) qui entraînait en résonance directe avec certains travaux en cours, voire imposait une relecture de leurs résultats. La fin de la rédaction de *l'Atlas du Liban* a coïncidé avec le nouveau cycle politique lié à la mort de Rafiq Hariri et au retrait syrien. Mon article « Les territoires du vote au Liban » examine ainsi directement l'hypothèse du lien entre cet assassinat et la joute électorale en préparation : étant donné l'organisation du système électoral démontée dans ce travail, il allait vraisemblablement largement gagner ces élections législatives (Verdeil 2005). L'Atlas inclut également une analyse rétrospective des enjeux de ces élections, montrant comment la brutale ouverture du système politique aux forces jusque-là en exil ou marginalisée modifiait la carte électorale. Surtout, la survenue de la guerre de l'été 2006, quelques jours après que nous avons envoyé le texte final, nous contraignit à ajouter un épilogue faisant le bilan géographique de cette guerre (Verdeil et al. 2007; Verdeil 2006). Je fus invité à deux reprises sur France Culture pour évoquer les événements libanais à la sortie de l'Atlas. J'expérimentai à ces occasions la posture un peu frustrante du commentateur géopolitique que je ne souhaitais

surtout pas être. J'y reviendrai plus largement dans mon analyse de la manière dont les révoltes arabes ont amplifiée ce type de demande.

Les révoltes arabes ont déclenché ensuite un nouveau cycle politique à l'évolution très rapide, des manifestations initiales à la chute ou non des régimes, à de nouvelles élections ou à la guerre civile (en Syrie), jusqu'à un retour du balancier en faveur des régimes militaires, tel qu'observé en Egypte. Ces révolutions ont libéré la parole : les habitants mais aussi les fonctionnaires ordinaires rencontrés dans le cadre des recherches sur les politiques, en Tunisie notamment, sont devenus beaucoup plus loquaces. Les sources écrites, notamment critiques, se sont multipliés. Les manifestations et les conflits sont mis en scène plus ouvertement, et constituent de ce fait de nouveaux matériaux à intégrer à l'analyse. Alors que précédemment, les paroles dissonantes étaient difficiles à recueillir et qu'il fallait parfois se contenter de peu. En ce sens, travailler dans le contexte des révoltes, sur le terrain ou à distance, est devenu beaucoup plus facile. Encore que l'on doive nuancer ce constat. Car la jactance révolutionnaire, par sa masse même, repose la question de la sélection opérée dans l'ensemble des matériaux disponibles et celle des biais de représentativité. Ici encore, mes limites dans la lecture de l'arabe et dans la pratique de l'arabe tunisien ont sans doute agi comme des filtres à objectiver. De même, les informateurs privilégiés et notamment mes collègues se sont révélés être aussi des observateurs et des acteurs politiquement situés dont les préventions contre le parti islamiste – et plus exactement le boycottage à l'encontre de ce parti – constitue une contrainte que je dois prendre en compte dans la redéfinition de mes projets de recherche actuelle en Tunisie. Autrement dit, ces recherches en temps de révolte imposent plus que jamais une réflexivité critique sur nos sources, nos méthodes et nos conceptualisations.

La question de la sécurité ne s'est pas vraiment posée à moi dans le contexte tunisien – hormis certaines rumeurs entendues sur place. En revanche, l'évolution de la crise syrienne en guerre civile ouverte avec des répercussions directes sur le théâtre libanais, a constitué une contrainte forte à l'activité de recherche sur ce terrain. Non seulement car le blocage politique déjà évoqué se poursuit, avec la poursuite des conséquences déjà mentionnées sur la politique de réforme qui était mon objet initial. Mais surtout parce qu'elle rend très difficile la réalisation d'enquêtes de terrain soit directement, soit en dirigeant des étudiants-stagiaires sur ce terrain. Un étudiant pressenti pour un travail sur les impacts de l'arrivée des réfugiés sur les services urbains au Liban a préféré, fort prudemment et avec raison, modifier son sujet de stage. La conséquence à tirer de cette situation est évidemment la difficulté d'accès à l'information : les statistiques, si elles existent et si elles reflètent une quelconque réalité, sont d'une utilité limitée et doivent être confrontées à l'analyse des dynamiques de terrain. Or, en n'accédant que rarement et brièvement à ce terrain, voire pas du tout, les informations disponibles sont extrêmement sujettes à caution.

Ainsi, le contexte actuel des révoltes oblige les chercheurs à une grande prudence, à cause des barrières d'accès à l'information et des filtres idéologiques et conceptuels que l'évolution très rapide des situations étudiées rend difficiles à objectiver dans le temps court qui est celui des analyses produites pour la presse mais aussi, souvent, pour la communauté académique. Face à cette situation, j'ai adopté deux attitudes complémentaires : tenter systématiquement de replacer les événements en perspective, notamment par rapport aux travaux existants et aux recherches en cours (y compris pour éventuellement constater comment la nouveauté de l'événement était en décalage par rapport aux analyses disponibles) ; proposer une pause pour confronter non pas les analyses des chercheurs mais leurs appareillages méthodologiques et conceptuels. C'était par

exemple ma motivation lors du lancement d'un petit programme de recherche consacré à la crise syrienne et ses conséquences au Proche Orient. Je vais revenir successivement sur ces deux points.

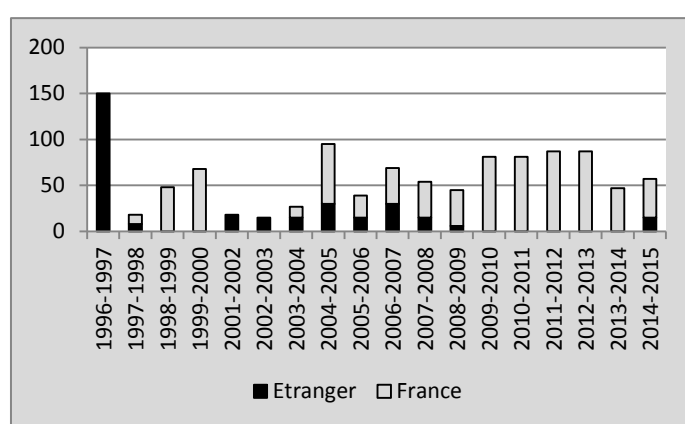
Mon activité d'analyse des révoltes arabes se structure en trois volets : le premier est une veille sur les événements, en particulier dans leurs liens avec mes propres thématiques de recherche (urbanisme, aménagement du territoire, questions énergétiques...); le second comprend une série de commentaires publiés sur mon blog à l'occasion de la parution de travaux de recherche, de la tenue de manifestations ou d'interventions d'ordre médiatique de chercheurs, en tentant de replacer ces interventions dans des cadres conceptuels et analytiques plus clairs que ce que l'urgence des écrits, les pudeurs voire les œillères idéologiques liées aux partis pris implicites (parfois inconscients) des chercheurs conduisent à faire. Un bon exemple de ce type d'interventions est mon billet intitulé « Sur la professionnalisation et les autres lectures territoriales de la révolte syrienne (à propos des contributions du GREMMO) » (13/6/2012). Un troisième volet correspond à des interprétations ou des éclairages personnels des événements, sur des enjeux qui me sont plus familiers. Cela a été le cas de mon texte déjà évoqué les dimensions urbaines des révolutions arabes pour *Métropolitiques* (Verdeil 2011b), ou pour certains textes consacrés à la crise énergétique en Tunisie, au Liban et en Jordanie (par ex. « Été électrique » (27 août 2012)). Ce troisième volet a vocation à nourrir des analyses scientifiques plus abouties (Verdeil 2014; Verdeil 2015).

Dans une récente initiative collective, j'ai justement proposé justement de construire la crise syrienne et ses conséquences régionales en objet de recherche. Regroupant des représentants de quatre laboratoires (GREMMO - géographie, EVS-géographie/urbanisme, TRIANGLE-économie/sciences politiques, GATE-économie), dans le cadre d'un appel d'offre interne à l'université Lyon 2, ce projet visait à identifier les paradigmes disciplinaires et épistémologiques de nos analyses sur le monde arabe en crise, en particulier la question du développement et de son économie politique, celle du néolibéralisme et des reconfigurations de l'intervention de l'Etat, et celle du professionnalisme. L'enjeu est d'objectiver les soubassements à la fois théorique et empirique de nos analyses et de les mettre en débat, tout en examinant les possibilités et les conditions de leur articulation. Un colloque organisé en octobre 2014, avec une alternance de séances « théoriques » critiques et de séances sur des thématiques, telles que la géopolitique énergétique au Moyen Orient et son rôle dans le conflit syrien, a permis d'engager ce débat, même si on peut regretter qu'il n'ait pas suscité autant d'appétence de la part de tous les participants.

Chapitre 4 : Enseigner les villes du Sud

Mon statut de chercheur CNRS ne m'a pas empêché d'enseigner. Bien au contraire, il m'a permis de me livrer à cette activité que je n'envisageais pas de ne pas pratiquer lorsque je me suis présenté, sans succès, à des maîtrises de conférences. J'ai pu le faire, finalement, dans des conditions souvent plus confortables que mes collègues universitaires, même si une partie de ces cours a été donné à titre gracieux. En effet, il m'a été possible de choisir les enseignements qui me convenaient le mieux, dans un volume qui, en moyenne, s'est élevé environ au tiers de la charge d'un maître de conférences. Sans entrer dans le détail de ces enseignements dans leur chronologie et leurs contenus (voir annexe), je reviens ici sur trois dimensions de cette expérience : les spécificités des publics auxquels j'ai enseigné à Beyrouth, à Sfax et à Rabat ; la place de certains de ces enseignements dans mon décloisonnement intellectuel, notamment sur le plan de l'internationalisation ; et enfin, l'apport des directions d'étudiants à l'orientation de mes recherches.

| Niveau d'enseignement | Nombre d'heures effectives |
|--------------------------------|----------------------------|
| Licence 1 | 24 |
| Licence 2 | 8 |
| Licence 3 | 247 |
| M1 | 397 |
| M2 | 315 |
| Formation doctorale U. de Lyon | 80 |
| Autre (formation continue) | 15 |
| Total général | 1086 |



Enseigner à des étudiants du monde arabe (Beyrouth, Rabat, Sfax...)

Depuis 1996, j'ai régulièrement eu l'occasion d'enseigner devant des étudiants du monde arabe. A l'ALBA à Beyrouth, cet enseignement a concerné des modules limités et divers (cf. ci-dessus), et se doublait d'un travail de tutorat. A l'Université Libanaise, de 2002 à 2008, j'ai enseigné à des étudiants en master Urbanisme pendant de brefs séjours où les cours étaient ramassés à raison de 3 à 4 heures par jour, sur une semaine ou deux. C'est selon une formule identique que j'ai participé en 2005 à un master de géographie orienté vers l'aménagement et l'environnement à l'Université Mohamed V de Rabat. J'ai également été sollicité ponctuellement à l'Université américaine de Beyrouth pour une conférence devant un public étudiant. A Sfax, où je me rends régulièrement depuis 2008, j'ai enseigné à travers des interventions ponctuelles, sans assurer la responsabilité d'un module. Enfin, j'ai été sollicité en 2014 – à priori pour plusieurs années – par les responsables du master d'urban planning de la Sorbonne Abu Dhabi pour un cours de géographie urbaine, appliquée aux villes du monde arabe – et principalement du Golfe arabo-persique.

Ces enseignements ont toujours eu lieu en français, sauf à l'AUB et, tout récemment, à la Sorbonne Abu Dhabi, en anglais. Mon niveau d'arabe ne me permet absolument pas d'enseigner dans cette langue. Toutefois, les étudiants supposément francophones qui assistaient à mes cours étaient pour certains d'entre eux très mal à l'aise en français – souhaitant d'ailleurs parfois s'exprimer en anglais (au Liban). Globalement, ces difficultés linguistiques n'ont pas empêché le bon déroulement des cours. Mais compte tenu du format ramassé de ces enseignements et donc du rythme

nécessairement rapide, et malgré une participation toujours généreuse et peu complexée, il est certain que la transmission n'a pas été aisée. D'autant que je n'ai jamais été en mesure de fournir un support écrit à ce cours (ne laissant d'un document power point), et que l'accès à la bibliographie n'était pas aisé, faute de bibliothèque et malgré les photocopies fournies.

Un autre paramètre important de cette expérience est d'avoir dû enseigner à des architectes, pour beaucoup déjà en activité, parfois plus âgés que moi, dans certains cas eux-mêmes enseignants en faculté (par exemple en architecture ou en paysage). L'enseignement magistral classique, pourtant rendu nécessaire par le format des interventions, se prêtait mal aux dispositions de ces étudiants, à l'aise (relativement) avec les cartes et les plans, beaucoup moins avec les supports écrits et plus encore, statistiques. Mes tentatives d'organiser des TD de lecture statistique, faute de temps en partie, ont été plutôt ratées. Quant à la lecture d'articles ou de textes, ce n'était pas non plus un type de pratiques très facile à faire passer. Mon regard sur leurs sociétés et leurs villes, par la distance qu'il leur procurait, était certainement, au-delà du contenu de mes cours, le principal gain qu'ils en retiraient. Inversement, le contact avec ce public était pour moi souvent l'occasion de découvrir des réalités ignorées ou en tout cas de les percevoir plus concrètement, sous un autre jour, grâce au témoignage des étudiants.

Dans les trois formations où mes interventions étaient suivies, j'ai développé deux principales thématiques d'enseignement. La première a porté sur l'histoire et les théories de l'urbanisme (ALBA, UL et Rabat). Il s'agissait d'un héritage des cours reçus par Jean-Claude Hauvuy et Françoise Choay à l'Institut français d'urbanisme. Par la suite, j'ai fait évoluer cette thématique vers un cours sur l'histoire des professions de l'urbanisme qui débouchait sur une analyse plus sociologique de la situation dans le monde arabe et au Liban en particulier (UL en 2006). L'enjeu central de ces interventions était la mise en évidence des normes idéologiques et politiques sous-jacentes à toute intervention urbanistique. Mais ce type d'enseignement, qui requérait une bonne formation aux techniques de lecture critique, m'est apparu assez vite en décalage avec les possibilités et les attentes des étudiants, à quelques exceptions près. C'est ainsi qu'à partir de 2004, à mon retour en France, et dans le cadre d'une intervention désormais annuelle à l'Université Libanaise, j'ai progressivement construit un cours d'initiation consacré aux dynamiques urbaines, centré sur les acquis de la géographie urbaine, mais entièrement appliqué au cas de Beyrouth et des villes libanaises. Ce cours m'a conduit à utiliser et à mettre en forme des données et informations à partir desquelles, au même moment, de travailler pour produire l'Atlas du Liban. A la Sorbonne d'Abu Dhabi, le cours de géographie urbaine est l'occasion d'une synthèse des approches francophones et anglophones, et s'ancre d'ailleurs plutôt dans les *urban studies* par son ouverture à des travaux de sociologie et d'anthropologie urbaine qui sont évidemment beaucoup plus nombreux en anglais qu'en français s'agissant des villes de cette région du monde.

Décloisonnement géographique des études urbaines

Mes expériences d'enseignement à Lyon ont été principalement centrées sur les villes du Sud, à l'exception d'une session où je remplaçai Viviane Claude dans un cours sur les Professionnels de l'urbanisme (2004-05). Cet enseignement sur les villes du Sud (qui a commencé en 2005) était d'emblée placé, à l'Institut d'urbanisme, dans une perspective comparative avec les pratiques d'aménagement en France et en Europe. Je l'ai conçu comme transversal, refusant les cloisonnements culturels entre aires géographiques et insistant plutôt sur les trajectoires socio-économiques des villes (tant grandes que petites ou moyennes) et les pratiques opérationnelles dans

le domaine de l'urbanisme et de la gestion urbaine. Le risque, cependant, était d'insister par trop sur les spécificités des « villes du Sud ». Face à cette dérive, j'ai cherché autant que possible à souligner les continuités ou les circulations de pratiques entre Nord et Sud, par exemple en mettant en évidence les origines coloniales de l'urbanisme français ou en insistant sur les proximités entre les pratiques de déguerpissement de bidonvilles dans les pays du Sud et les politiques suivies à l'égard des Roms en France.

A vrai dire, cette inquiétude d'ordre épistémologique sur le cloisonnement des études urbaines a été sans cesse avivée par l'expérience d'enseignement très stimulante que Myriam Houssay-Holzschuch et moi avons menée de 2006 à 2012 dans un séminaire de master intitulé « Villes, territoires, mondialisations » co-habilité par l'ENS et ses partenaires du master STADE (Systèmes territoriaux, aide à la décision et environnement) et par l'IUL et ses partenaires du master Villes et société à Lyon. Dans ce cadre, nous avons opté pour des modalités pédagogiques faisant la part belle aux lectures et aux discussions de travaux scientifiques, qu'il s'agisse d'articles ou d'interventions de chercheurs en personne, sur le thème de la ville et de la mondialisation, en présentant les expériences urbaines choisies hors d'Europe, et en prenant ensemble les expériences américaines, asiatiques ou africaines. Les thématiques, prises dans nos propres projets de recherche, n'étaient pas principalement orientées vers l'aménagement.

Ce décentrement s'est progressivement radicalisé. Stimulés par un auditoire largement composé de jeunes normaliens, nous avons systématisé les explorations dans les études urbaines d'expression anglaise, nous attachant aux débats théoriques en cours comme à des thèmes largement inédits et en cours de développement, sur des questions comme la géographie du corps, ou la « géographie spectrale » – sans toutefois abandonner par ailleurs nos propres spécialités en termes de terrains ou de questions. Ce séminaire a été pour moi une source majeure de découvertes et de lectures, me poussant aussi à approfondir des liens noués par hasard lors de conférences ou de séminaires à l'étranger avec des chercheurs de différentes origines (voir les listes des thèmes et des invités du séminaire VTM en annexe). Parmi ces thématiques, les travaux sur la possibilité d'études urbaines « postcolonialisées » (Robinson 2006; Robinson 2003), désoccidentalisées (Choplin 2012), ou en tout cas, reconstruites en intégrant les Suds non plus comme périphéries mais comme mondes de plein droit théorique (Roy 2009) ont été particulièrement suggestifs. C'est aussi dans ce cadre que j'ai poursuivi l'approfondissement des débats sur les services urbains, notamment en direction de *l'urban political ecology*.

L'encadrement d'étudiants sur les villes du Sud

Ces expériences d'enseignement ont eu une autre conséquence directe dans la trajectoire de recherche : l'encadrement d'une série d'étudiants issus, pour l'essentiel, des formations dans lesquelles j'ai enseigné, et dont les travaux à plusieurs reprises remarquables, m'ont aidé dans l'élaboration de mes propres recherches.

J'ai régulièrement encadré des étudiants de l'institut d'urbanisme de Lyon et de l'ENS de Lyon, et ponctuellement, des étudiants de l'IEP de Lyon. En moyenne, cela représente sur la période 2004-2014 de trois à quatre étudiants par an. Certains d'entre eux, notamment à l'IUL dans le cadre de stages professionnels, m'ont permis de rester en lien avec l'actualité de l'urbanisme français. Plus directement en phase avec mes propres recherches, les étudiants intéressés par les terrains du sud et de l'est de la Méditerranée m'ont sollicité pour encadrer leurs travaux. Ils représentent la majorité

des étudiants concernés. Une partie venait à la suite de mes enseignements en licence d'urbanisme. Etant donné les difficultés à faire des stages avec un réel contenu en termes de formation dans les pays du Sud, en raison de problèmes de langue, mais aussi de capacités des structures professionnelles publiques ou privées à encadrer des stagiaires, la formule choisie pour ces étudiants a le plus souvent été celle d'un stage recherche, sous ma responsabilité directe, quoique généralement via un accueil dans une structure de recherche locale (Centres français à l'étranger ou universités locales). A plusieurs reprises, j'ai également été sollicité pour encadrer des thèses, ce que j'ai fait en construisant des co-directions avec des collègues français ou plus rarement, des collègues étrangers (Tunisie).

Que ce soit suite à mes propositions de sujets, ou bien de leur propre chef, la plupart de ces travaux ont porté sur les thématiques des services urbains en réseau et m'ont permis de mieux en percevoir la diversité et la complexité, d'un point de vue sectoriel ou géographique. J'ai ainsi appris presque tout ce que je sais de la gestion des déchets en suivant la thèse de Lise Debout.

Par ailleurs, je me suis directement investi pour faire en sorte que ces étudiants publient les principaux apports de leurs travaux dans des collectifs auquel j'ai été associé, ou simplement en les soutenant dans leur rédaction. Le tableau suivant présente une liste de ces travaux.

Arik, E., 2013. Chronique d'une transition énergétique en tension : l'universalisation inachevée du réseau de gaz naturel à Istanbul. *Flux*, N° 93 - 94(3), p.56-69.

Bolzon, H., Rocher, L. & Verdeil, É., 2013. Transitions énergétiques multiples et contradictoires à Sfax (Tunisie). *Flux*, n° 93 - 94(3), p.77-90.

Debout L., 2012, « Réseau mou » et intégration urbaine. Particularités du service de gestion des déchets ménagers, *Flux*, 2012, vol. n° 87, n°1, p. 7-17.

Gabillet P., 2010, Le commerce des abonnements aux générateurs électriques au Liban, *Géocarrefour*, vol. 85, n°2, 153-163

Markoum J., Verdeil É., 2013, Le développement du réseau de gaz naturel au Caire : une réforme qui pénalise les quartiers informels, in Barthel P.-A., Jaglin S. (éd.), *Quartiers informels d'un monde arabe en transition. réflexions et perspectives pour l'action urbaine*, Paris, AFD, p. 109-126

Pinel A., 2013, Lorsque le Sud innove en matière durable. Le projet de transport en commun d'Amman, *Environnement Urbain/Urban Environment*, vol. 7, p. a31-a42.

Verdeil, Éric, Elvan Arik, Hugo Bolzon, et Jimmy Markoum. 2015. « Governing the transition to natural gas in Mediterranean Metropolis: The case of Cairo, Istanbul and Sfax (Tunisia) ». *Energy Policy* 78 (mars): 235-45. doi:10.1016/j.enpol.2014.11.003.

Chapitre 5. Edition et communication scientifique : le tournant numérique

L'objectif de cette section est de revenir sur la part que l'écriture numérique a pris dans ma vie scientifique. Tout d'abord, en s'imposant comme dimension structurante dans le projet éditorial de la revue lyonnaise *Géocarrefour*, dont j'ai rejoint le comité de rédaction en 2005 avant d'en devenir l'un des co-directeurs, en 2006, charge que j'ai occupé jusqu'à la mi-2015. Dans un deuxième temps, je reviendrai sur d'autres formes d'écriture et de communication scientifiques qui sont devenues une des facettes de mon activité de chercheur, à travers l'animation de plusieurs carnets de recherche ainsi qu'en tant qu'éditeur associé dans deux revues électroniques qu'on pourrait qualifier, faute de termes adéquats, de communication scientifique. En dernier lieu, j'exposerai en quoi ces nouvelles formes ou modalités d'écriture scientifique – et les outils qui vont avec – constituent un enjeu dont la maîtrise devient essentielle dans la vie des chercheurs. Cela implique qu'elle fasse l'objet d'une objectivation et d'un enseignement, auquel je me consacre depuis 2010 dans le cadre de l'école doctorale de Lyon.

Géocarrefour : quelques leçons de la numérisation en cours de l'édition scientifique

La revue *Géocarrefour* prolonge une publication scientifique d'abord dénommée Bulletin de géographie rhodanienne, créée en 1925 mais qui fonctionne comme une revue depuis 1926, puis renommé Revue de géographie de Lyon en 1946. Le nom *Géocarrefour* a été choisi en 1992, d'abord accolé au précédent avant que celui-ci ne soit abandonné, avec l'ambition de sortir d'une perspective de géographie régionale pour s'insérer pleinement dans une logique de revue de géographie généraliste, fidèle à une conception de la géographie comme science carrefour, interface entre nature et société. La revue est gérée historiquement par les géographes de la région Lyon-Saint Etienne, et c'est naturellement qu'on m'a proposé de faire partie de son comité de rédaction, lorsque j'en ai piloté un numéro thématique sur les cultures professionnelles de l'urbanisme prolongeant mes travaux moyen-orientaux et méditerranéens en 2005. J'ai ensuite accepté de participer à une nouvelle direction lorsque Nicole Commerçon s'en est retirée en 2006.

Notre projet éditorial était largement placé sous le signe de la continuité, car notre prédécesseur avait introduit des pratiques de gestion et de publication rigoureuses. L'édition de dossiers thématiques variés, sans exclusive mais en privilégiant néanmoins l'originalité des thématiques, et une sélection rigoureuse des textes, constituait un acquis. Nous l'avons prolongé en ouvrant plus largement la revue à des auteurs et des éditeurs scientifiques associés plus divers, et désormais fréquemment extérieurs à la place lyonnaise. La place des varia, déjà limitée, reste réduite notamment faute de pouvoir assurer un rythme de publication régulier, et du fait que d'autres revues occupent ce créneau. La nouveauté de notre projet consistait aussi – et c'était là une de mes motivations – à sortir d'une édition papier pour développer une publication numérique.

Cet enjeu s'imposait pour plusieurs raisons. La publication scientifique numérique devenait alors un standard dans le monde anglophone et nos établissements commençaient à nous ouvrir l'accès à ces trésors – qui se révélaient en même temps de frustrants concurrents, ignorant tout de la publication francophone et tendant à imposer des thèmes et des conceptualisations largement méconnues en France. A l'évidence, exister dans cet univers supposait de s'affranchir des limites de la publication physique et d'offrir un accès dématérialisé à nos productions.

Au même moment, le CNRS procédait à des évaluations de l'impact des revues françaises en SHS en calculant des nombres de citations dans des corpus témoins⁶. Cela permettait de découvrir, au-delà des biais évidents et reconnus de la méthode d'évaluation, les limites de l'audience des revues françaises. Cela en disait aussi beaucoup sur les différences de normes dans l'écriture scientifique, les allusions implicites à des concepts et des méthodes partagés au sein de la géographie se passant de citations calculables et donc « impactantes ». L'étude du département SHS reposait aussi sur le présupposé que la revue (et donc l'article) constituait un format éditorial en croissance, à encourager, voire peut être – en tout cas dans certaines disciplines – le format légitime de l'avenir. D'où l'enjeu d'améliorer la diffusion et la visibilité des revues. A l'issue de cette quantification, *Géocarrefour* classée revue d'audience nationale, se voyait proposer une aide du CNRS pour passer à l'électronique « seul », par l'intermédiaire du Centre d'Édition numérique scientifique (CENS), plateforme alors en cours de développement à l'initiative du département SHS. Le CNRS ambitionnait de proposer un service national d'édition scientifique sur le modèle de ce que faisaient les grands éditeurs anglophones, à travers le développement d'une grande infrastructure de type industriel, impliquant des opérations complexes de numérisation, rétroconversion, indexation, etc..

Toutefois, nous devons rapidement réaliser que ce projet faisait face à de lourds problèmes de gestion et se retrouvait déjà engorgé. Il fit rapidement l'objet de vives critiques pour son coût. Il était également critiqué au sujet de son modèle même de fonctionnement, qualifié de fonctionnement « par délégation » par les animateurs de la plateforme d'édition électronique Revues.org. Ceux-ci défendaient pour leur part un modèle dit d'appropriation. Plus léger en personnel puisqu'il consistait à faire faire par la revue elle-même, grâce à un logiciel développé en OpenSource, un travail simplifié d'encodage, il permettait également une personnalisation bien plus grande du format de publication lui-même (par exemple, en termes d'apparence du site web, de maintien d'une rubrique à la périodicité distincte du reste du contenu, ou de l'insertion de ressources animées) (Cavallo 2009). L'échec puis la liquidation du CENS nous conduisit naturellement à emprunter cette voie. *Géocarrefour* commença à publier sur ce support dès 2008. Dans le même temps, grâce au programme Persée, les archives de la revue furent intégralement numérisées et accessibles en ligne.

Cette mise en ligne fut saluée par de nombreux collègues, et servit de modèle à plusieurs autres revues de géographie – qui à vrai dire n'avaient guère d'autres choix. Toutefois, les réformes accélérées du monde académique, et en particulier la création de l'AERES, conduisirent à de sévères menaces pour la revue. En particulier l'élaboration très opaque d'un classement et d'une hiérarchisation des revues où *Géocarrefour* fut catégorisée C (avant d'être repêchée) eut pour conséquence une réduction sensible du flux de propositions d'articles, notamment en varia. Preuve de la prégnance des comportements compétitifs au sein du monde de la recherche, autant que d'un esprit moutonnier et au fond, peu critique face à ces oukazes des apparatchiks du système. Dans une tribune cosignée avec Denis Eckert, le directeur de *M@ppemonde*, nous avons souligné les inepties profondes de ce classement et réclamé, plutôt qu'une hiérarchisation, l'établissement d'une liste de revues satisfaisant à un certain nombre de critères concernant le processus de sélection et la composition et le fonctionnement des comités de rédaction (Montès et al. 2009). Cette idée, également avancée depuis d'autres disciplines, s'est finalement imposée. Autant le dire, c'est un pis-aller car les revues se caractérisant par une très forte hétérogénéité, il est abusif de faire porter

⁶ Sur ces aspects, voir le numéro spécial de la *Sciences de l'homme et de la société, Lettre du département*, n°69, mai 2004.

l'évaluation sur un tel collectif et il serait plus fondé de s'attacher aux caractéristiques des publications elles-mêmes, par exemple en recourant à une série d'indicateurs variés (et non pas le seul H-index et autres coefficients ne s'intéressant qu'à l'« impact » dans une perspective très normative et limitée (Gingras 2008). En outre, une autre limite de ce classement des revues est qu'il laisse à l'écart une part essentielle de la production scientifique, constituée des livres et chapitres d'ouvrages (y compris les actes de colloque publiés) qui représentent plus de 40% de la production des chercheurs relevant de la section 39⁷.

Cette controverse et l'insatisfaction qu'elle ne laisse pas de susciter renvoient à une évolution plus profonde de la publication scientifique : une tension croissante entre son inscription et sa validation dans des cadres institutionnels et disciplinaires, que sont des collections d'ouvrages ou des revues, les livres et les numéros de revue pensés avec une forte cohérence thématique (un dossier) et une destinée de plus en plus individualisée en raison de la dématérialisation et de l'accès ubiquiste désormais possible à l'article ou au texte (chapitre) autonome. D'où l'importance accrue que prennent ou doivent prendre les inscriptions internes au texte visant à le replacer précisément dans un débat scientifique.

Les difficultés de renouvellement de son collectif de direction que rencontre la revue *Géocarrefour* aujourd'hui renvoient sans doute, pour une part, à cette évolution plus large de la publication scientifique. Revue généraliste, sans projet thématique affirmé, dont la singularité repose sur la possibilité d'y publier des dossiers, elle ne constitue pas une référence scientifique fortement identifiée et ne s'appuie pas sur un collectif fort. L'identité de la revue est faible, puisqu'elle repose sur la coopération de collègues que réunit principalement leur commune appartenance à la géographie humaine, dans la région de Lyon et Saint-Etienne (les géographes physiciens ayant pratiquement tous quitté le navire).

On voit apparaître aujourd'hui, dans les sciences dures, des projets de revues sans identité forte, en ligne, vouées à la publication rapide de comptes rendus de travaux scientifiques, valorisant une méthode d'exposition standardisée (Introduction/méthode et sources-données/résultats/discussion). C'est le cas de *Science report*, une annexe de la revue et du groupe *Nature...* Inversement, on voit aussi apparaître des revues à la ligne très spécialisées, souvent critiques, animées par de jeunes collectifs. C'est vrai dans le monde anglophone (par ex. *ACME*, *Human Geography*) mais aussi en France (*Carnets de géographes*, *Urbanités*, *Justice Spatiale*) où ces initiatives reposent sur le bénévolat et l'enthousiasme de jeunes chercheurs et chercheuses. Elles semblent plus fragiles en raison de la faiblesse des soutiens institutionnels et de choix techniques empruntés d'amateurisme (cas de *Justice spatiale* en particulier, qui a toutefois corrigé récemment une partie des erreurs techniques initiales). Plus rares sont les créations généralistes, comme *Echogéo*, qui se positionne sur un créneau intermédiaire, valorisant des formes plutôt courtes, proche de ce que j'analyserai dans la section 4 de ce chapitre.

Cette expérience du numérique a été un formidable observatoire des transformations en cours de la science. Le numérique a constitué un indispensable tournant mais il impose sans doute des évolutions plus fondamentales, la reconstruction d'un projet éditorial moins basé sur une appartenance locale que sur des orientations scientifiques plus partagées. Sans quoi, le numérique aidant, une partie des revues risquent de se dissoudre et de disparaître.

⁷ Voir les résultats des enquêtes RIBAC du département InSHS du CNRS : (Dassa 2011)

Les comptes rendus

Au-delà de mon engagement dans l'animation de la revue et en particulier la supervision de la numérisation de *Géocarrefour*, je me suis également particulièrement investi dans le développement de la rubrique des Comptes rendus, à la fois comme animateur et comme rédacteur. On dit souvent que le livre en SHS traverse une crise. Mais cette crise concerne les ventes et la visibilité, nullement un tarissement du nombre d'ouvrages. Dans le domaine de la géographie, peu de collections bénéficient d'une visibilité et d'une diffusion auprès du grand public, comme Mappemonde chez Belin. En revanche, la publication de manuels semble n'avoir jamais été si florissante. S'il est parfois difficile de publier une thèse ou un ouvrage pointu, les éditions universitaires et surtout les éditeurs spécialisés comme Karthala, l'Harmattan, ou d'autres encore moins attachés à un travail de qualité mais rompus à l'encaissement des subventions des universités, laboratoires, collectivités territoriales et contrats de recherche, offrent néanmoins une large gamme de solutions pour la publication, allant d'institutions reconnues et réellement dirigées dans un esprit universitaire attaché à un filtrage par les pairs, à des pratiques éhontées d'autopublication. Quoiqu'on puisse dire de ces pratiques hétérogènes de contrôle et de filtrage des publications en amont, le fait est que les ouvrages représentent, comme je l'indiquais plus haut, une part toujours essentielle de la production universitaire dans nos disciplines. C'est d'abord le reflet de pratiques de recherches et d'écriture qui font de la thèse de plusieurs centaines de pages la brique élémentaire de la carrière académique et un support essentiel de la circulation du savoir – et en particulier dans le domaine des aires culturelles. Les actes de colloque, qui empruntaient nécessairement la voie de la publication papier, se raréfient aujourd'hui et laissent la place à des ouvrages collectifs relativement plus cohérents. De ce fait, la réception et la discussion de ces ouvrages au sein du monde académique constituent plus que jamais un enjeu essentiel et rendent nécessaire l'existence de comptes rendus qui ne soient pas seulement des reprises des communiqués de presse mais qui contribuent au débat au sein de nos disciplines.

Géocarrefour, qui reçoit régulièrement des parutions spécialisées, a également adopté une politique active de sollicitations de comptes rendus, en fonction des thèmes traités dans la revue ou de l'importance de certaines parutions dans la discipline. Cela a impliqué un élargissement du cercle des contributeurs bien au-delà du périmètre lyonnais. Les formats d'écriture ont également évolué vers une longueur plus importante, de l'ordre d'une page entière de la revue voire, dans certains cas, deux pages. Au-delà du compte rendu analytique, ces textes comportent désormais le plus souvent une véritable mise en discussion, qui porte tant sur les orientations conceptuelles que les choix méthodologiques et les résultats. J'ai pris une part importante à ce chantier éditorial, signant dans *Géocarrefour* plus d'une vingtaine de ce type de textes de 2004 à 2014. J'ai également été sollicité de manière régulière par d'autres revues, pour un nombre sensiblement équivalent de contributions.

La dominante principale de ces lectures me renvoie à ma spécialité moyen-orientale et en particulier à l'urbain. Il s'agit alors d'une activité de veille en phase avec mes principaux objets de recherche. Mais au-delà, ces lectures témoignent également d'un suivi des débats plus larges sur l'urbain et sur la discipline géographique, y compris dans leur dimension internationale, puisque un nombre non négligeable des livres discutés sont en allemand (mais c'est de moins en moins le cas) et en anglais. Ces lectures ont donc largement nourri le cheminement intellectuel décrit dans ces pages.

Le carnet scientifique (*blogging*)

Les transformations de l'environnement éditorial et des formes de la communication scientifique liées à l'avènement du numérique trouvent certainement dans le *blogging*, autrement dit la tenue d'un carnet scientifique en ligne une de leur incarnation la plus spectaculaire, même si l'on peut s'interroger sur le statut et la finalité de ces écrits. Ma pratique personnelle, entamée par l'ouverture du carnet de recherche dénommé Rumor (Recherches urbaines au Moyen-Orient... et ailleurs) sur la plateforme Hypothèses, est indissociable du réseau scientifique qui s'y est structuré et sa justification et son analyse s'inscrivent en écho aux débats à ce sujet qu'y tiennent⁸. Mon expérience me conduit à distinguer cinq usages principaux du *blogging* scientifique, même si les limites entre eux ne sont pas forcément simples à marquer : i. la veille factuelle, ii. la veille scientifique, iii. le laboratoire, iv. la communication personnelle et institutionnelle, v. la vulgarisation. Cette liste renvoie du reste à l'extrême diversité des types de carnets de recherche ouverts sur Hypothèses, où se côtoient des carnets de thésards, de chercheurs, des carnets de programmes de recherche, des carnets de laboratoire, de bibliothèques, de revues, etc. Il convient de noter que cette activité de *blogging* n'est pas dissociable et est au contraire totalement intriquée dans une véritable électronique de mes outils scientifiques, collecte, appropriation, commentaire, écriture se mêlant en divers allers et retours.

L'ouverture de ce carnet correspondait d'abord à mon souci de construire un outil pour organiser mon travail en vue de l'HDR. Dans cette perspective, la première finalité était la *veille scientifique*, celle-ci se décomposant, dans ma pratique, entre un suivi quotidien de la presse de mes pays d'enquête et un suivi des travaux scientifiques. Sur le premier volet, le carnet m'a servi, dans un premier temps, à produire de courtes synthèses sur l'actualité des thématiques que je suivais : l'urbanisme libanais, les enjeux énergétiques en Jordanie, au Liban et en Tunisie, etc. Au bout d'un certain temps, toutefois, cette activité de veille factuelle s'est révélée trop chronophage et j'ai adopté un autre outil, le site de microblogging Seenthis, où je signale et commente brièvement les thématiques en question, tandis que je m'alimente des contributions d'autres usagers, notamment sur l'actualité politique du Moyen-Orient. Les réseaux Twitter et Facebook contribuent également à cette collecte décentralisée d'informations sur l'actualité de mes terrains – et plus généralement, sur l'actualité en général. Le commentaire élémentaire et l'annotation par des mots clés permettent une appropriation plus effective et durable qu'une simple lecture. En parallèle à ces outils de repérages, je stocke les ressources documentaires concernées, dûment référencées, dans ma base Zotero. Ce travail de veille s'inscrit donc dans un continuum de pratiques de lecture et d'inscription, partiellement partagées avec d'autres usagers.

La deuxième dimension de mon activité de veille consiste dans la veille scientifique. Cela recoupe l'activité de comptes rendus d'ouvrages signalés ci-dessus. Le blog est parfois une étape intermédiaire de la publication de comptes rendus d'ouvrage, une première version parfois plus longue, méritant une édition plus rigoureuse, étant ensuite reprise par une revue. J'élargis cette activité sur le carnet de recherche à des commentaires d'articles qui me semblent importants. A cela s'ajoute le signalement de certaines lectures ou de travaux de collègues qui touchent à mes objets de recherches. Le printemps arabe m'a fourni de nombreuses occasions pour ce type de billets. Il peut s'agir également de visites d'exposition.

⁸ Le texte qui suit reprend des éléments d'un séminaire intitulé Comment blogue t ils, et notamment mon billet « comment je blogue » (4/12/2011).

Une troisième dimension de mon travail sur le blog, en continuité directe avec ce qui précède, est un travail d'analyse de mes matériaux de recherche, par exemple notamment les informations issues de la presse, mais aussi le compte rendu de missions de terrain. J'ai consacré ainsi des notes au développement des générateurs électriques au Liban (novembre 2011) ou à la visite du site d'une ferme éolienne en Tunisie (juillet 2013). Dans cette même catégorie, on peut également ranger certains écrits de retour de colloque ou de conférence, où je reviens sur un point de discussion qui m'a particulièrement marqué. Une partie de ces écrits a vocation à être repris ultérieurement dans des textes scientifiques structurés.

Le statut de ces textes peut sembler curieux : alors qu'il s'agit d'essais au sens propre, c'est à dire de tentatives, voire de brouillons, pourquoi leur donner une visibilité s'ils sont encore pleins de faiblesses tant formelles que conceptuelles ? On touche sans doute ici une des limites du projet. Lecteur de blogs scientifiques largement fréquentés, je pensais ouvrir non seulement un atelier mais un séminaire virtuel⁹, au sens d'un espace de discussion fréquenté par mes pairs, les collègues de mes recherches, qui pourraient ainsi me donner leurs avis sur ces travaux. En réalité, ce type de pratiques ne s'est pratiquement jamais réalisé. Le nombre de commentaires laissés sur le carnet est limité et la plupart concerne des demandes ponctuelles de clarification ou d'information. La principale exception concerne mes billets consacrés aux questions numériques (Open access, réseaux sociaux), qui sont les plus lus et qui montrent l'appétence de la communauté des geeks académiques pour le regard réflexif sur ce type d'outils. Par ailleurs, quelques rares discussions académiques sur le fond de mes billets sont le fait de lecteurs proches et liés à mes terrains. Cette réticence au débat scientifique en ligne peut se comprendre à la fois par les contraintes de temps, le refus légitime de se laisser aller à des réactions à la fois trop brèves et irréfléchies, que le numérique pourrait conserver pour l'éternité (en fait, il m'est arrivé d'effacer, à leur demande, des commentaires de certains lecteurs, qu'ils jugeaient justement trop spontanés et potentiellement blessants voire contreproductifs et dangereux pour leur carrière ou leur réputation), ou encore une retenue liée aux inégalités de statuts entre internautes (par exemple les étudiants et doctorants ne souhaitant pas s'exposer et contredire un chercheur établi). Ma principale déception eu égard à ce manque de réactivité a été ma tentative d'ouvrir un débat avec les auteurs de la base de données en ligne e-Géopolis, consacrée à la population des villes. J'ai critiqué dans une série de trois billets leur traitement du cas libanais et fait en sorte que ces critiques aboutissent à des propositions constructives¹⁰. Mais jamais mes critiques ni mes propositions n'ont fait l'objet de réponses – ni électroniques, ni privées.

Au-delà de cette déception relative, la vertu principale de ces écrits est d'avoir justement trouvé leur voie, intermédiaire, vers l'existence éditoriale. L'écriture pour le public oblige à un travail de formulation, d'analyse relativement abouti, qui participe à la construction du raisonnement et de l'argumentation. Ce travail peut certes être vu comme une forme de dispersion – mais la dispersion

⁹ Voir la description qu'en André Gunthert, réfléchissant à sa propre pratique : (Gunthert 2010)

¹⁰ Verdeil, Eric. 2011a. « De l'intérêt de la base MENAPOLIS (e-geopolis.eu) pour l'étude de l'urbanisation au Liban ». *Rumor*. octobre 16. <http://rumor.hypotheses.org/2013>. ; « L'urbanisation au Liban selon MENAPOLIS/e-Géopolis : les nouveaux périmètres urbains ». *Rumor*. octobre 19. <http://rumor.hypotheses.org/2044>. ; « L'urbanisation au Liban selon Géopolis : incertitudes démographiques mais vertus d'une diffusion des données scientifiques en ligne ». *Rumor*. octobre 27. <http://rumor.hypotheses.org/2098>.

est alors moins dans le mûrissement écrit des réflexions que dans le foisonnement des centres d'intérêt et des terrains.

Cette rareté des confrontations ne signifie pas pour autant absence de lectures, comme l'indiquent tant les statistiques de consultations que les commentaires, *off*, de certains collègues et les reprises et citations via les réseaux sociaux. A travers cette audience muette (Marin Dacos évoque à propos des carnets de recherche l'idée d'une « conversation silencieuse » (Dacos 2009)), se joue une autre finalité essentielle du carnet de recherche, celle de la vulgarisation de la recherche. Ce terme est chargé de connotations contradictoires. Il renvoie à l'incitation faite au scientifique de s'adresser, au-delà de ses pairs, à un public plus large comprenant les citoyens autant que les entreprises et autres collectifs institutionnels susceptibles d'être intéressés par ses travaux. Préoccupation louable mais que le terme de vulgarisation entache d'un risque de dévalorisation du savoir scientifique par souci de simplification du vocabulaire et de la rigueur démonstrative. A vrai dire, mon expérience avec Rumor a été sur ce plus plutôt enrichissante, car le blog a été un moyen par lequel non seulement des étudiants se sont tournés vers moi, mais aussi des journalistes et des entreprises, ce qui m'a valu d'être ensuite sollicité pour diverses activités en lien avec d'autres publics que les universitaires. Ainsi, en 2011, j'ai été sollicité par l'entreprise de consulting Méroé pour animer une formation destinée à des cadres de l'AFD sur les conséquences des révolutions arabes ; en 2013, une journaliste du *Monde Diplomatique* m'a interrogé à la suite d'un billet sur l'aménagement controversé du littoral beyrouthin, et cela alors même que ces deux thématiques ne constituent pas l'axe central de mes travaux.

La dernière fonction que remplit le carnet Rumor a trait à la communication scientifique. L'avènement d'internet a bouleversé les modes d'identification des chercheurs, de leurs thèmes de recherche et de leurs publications. Un en sens, l'information n'est plus qu'à portée de clic – pour peu que le chercheur soit présent en ligne, d'une manière efficace. La contrepartie de cette présence généralisée et confuse sur internet est l'apparition du paradigme bien connu des spécialistes de l'identité numérique : dans ce flot croissant d'information, l'attention des internautes devient une ressource rare et désirable, ce qui nécessite une stratégie adéquate. Les chercheurs doivent y réfléchir. Un carnet de recherche, espace de présentation des travaux personnels et des activités en cours, est un moyen d'y parvenir. Alors que les outils officiels de communication des laboratoires et des départements d'enseignement universitaire – les sites web et les annuaires – sont très peu flexibles et difficilement appropriables en termes de format comme de mise à jour, mon carnet me permet d'organiser ma communication efficacement et avec rapidité, pour annoncer mes interventions, mes projets de recherche, mes publications. Le carnet permet une articulation directe aux textes déposés en libre accès sur Hal, ou accessibles sur des ressources électroniques. Il permet aussi, éventuellement, de pointer vers les ressources qui commentent et discutent ces publications. J'ai ainsi créé des pages recensant les comptes rendus de mes différents ouvrages. Cet usage croissant du carnet comme outil scientifique a pour conséquence une individualisation croissante de la signature numérique de la recherche, et une mise en retrait des collectifs de recherche, tels que les laboratoires ou les équipes – d'autant plus si ces derniers ne font pas l'effort d'une maîtrise adéquate des outils.

Fort du bilan du fonctionnement de cet outil qu'est le carnet de recherche, j'ai proposé de partager cette expérience à diverses reprises, en particulier pour deux projets de recherche lyonnais. Les bailleurs de fonds de la recherche exigent désormais presque systématiquement la création d'un site

web du projet financé. De tels carnets sont une manière, très peu onéreuse, de répondre à cette demande.

Le premier exemple est le carnet de recherche associé au thème ACREOR (Actions, régulations, organisations – la construction des environnements) de l'UMR EVS que je co-anime. Le carnet permet de centraliser l'information sur l'actualité du projet et les événements que nous organisons. Il permet également de livrer au public et aux collègues participants des synthèses. Incidemment, il fonctionne aussi comme un élément fédérateur et constitutif d'une identité et d'un savoir partagé, ce qui n'est pas anodin dans une unité fragmentée comme la nôtre. La deuxième expérience, plus récente (septembre 2013), est la création du carnet pour le programme de recherche sur la crise syrienne et ses conséquences au Proche-Orient (carnet CRISYR). Les objectifs sont les mêmes. J'avais également proposé que ce fonctionnement en carnet soit utilisé pour un autre programme de recherche auquel je participais, mais l'expérience s'était soldée par un échec, faute d'appropriation par l'ingénieur en charge du projet, faute d'une définition partagés des objectifs du carnet et également en raison d'une implication inégale des équipes participantes. En réalité, ce carnet s'est très vite arrêté de fonctionner, tandis qu'un nouveau site institutionnel, se limitant à la communication, s'est mis en place.

Les blogs scientifiques remplissent une grande variété de fonctions, ce qui fait de ces supports des objets complexes à appréhender. Certains souhaitent qu'ils soient mieux reconnus par les instances d'évaluation. C'est sans doute souhaitable, mais certainement pas à l'égal des publications scientifiques, tant en raison de leur diversité que de l'absence de validation par les pairs. Pour autant, l'internet entraîne l'émergence d'autres objets éditoriaux courts qui méritent examen.

L'édition électronique : vers de nouvelles formes scientifiques courtes

J'ai participé, avec des degrés d'implication inégaux, à deux projets de revues électroniques sur l'urbain qui sont représentatives de nouveaux formats éditoriaux intermédiaires entre les blogs, les magazines de vulgarisation professionnelle ou grand public, et les revues scientifiques. *Métropolitiques* est une revue électronique française, consacrée aux questions urbaines. Animée par un collectif d'universitaires, et soutenue notamment par SciencePo Paris, elle se donne pour objectif de contribuer au débat sur l'urbain et les politiques de la ville, tant en direction des universitaires que des politiques et des techniciens, que des citoyens ou de la société civile. Plusieurs formats d'écriture sont proposés, globalement courts, entre l'essai, le texte de débat (notamment les comptes rendus scientifiques), les tribunes, etc. La revue bénéficie d'une visibilité forte, grâce à sa stratégie d'accès libre et à sa politique de traduction d'une sélection de ses articles en anglais, permise par le soutien financier de ses bailleurs de fonds. Ces derniers, loin de se limiter aux villes et aux problématiques françaises, abordent régulièrement des thèmes d'actualité internationale et concernant des villes non françaises. Le format court, et la réactivité du comité de rédaction, permettent une temporalité de publication singulièrement réduite par rapport aux délais usuels. Pourtant, le travail de révision, tel que j'ai pu l'expérimenter, ne doit pas être minimisé et témoigne d'une grande rigueur, dans sur le plan formel que sur celui du contenu.

A la suite de mes premières publications sur ce site, dans le contexte des révolutions arabes, l'équipe m'a proposé de jouer le rôle d'un correspondant Moyen-Orient, chargé de drainer des contributions traitant de cet espace. Cela n'a pas été pleinement couronné de succès puisque cela s'est limité à quatre ou cinq contributions, en plus des trois miennes. Pourtant, l'écho de mes interventions – en

particulier une analyse à chaud des enjeux urbains des révolutions arabes qui est citée par une dizaine de travaux (Verdeil 2011b) – montre l’impact de ce type de support y compris parmi les universitaires.

J’ai ensuite été impliqué, depuis l’automne 2013, dans un projet comparable : la page Cities du e-zine *Jadaliyya*. Le portail *Jadaliyya* est un site web consacré à l’actualité arabe, abordée dans une perspective critique notamment par rapport au traitement de l’actualité par les grands médias. Animé et alimenté par de jeunes universitaires, soutenu par un usage très judicieux des technologies numériques, le site a surfé sur la vague des révolutions arabes pour acquérir en quelques années une visibilité considérable. Par l’intermédiaire d’une collègue de l’Université américaine de Beyrouth (Mona Harb) et grâce à mon activité de blogueur sur Rumor, j’ai été sollicité pour faire partie du comité de rédaction de la page Cities lancée par *Jadaliyya*. Mon rôle y consiste en particulier à drainer des contributions francophones, tant françaises que du Maghreb, pour nourrir un débat transnational sur ces questions et élargir l’audience du site – actuellement majoritairement anglophone, même s’il publie également en arabe et en turc. On y retrouve plusieurs caractéristiques déjà rencontrées dans le projet *Métropolitiques*, à savoir rapidité de la publication, qualité du travail éditorial dans la sélection et la mise en forme des textes, visibilité et enfin contribution à l’élargissement international du débat sur les études urbaines, tout en évitant les travers et les exclusions d’une approche trop spécifiquement anglophones dans les thèmes et les termes du débat. Je reviendrai dans le chapitre conclusif sur les enjeux concernant l’internationalisation du débat scientifique dont *Jadaliyya* offre une stimulante illustration.

Ces nouveaux objets éditoriaux associent rapidité, évaluation et édition par les pairs, internationalisation du débat. Ils constituent les supports d’une communication scientifique renouvelée qui ne porte pas tant sur la validité des résultats (censée être vérifiée ailleurs) que sur leurs diffusions tant parmi les pairs qu’au sein du grand public averti et demandeur d’éclairages des SHS. Ces différentes caractéristiques font de ces formes un vecteur porteur d’enjeux majeurs dans la communication scientifique et que le terme de vulgarisation est incapable de rendre. Face à des communautés scientifiques soumises à un accroissement du rythme des publications et écartelées entre des identités disciplinaires en mouvement, une internationalisation des paradigmes difficile à suivre et une spécialisation thématique et méthodologique rendant plus compliqué le partage des résultats, ces types de publication occuperont probablement une place croissante dans l’activité des chercheurs.

Enseigner le tournant numérique aux jeunes chercheurs en SHS

L’électronisation de l’activité de recherche et de publication que j’ai décrite ici de manière peut être un peu longue me paraît représenter un enjeu majeur pour les chercheurs. Cela appelle des démarches de sensibilisation et de formation. C’est dans cet esprit que j’ai proposé à l’école doctorale de Lyon d’animer un module de formation destiné aux doctorants SHS autour du thème des publications numériques.

Cet enseignement est conçu comme une présentation des paramètres techniques et des enjeux économiques qui pèsent sur les transformations de l’écosystème éditorial en SHS, articulée à une initiation à un ensemble d’outils numériques liés aux publications scientifiques, tels que les gestionnaires de références bibliographiques, les dépôts open source, etc. Il s’agit de fournir des clés intellectuelles et des moyens pratiques pour définir et mettre en œuvre une stratégie numérique,

dont la publication n'est qu'un segment, à côté de la communication scientifique, de la maîtrise des enjeux de l'évaluation des publications (elle-même transformée par les multiplications des dispositifs bibliométriques), etc.

Cet enseignement de 20 heures est proposé depuis 2010 à une quinzaine de doctorants. Il est structuré sur une alternance de séquences théoriques, entre présentation magistrale et lecture et discussion de textes de références, et de séquences pratiques, basés sur la manipulation de certains outils (voire plan du cours dans les annexes). La visibilité que j'ai donnée sur mon blog à cette expérience m'a valu des invitations à partager cette expérience dans d'autres contextes, et plus généralement, participe au fait que je suis régulièrement invité à des manifestations des professionnels de l'Information scientifique et technique dans la recherche SHS à Lyon ou au niveau national.

Chapitre 6 : Réflexions conclusives sur l'internationalisation d'une recherche

Une autre manière, complémentaire, de relire cet itinéraire de recherche consiste à l'interroger du point de vue de l'internationalisation de la recherche urbaine dont il témoigne. Mais cette notion d'internationalisation, parce qu'elle est en phase avec les requisits du management contemporain de la recherche, est une catégorie qu'on doit interroger de manière critique. En effet, la recherche construite dans les centres français à l'étranger est d'emblée internationale. Mais c'est une internationalisation en trompe l'œil. D'abord parce qu'elle s'exprime en français et que ce faisant, elle tend à naturaliser la centralité d'approches à la française, relativement peu ouvertes aux travaux réalisés dans d'autres langues (l'anglais, mais aussi l'allemand, ainsi que les langues locales). Ensuite, et de ce fait, cette internationalisation est asymétrique et tend à cantonner les chercheurs locaux dans des positions marginales et dominées. En réalité, dans la novlangue *managérialacadémique*, l'internationalisation présuppose l'anglais.

Que nous dit alors, du point de vue de la recherche urbaine sur les villes du monde arabe ou plus largement de la Méditerranée, l'anglophonisation en cours ? Transforme-t-elle les asymétries déjà mentionnées ? Le risque n'est-il pas ailleurs, dans l'imposition d'une nouvelle hégémonie, celle de paradigmes anglo/US (pour ne pas dire anglo-saxon, mot honni (Durand-Dastès 2007)). Comme le note Armelle Choplin, les villes du Sud peuvent alors devenir un prétexte à des discours théoriques sur le néolibéralisme ou la post-modernité parfois artificiellement plaqués (Choplin 2012). Lesquels risquent d'autant plus le décalage avec les terrains qu'ils présupposent davantage une aisance dans la rhétorique et le maniement de concepts à rotation rapide (et donc à durée de vie brève) que la capacité à effectuer des terrains solides et approfondis dans la durée – dont au contraire nombre de recherches francophones peuvent se targuer d'avoir fait leur marque de fabrique.

Ces remarques ne rendent que plus urgente la mise en œuvre de projets œuvrant à une accessibilité accrue aux travaux existants, à la construction de ponts entre les communautés scientifiques clivées par les langues et les paradigmes. Ces ponts, comme l'illustre l'exemple de la revue *Jadaliyya* évoquée *infra*, peuvent prendre la forme des forums communs, jouant sur le multilinguisme de compréhension, ou passif, qui est plus répandu qu'on ne croit, notamment dans cette « aire culturelle ». Ces ponts, ce sont aussi ces efforts pour traduire vers la langue véhiculaire qu'est l'anglais, ou s'exprimer dans cette langue. Mais l'enjeu est alors de faire reconnaître par nos partenaires la légitimité de paradigmes alternatifs à ceux qui dominent l'*academia* anglophone – par exemple en instituant une parité plus systématique des comités de rédaction et de lecture (sans même parler de la dimension du genre, ce rééquilibrage devrait être nord/sud et anglais/autres langues).

L'internationalisation de la recherche dans les réseaux des centres français

Que la recherche dans et sur les villes du sud de la Méditerranée soit internationale, comment en douter dès lors qu'on compulse les tables des matières des ouvrages publiés les instituts et laboratoires français spécialisés sur cette aire culturelle ? Dans ma propre expérience, je compte sept publications « internationales », cosignées avec ou plusieurs collègues des pays où j'ai travaillé : le

Liban et la Tunisie¹¹. J'ai contribué par ailleurs à plusieurs ouvrages collectifs et numéros de revues eux-mêmes internationaux dans leur composition. L'examen des bibliographies mobilisées dans ces travaux montreraient l'ampleur de cette internationalisation.

Sept publications cosignées avec des collègues du Sud

Bakhos W., Faour G., Huybrechts É., Verdeil É., 2004, L'atlas des localités du Liban : méthode d'établissement et premiers apports d'une base de données des unités cartographiques élémentaires du Liban, *Lebanese Science Journal*, 2004, vol. 5, n°2, p. 37-56.

Bennasr A., Megdiche T., Verdeil É., 2013, Sfax, laboratoire du développement urbain durable en Tunisie?, *Environnement Urbain/Urban Environment*, 2013, vol. 7, p. a83 - a98.

Bennasr A., Verdeil É., 2014, An 'Arab Spring' for Corporatization? Tunisia's National Electricity Company (STEG), in MacDonald D. (éd.), *Rethinking Corporatization: Public Utilities in the Global South*, London: Zed Books.

Bennasr A., Verdeil É., 2009, Gestion publique de l'eau potable, développement urbain durable et Majel-s (citernes d'eau pour l'eau de pluie) à Sfax en Tunisie, *Flux*, 2009, n°76-77, p. 38-50.

Faour Ghaleb, Bou Kheir Rania, Verdeil Eric, 2006, « Les incendies de forêts au Liban », *Forêt méditerranéenne*, t.XXVII, n°4, pp.339-352

Faour G., Haddad T., Velut S., Verdeil É., 2005, Beyrouth: Quarante ans de croissance urbaine, *M@ppemonde*, 2005, vol. 79, n°3, p. 1-12.

Verdeil É., Faour G., Velut S., 2007, *Atlas du Liban. Territoires et société*, Institut français du Proche-Orient, < <http://ifpo.revues.org/402> >

Pour autant, cette internationalisation est très majoritairement – dans le cas des centres français comme dans celui de mes publications – francophone. Cette francophonie reflète parfois la langue majoritaire des travaux sur le champ concerné (c'est le cas surtout pour les villes du Maghreb). Elle va dans certains cas de pair avec une méconnaissance des travaux disponibles dans d'autres langues et exprime aussi la difficulté à y accéder. Comme l'analyse de mon itinéraire l'illustre, ce n'est que relativement tardivement que mes recherches se sont réellement ouvertes à de nouveaux paradigmes disciplinaires en provenance du monde universitaire anglophone. Et encore, dans mon cas comme dans beaucoup d'autres, au moins jusqu'à la fin des années 2000, la présence de travaux anglophones se situe pour une bonne part de l'ordre des sources secondaires plutôt qu'au niveau de la construction des questionnements – à l'exception de mes travaux sur les cultures de l'urbanisme.

Il n'est pas anodin de noter par ailleurs une autre limitation de cette internationalisation. Contrairement à l'histoire ou à la sociologie, les études urbaines ou la géographie s'écrivent peu en arabe. Il existe certes des revues ou des ouvrages mais les langues de référence restent essentiellement le français et l'anglais. Ceci constitue une importante différence avec les zones hispanophones ou lusophones par exemple. Cela n'empêche pas que, par ailleurs, la documentation en langue arabe soit une ressource essentielle. Ma maîtrise limitée de cette langue, notamment à la lecture, constitue un handicap certain que je crois parvenir à contourner mais pas à totalement compenser.

¹¹ Je ne compte pas ici mes articles ou livres co-signés avec Taoufik Souami et Joe Nasr, qui appartiennent à des institutions universitaires françaises ou canadiennes même s'ils détiennent aussi les nationalités de pays du Sud.

Parler d'internationalisation francophone ne doit pas masquer la nature potentiellement inégalitaire des relations entre chercheurs de différentes nationalités. Ces relations sont en effet parfois marquées par une asymétrie dont le caractère structurel doit sans doute être reconnu. Ces inégalités proviennent d'abord, dans certains cas, d'une maîtrise incomplète de la langue française et de la rhétorique académique nécessaire – surtout dans un champ marqué par ses origines littéraires et rétifs au canevas dominant IMRD dans le monde des sciences expérimentales (Introduction / méthode / Résultats / discussion) – qui tend d'ailleurs à devenir plus fréquent aussi dans les SHS anglophones (Ollion 2011). L'inégal accès aux ressources documentaires et bibliographiques constitue un deuxième handicap que doivent surmonter les chercheurs des pays du Sud. La conséquence de cette situation est, dans de nombreux cas, un partage des rôles entre concepteur de la recherche et rédacteur des résultats, les enquêtes et/ou l'instrumentation étant souvent réservé aux équipiers du Sud. En raison des profils scientifiques très différents dans l'équipe de l'Atlas du Liban, il faut reconnaître que ce projet tombe en partie sous le coup de cette description. Les publications avec les collègues tunisiens y échappent en revanche largement.

Une troisième inégalité transparaît également dans les modalités du financement de la recherche. Traditionnellement, la recherche française était mieux dotée que ses partenaires des universités du Sud, induisant une relation de dépendance des universitaires du Sud aux centres français pour participer aux recherches et publier. Toutefois, les restrictions budgétaires, depuis une dizaine d'années, limitent cet effet. Dans certains cas, comme pour l'AUF, les nouvelles conditions de financement paritaires peuvent même l'inverser, la participation d'équipiers du Sud devenant une condition de financement du projet, les chercheurs français pouvant se retrouver en concurrence dans l'enrôlement des collègues efficaces qui, plus sollicités, peuvent se permettre de choisir. Une autre conséquence de l'affaiblissement des financements de la recherche française et de sa faible capacité à mobiliser des financements autres (européens en particulier) est un désintérêt des partenaires qui se tournent vers d'autres sources de financement, notamment l'expertise. Les nouvelles dispositions des projets ANR excluant le financement des partenaires tendent de leur côté à limiter les partenariats locaux.

Internationalisation et anglicisation

Prendre une définition plus restreinte de l'internationalisation en s'attachant à l'anglicisation de la recherche en SHS et en particulier des études urbaines révèle d'autres lignes de force et de tension dans la structuration du champ scientifique. Ne pouvant pour ce faire me livrer à une étude quantitativement objectivée, je vais tenter une telle lecture en me basant sur les étapes et les accidents de ma propre trajectoire d'anglophonisation. Si cette expérience subjective n'a pas de prétention à apporter des conclusions définitives, ses résultats permettront de livrer à tout le moins quelques remarques et hypothèses.

Si la francophonie a de beaux restes au sud de la Méditerranée, notamment au Maghreb et au Liban, elle est en repli, ou du moins supplantée par l'anglophonie en Egypte, en Syrie, en Palestine, en Turquie et évidemment n'a jamais été présente autrement que marginalement dans le reste du Machrek (Jordanie, Irak) et dans la péninsule arabique. Ce n'est pas que le français régresse toujours, notamment en chiffres absolus. Il progresse même dans plusieurs pays. Mais l'anglais est plus utile et davantage pratiqué, notamment dans l'enseignement supérieur, et à force devient plus attractif et certains francophones ne l'utilisent plus, voire principalement. L'Université américaine de Beyrouth est un bon exemple. Nombre de ses enseignants sont francophones, issus des meilleures écoles.

Mais après avoir réalisé une partie de leurs études en anglais, ils ont pris l'habitude de travailler et de publier dans cette langue. C'est particulièrement vrai au Liban et encore plus en Egypte et en Turquie, où le français est moins commun.

Trucs et astuces pour publier en anglais

La progression de l'anglais comme langue de recherche et de publication oblige les chercheurs francophones à s'y adapter. Germaniste et sans autre expérience de l'anglais que mes souvenirs de lycée à mon arrivée au Liban, je n'ai cessé de lire et de travailler dans cette langue lors de mes séjours sur place ou en Jordanie, expérimentant une mise à niveau progressive qui me donne désormais une maîtrise correcte (mais causant par contre-coup la perte de mon allemand). Bien plus que la lecture – même si celle-ci pose la question de l'identification et de l'accès aux ressources bibliographiques-, l'enjeu principal est l'expression orale et écrite et la maîtrise des codes académiques pour communiquer et surtout publier en anglais. Mon expérience de séminaires, colloques et congrès jusqu'aux publications permet d'illustrer quelques enjeux à ce propos.

Le format et les fonctions des rencontres scientifiques anglophones présentent plusieurs différences notables avec ce que l'on peut observer dans le système français et notamment dans les centres français du Sud de la Méditerranée. En premier lieu, ces derniers ont, en tant que laboratoires, une forte tradition d'animation scientifique et organisent et financent régulièrement dans ce cadre des rencontres (colloque ou séminaire) conclusives des projets de recherche ayant une forte dimension collective. Ce type de rencontres est moins fréquent dans le système universitaire anglophone, où l'organisation en laboratoires est rare. Ce sont, le plus fréquemment, les départements d'enseignement qui financent les chercheurs sur une base souvent individuelle pour se rendre à des manifestations scientifiques. Parfois, ils organisent un colloque : c'est ainsi que j'ai été invité à trois conférences de l'Université américaine de Beyrouth, en 1999 par le Center for Behavioural Studies, puis dans le cadre du cycle désormais annuel des City Debates du département d'architecture et d'urbanisme. Plus souvent, sont organisées de grandes conférences subdivisées en panels, et où les chercheurs s'inscrivent individuellement. Ainsi, l'organisation et le format même des événements qui rythment la vie scientifique révèlent, dans les deux systèmes, des logiques de financement et d'organisation de la recherche très distinctes, plus collectives dans la tradition des centres français, plus individuelles dans celle des institutions anglophones.

Le rapport à la publication est également très différent dans les deux cas. Ainsi, seule une de mes publications à l'une de ces conférences a-t-elle été publiée dans des actes de conférences ou de colloque (Verdeil 2004). Ces rencontres, quand bien même elles se structurent parfois en ateliers thématiques, fonctionnent en fait bien plus comme un banc d'essai en vue d'une publication ultérieure dans une revue, plus rarement dans un numéro thématique ou dans un livre issu dudit panel. C'est ainsi que je n'ai pas publié plusieurs textes pourtant proprement écrits, abusé par des promesses non réalisées de publication collective et me retrouvant tardivement, avec un texte conçu autour d'une question précise (et nourri d'un terrain consistant), délicat à reconvertir de ma seule initiative en texte pour une revue, ou en tout cas nécessitant un temps de retournement fort long et beaucoup d'opportunisme. Ce fut le cas pour mon texte issu de la conférence de 1999 à l'AUB, finalement publié dans un livre porté par des collègues francophones mais en anglais (Verdeil 2003), ainsi que pour un texte présenté lors d'une conférence de l'Association européenne d'histoire urbaine, en 2008, et publié en 2012 (Verdeil 2012b). Mais d'autres interventions sont restées non

publiées. Cette maîtrise du format et de la temporalité spécifique du cycle de la publication est un élément très troublant pour le chercheur français qui n'en maîtrise pas correctement les codes.

Un de ces ratés dans mes tentatives de conversion d'une communication en publication en anglais aide à comprendre d'autres paramètres, qui tiennent au rapport à la théorie et à l'articulation théorie/empirie. Une communication présentée à Oxford en 2008, lors d'un colloque du Lebanese Studies Centre, fournit une première illustration. Consacrée à la crise des services urbains d'eau potable et d'électricité, et nourrie d'informations riches et nouvelles collectées lors de plusieurs séjours de terrain, elle devait trouver sa place dans un numéro thématique accepté, en principe, par la revue *Arab World Geographer*. Qui, faute d'enthousiasme des participants qui trainèrent à rendre leur copie, et faute aussi d'énergie de l'éditrice scientifique, ne vit jamais le jour. Ce fut certainement une erreur que de ne pas soumettre malgré tout mon texte à cette revue. Mon idée était alors de publier cet article dans une revue moins « régionale » et bénéficiant d'une meilleure visibilité¹².

Alors que je cherchais à le recycler, plusieurs réactions critiques me firent mesurer le fossé entre un article empiriquement solide « à la française » et les standards des *urban studies*. Lors d'un séminaire à l'Université Ben Gourion de Beersheva où j'avais été invité, mon papier fut sévèrement discuté par un anthropologue arabe israélien, qui n'hésita pas à lire une « inclination romantique coloniale » dans mon récit du relatif succès d'EDF, sous-traitant pour l'entreprise nationale EDL, associé à la police libanaise, dans son entreprise d'éradication de la fraude électrique à Beyrouth – un récit dont on lira l'équivalent dans un article publié en français dans la revue *Tiers Monde* à la même époque, et qui reprenait plusieurs points de cette analyse (Verdeil 2009b). Critiquant mon usage des statistiques comme une manière de reproduire inconsciemment les schèmes de domination de l'Etat sur ses citoyens-sujets, ce lecteur finissait par s'étonner de ne pas trouver, chez un géographe français, de références à Henri Lefebvre, Michel Foucault ou Pierre Bourdieu. Je restai pratiquement sans voix face à un tel déluge de critiques, qui illustraient ma très grande impréparation à la recherche critique ou radicale telle qu'elle est pratiquée outre-Manche et outre-Atlantique, et par extension sur les campus d'obédience américaine au Moyen-Orient. En sondant des géographes anglophones invités au séminaire Villes territoires mondialisations que nous organisions à l'ENS à Lyon, je reçus des commentaires moins vexants, et plus encourageants concernant la qualité des matériaux de terrain, mais d'où ressortait également une claire insuffisance de l'accrochage théorique de l'article – et à des discussions en cours dans l'*academia* géographique anglophone, ainsi qu'un trop grand foisonnement thématique. Le chantier resta en l'état, le matériau de terrain vieillissait, me poussant à explorer d'autres thèmes. Finalement, c'est par le biais d'un panel intitulé « Urban politics on the grid », organisé par deux jeunes géographes « anglais », qu'une version révisée, sérieusement « théorisée », va prochainement voir le jour, non pas dans une revue mais dans un livre collectif (Verdeil 2015). Le processus de révision, plus léger que dans une revue, m'a quand même obligé à significativement renforcer l'ancrage théorique du texte. Heureusement, la participation aux recherches sur les politiques électriques dans les villes du Sud et du Nord, avec le groupe du LATT, m'avait entretemps permis d'être à jour sur ce corpus théorique, peu développé en français mais en plein boom en anglais.

¹² A l'époque, *Arab World Geographer* n'était que très modestement distribué, et pas accessible en ligne. Aujourd'hui distribué par Metapress, et disponible en ligne via cet éditeur de second rang, cette revue reste « un second choix », où j'ai toutefois publié un autre texte récemment (Rocher & Verdeil 2013b).

En contrepoint de cette saga, deux expériences positives permettent de pointer des éléments de tactique permettant de percer et de faire accepter des articles dans des revues de langue anglaise. La première concerne l'article « The Contested Energy Future of Amman, Jordan: Between Promises of Alternative Energies and a Nuclear Venture », paru dans *Urban Studies*. Là encore, le processus est édifiant : il s'agit de la reprise, modifiée, d'un texte présenté initialement lors d'un séminaire intitulé Urban Energy Transition, organisé par le LATTs en 2009, regroupant des chercheurs de multiples nationalités. La revue *Urban Studies* avait accepté le principe d'un dossier thématique. Mon texte traitait les situations du Liban et de la Jordanie. Mais les suggestions des coordonnateurs et les impératifs de longueur me firent réécrire le texte en me centrant sur mes enquêtes en Jordanie, dans lequel je suivais largement un texte paru entretemps en français pour le matériau empirique, mais relu et restructuré en fonction d'un cadrage théorique nouveau pour moi sur la gouvernance multiniveaux et la politique des échelles (*politics of scale*). Mon texte articulait trois études de cas, sur Amman, Maan et Irbid. Mais si l'un des relecteurs manifesta globalement son accord, le second fut beaucoup plus réservé, critiqua le rassemblement trop lâche à son goût des trois cas et pointa la nécessité d'une approche plus critique et même « hétérachique ». Il m'invitait à me concentrer sur le cas d'Amman et implicitement, à aborder un « grand projet » qui occupait alors l'actualité jordanienne, sur lequel je disposais de peu d'éléments même si je l'avais ponctuellement abordé lors de mon terrain : le projet de construction d'une centrale nucléaire dans ce pays. M'appuyant sur une lecture très serrée de la presse et des publications en ligne d'une mobilisation écologique multiforme dans la foulée de la catastrophe de Fukushima et des printemps arabes, j'intégrai cette controverse dans mon texte, délaissant d'autres débats plus provinciaux et moins spectaculaires¹³. Je reformulai également totalement mon cadre d'analyse pour le rendre plus « hétérachique ». L'exercice ne fut pas inutile : non seulement l'article fut accepté, mais cet effort théorique m'ouvrit quelques portes. En réalité, la frustration vient ici de ce que la première version de ce texte était certainement intéressante aussi et aurait très bien pu être publiée dans une autre revue. L'exemple livre plusieurs enseignements : l'important est de construire une bonne rhétorique, correspond aux attentes des relecteurs de la revue. La qualité du travail empirique (même si je crois n'avoir pas raconté trop de bêtises) reste un élément secondaire par rapport au fait de pouvoir mettre en avant des cas spectaculaires (ici, une grande métropole, et un projet extraordinaire d'une centrale nucléaire en plein désert, plutôt que la gestion provinciale de l'électrification en zone pauvre, ou la construction encore incertaine d'une centrale solaire dans une petite ville sans relief). En second lieu, le fait de participer dans ce cas à un dossier thématique était un atout, puisque Jonathan Rutherford, le co-éditeur scientifique, m'a beaucoup aidé et soutenu dans la reprise de mon texte.

Un troisième exemple illustre une dernière stratégie possible et permet aussi de nuancer ces expériences pesantes (même si au final, elles ont quand même débouché sur des publications). Mes publications sur l'histoire de l'urbanisme au Moyen-Orient ont, par opposition aux exemples précédents, presque essentiellement été publiées en anglais. Cela est dû, pour une part, à la faiblesse de ce champ en France, en tout cas dans le domaine des revues. Pour une autre part, cela renvoie probablement à des pratiques moins exclusives et moins théorisantes des historiens de la ville et de l'urbanisme. Le fait est que la revue *Planning Perspectives* a accepté mon travail sur Ecochard au Liban et en Syrie avec peu de modifications. Ce texte était, il est vrai, construit autour d'un véritable apport théorique, présenté dans une première partie, mais il reposait sur des travaux et des sources

¹³ Sur lesquels j'avais réuni des matériaux de première main (entretiens avec des maires et des activistes locaux, recueillis en langue arabe).

d'inspiration largement francophones, ce qui ne fut pas du tout critiqué. Enfin, troisième élément favorable, ces travaux se sont inscrits dans un partenariat avec un réseau de chercheurs anglophones, dont notamment Joe Nasr, co-directeur du livre collectif qui accepta mon premier article en anglais (et qui m'aida beaucoup à le mettre en forme, tant linguistiquement que rhétoriquement), et qui m'a également invité à co-écrire un gros article sur Beyrouth et ses reconstructions pour l'ouvrage de référence *The Islamic City* (2008). Je pense que ce parrainage a joué un rôle non négligeable dans la fortune de ces textes, et continue du reste à produire son effet, puisqu'un autre texte commun est en cours d'écriture pour un *handbook* intitulé *Planning history beyond the west* (sous dir. Carola Hein).

On peut tirer, à titre de conclusion, plusieurs leçons du récit des vicissitudes de ces publications en anglais :

- La première est la nécessité d'un travail d'acculturation scientifique aux paradigmes anglophones dominants, par un travail de lecture régulier. Dans cette perspective, ma contribution à la définition d'une politique d'acquisition de la bibliothèque sur la longue durée a représenté un atout dont je mesure aujourd'hui l'importance. La bibliothèque Diderot de Lyon, à qui j'ai adressé six ou sept fois par des listes de suggestions – y compris, mais pas uniquement bien sûr, en anglais, et qui avait les moyens de les acheter, constitue ainsi à mon avis une bibliothèque de référence dans ce domaine. De manière connexe, il convient d'essayer de maîtriser les codes et les références dominantes à l'échelle du champ mais aussi à l'échelle de petits collectifs comme les revues – mais c'est évidemment un travail de décodage très délicat et qui suppose non seulement d'avoir accès aux revues – la situation lyonnaise n'est ici qu'à moitié satisfaisante – mais d'avoir le temps de les lire et de suivre l'actualité des parutions de son domaine. Le décalage observé entre les pratiques en histoire de l'urbanisme et dans les études urbaines montre aussi le caractère très local de ces critères, ce qui doit aussi conduire à relativiser certains blocages et inciter à ne pas hésiter à changer de revue en cas de refus incompréhensible. Mais là aussi, cette tactique demande du temps.
- Un deuxième enseignement consiste dans la nécessité de s'insérer dans des réseaux thématiques et de participer à des activités scientifiques internationales telles que les colloques et conférences, pour ensuite pouvoir espérer être partie intégrante des numéros thématiques et des livres.
- Un troisième enseignement est de privilégier une stratégie de publication progressive et modeste. Il ne faut sans doute pas hésiter à s'adresser à des revues régionales ou de second rang, moins bien considérées, mais à l'accès plus facile. D'une part, ces critères de réputation des revues sont très largement autoréalisateurs, et les taux de rejet élevés s'expliquent au moins autant par l'abondance des soumissions et la nécessité d'écarter une proportion élevée d'entre elles que par leur qualité objective. En tout cas, de nombreuses études montrent que même dans une revue de référence, les citations sont très inégalement distribuées et renvoient largement à des considérations externes, telles que la mode ou l'actualité. D'autre part, l'existence de textes éventuellement plus empiriques dans de telles revues peut permettre de faire connaître un travail, de s'y référer pour des aspects détaillés et progressivement de bénéficier d'une reconnaissance rendant plus aisé l'accès aux revues disciplinaires de référence. Enfin, et cet argument souligne ce qui a été dit sur l'édition

scientifique numérique, un bon usage des archives ouvertes peut permettre malgré tout une circulation de textes publiés dans des revues de « second rang ».

- A un niveau plus collectif, il paraît aussi évident qu'une pénétration plus forte des travaux francophones dans les revues de référence implique aussi un entrisme dans les revues et organes d'édition anglophones.

Conclusion. La recherche urbaine d'une rive de la Méditerranée à l'autre : quelles communautés épistémiques ?

En définitive, la géographie mouvante et complexe que dessinent mes partenariats de recherche et l'histoire de mes publications n'illustre pas seulement des allers et retours entre le sud et le nord de la Méditerranée. Elle permet de dégager les contours de collectifs de recherche aux logiques de composition différentes et où la construction de thèmes pertinents de la recherche n'obéit pas aux mêmes critères. Les questions publiques qui se posent dans les espaces de référence ne sont pas les mêmes, ni dans la manière dont elles s'articulent avec une demande sociale (dont les logiques de visibilité sont d'ailleurs à questionner), ni dans la façon dont elles sont transposées en questions scientifiques. Le principal constat que l'on peut en dégager est un paradoxe. Alors que, dans ces allées et venues, mes objets de recherche, au sens concret, évoluent relativement peu (pour le dire vite, la gestion des services urbains et en particulier l'électricité), il m'a fallu à chaque fois effectuer un important travail d'ajustement pour faire pièce à la divergence des corpus théoriques considérés. Un deuxième fait notable réside dans la « nationalité », si j'ose dire, ou du moins l'ancrage linguistique, des questions de recherche ainsi posées.

Du Golfe à l'Océan, une très grande diversité de contextes politiques et sociaux sont couverts par les chercheurs francophones travaillant sur le monde arabe. Ces travaux définissent une communauté qu'on pourrait qualifier d'épistémique, partageant un ensemble relativement unitaire de références de sciences sociales francophones. Cette tradition pluridisciplinaire s'incarne par exemple dans une institution comme la *Revue d'étude du monde musulman et de la Méditerranée*, dont un éditorial récent définissait ainsi le projet comme le pari d'un enrichissement réciproque qui, sans céder à la facilité, ni négliger l'importance des débats théoriques, favorise un décloisonnement des pratiques de recherche (Longuenesse & Siino 2005). Cette communauté unit par la langue et ce projet pluridisciplinaire forme un nombre encore significatif même si elle est aujourd'hui en phase de rétraction.

Il me semble – mais c'est plus une intuition qu'une certitude basée sur des faits – que malgré la richesse et le dynamisme de cet ensemble, et peut être à cause de sa cohérence pluridisciplinaire et linguistique, les formes de dialogue entre cette communauté et les chercheurs d'autres aires linguistiques sont relativement limitées. Ce n'est pourtant pas une méconnaissance de la langue anglaise qui est ici en cause, une bonne partie de ces recherches se faisant au moins partiellement en anglais lors des enquêtes de terrains. La question est plutôt celle d'un non-partage de la littérature, et ceci d'ailleurs dans les deux sens : les anglophones méconnaissant un corpus de travaux riches et variés (et les principales questions qui y sont débattues) alors que les francophones lisent les travaux anglophones surtout dans une perspective utilitaire et monographique sur le ou les terrains qui les intéressent mais sans engagement dans les débats théoriques plus larges qui fondent ces travaux anglophones.

Je pense que cette idée se vérifie particulièrement pour les praticiens des études urbaines au sein de cet ensemble plus large – même si les limites ne sont pas claires – notamment en raison du rôle structurant joué par les instituts français et leurs observatoires urbains (cf. chapitre un), et malgré les riches collaborations établies dans des pays comme l’Égypte, le Liban ou la Turquie. Deux récentes initiatives éditoriales montrent la volonté de faire évoluer cette situation, et même temps confirment dans leur contenu même, ce dialogue limité. Il s’agit de deux numéros de la revue *Built Environment*, coordonnés respectivement par Pierre-Arnaud Barthel et consacré aux Arab Megaprojects, et par Roman Stadnicki, Leïla Vignal et Pierre-Arnaud Barthel encore, sur les dimensions urbaines des révolutions arabes. Même si on y trouve quelques publications d’anglophones, il s’agit majoritairement de chercheurs francophones publiant en anglais. Cette revue pratiquant un système de *peer review* délégué, les évaluations d’articles ont manifestement été faites principalement par d’autres chercheurs francophones et la structure des textes reflète un mode d’écriture « à la française », avec une forte dimension empirique et un ancrage théorique relativement modeste et peu anglophone. Ces initiatives ont le grand intérêt de porter à la connaissance et de mettre à la disposition d’un public anglophone des travaux francophones et à ce titre elles sont à saluer. La première d’entre elles commencent à recevoir un nombre appréciable de publication, selon les indications fournies par Google Scholar. Elles illustrent aussi la stratégie évoquée ci-dessus de conquête des positions dans les comités de rédaction, puisque Pierre-Arnaud Barthel a été invité au sein de celui de cette revue. Mais elles exemplifient aussi, on le voit bien, certaines limites de ce dialogue.

Ce relatif autocentrage contraste à mon sens avec les formes d’internationalisation qu’on peut observer dans les deux autres collaborations de recherche dans lesquelles je me suis engagé, avec le LATTS d’un côté et le CIREP-PACTE de l’autre. Celles-ci s’inscrivent dans des univers théoriques différents, univers eux-mêmes fortement internationalisés et où les chercheurs français discutent frontalement les paradigmes disciplinaires ou thématiques dominants, notamment en langue anglaise.

Dans ce contexte scientifique, la spécificité de ma trajectoire peut sans doute être décrite comme celle d’un importateur de questions et de débats venant des études urbaines ou de la géographie dans un champ des études du monde arabe où je dispose des codes pour construire des articulations. Cela a été le cas pour la question des services urbains ou celle du développement durable avec Pierre-Arnaud Barthel. Inversement, le travail de formalisation des innovations ou des propositions théoriques que les exemples du monde arabe peuvent introduire dans des débats disciplinaires reste à accomplir – et c’est l’un des enjeux du présent travail d’habilitation que de s’y essayer.

Références citées

- Akl, Z. & Davie, M.F. éd., 1999. *Questions sur le patrimoine architectural et urbain au Liban*, Tours, France, Liban: Université Francois Rabelais, URBAMA.
- Allès, C., 2010. La réforme du secteur de l'eau au Liban-Sud face à l'urgence de la reconstruction après la guerre de juillet 2006. *É. Verdeil, éd. Géocarrefour*, 85(2), p.141 - 151.
- Bakhos, W. et al., 2004. L'atlas des localités du Liban : méthode d'établissement et premiers apports d'une base de données des unités cartographiques élémentaires du Liban. *Lebanese Science Journal*, 5(2), p.37 - 56.
- Bennasr, A., Megdiche, T. & Verdeil, É., 2013. Sfax, laboratoire du développement urbain durable en Tunisie? *Environnement Urbain/Urban Environment*, 7, p.a83 - a98.
- Bennasr, A. & Verdeil, É., 2014. An 'Arab Spring' for Corporatization? Tunisia's National Electricity Company (STEG). In D. MacDonald, éd. *Rethinking Corporatization: Public Utilities in the Global South*. London/New York: Zed Books Ltd, p. 88 - 106.
- Bennasr, A. & Verdeil, É., 2009. Gestion publique de l'eau potable, développement urbain durable et Majel-s (citernes d'eau pour l'eau de pluie) à Sfax en Tunisie. *Flux*, (76-77), p.38 - 50.
- Beyhum, N., Salam, A. & Tabet, J. éd., 1993. *Beyrouth: construire l'avenir, reconstruire le passé?*, Beyrouth: Urban Research Institute.
- Bolzon, H., Rocher, L. & Verdeil, É., 2013. Transitions énergétiques multiples et contradictoires à Sfax (Tunisie). *Flux*, N° 93 - 94(3), p.77 - 90.
- Bontemps, V., 2012. *Ville et patrimoine en Palestine: une ethnographie des savonneries de Naplouse*, Paris: Karthala IISMM.
- Cavallo, D., 2009. Revues.org : l'invention de l'édition électronique scientifique, entre libre accès et modèle économique pérenne. *Mémoires du livre / Studies in Book Culture*, 1(1). Available at: <http://id.erudit.org/iderudit/038638ar> [Consulté le novembre 18, 2013].
- Choplin, A., 2012. Désoccidentaliser la pensée urbaine - Métropolitiques. *Métropolitiques*. Available at: <http://www.metropolitiques.eu/Desoccidentaliser-la-pensee.html> [Consulté le novembre 2, 2012].
- Combes, L. & Verdeil, E., 1997. Le regard d'un géographe allemand sur Beyrouth en 1967. In J.-L. Arnaud, éd. *Beyrouth, Grand Beyrouth*. Cahiers du CERMOC. Beyrouth, Grand Beyrouth. Beyrouth: CERMOC, p. 171 - 184. Available at: <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00617974/fr/> [Consulté le septembre 16, 2011].
- Coutard, O., 2008. Placing splintering urbanism: Introduction. *Geoforum*, 39(6), p.1815 - 1820.
- Dacos, M., 2009. La conversation silencieuse. Available at: <http://blog.homonumericus.net/article191.html> [Consulté le février 29, 2012].
- Dassa, M., 2011. RIBAC, premiers résultats de l'enquête 2010.
- David, J.-C. & Baker, F., 1997. Le bureau, lieu de travail entre audience publique et fonction technique (à Alep). In H. D. Taïeb, J.-C. David, & R. Bekkar, éd. *Espaces publics, paroles*

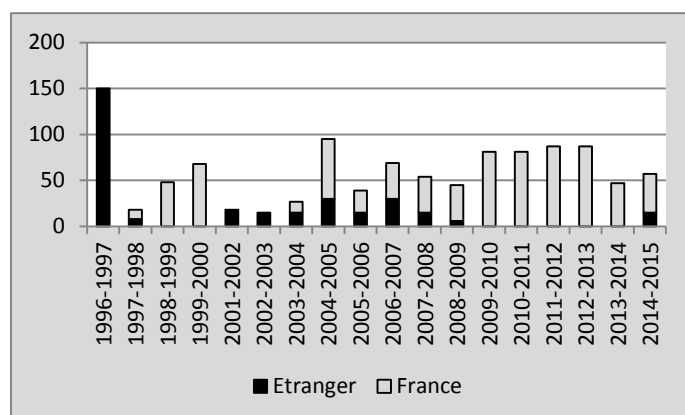
- publiques au Maghreb et au Machrek*. Comprendre le Moyen-Orient. Paris: L'Harmattan, p. 51-67.
- Deboulet, A., 2000. *L'eau en milieu urbain dans le monde arabe*, Tours: URBAMA.
- Durand-Dastès, F., 2007. Un envahisseur linguistique : l'Anglo-saxon. *Cybergeo : European Journal of Geography*. Available at: <http://cybergeo.revues.org/11933> [Consulté le octobre 1, 2014].
- Gabillet, P., 2010. Le commerce des abonnements aux générateurs électriques au Liban E. Verdeil, éd. *Géocarrefour*, 85(2), p.153-163.
- Gingras, Y., 2008. *La fièvre de l'évaluation de la recherche. Du mauvais usage de faux indicateurs*, Sheerbrooke: Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie. Available at: http://www.cirst.uqam.ca/Portals/0/docs/note_rech/2008_05.pdf.
- Gunthert, A., 2010. Why Blog ? In *The Read/Write Book*. Marseille: CLEO, p. 167-171. Available at: <http://cleo.revues.org/174> [Consulté le mars 30, 2010].
- Jaglin, S., 2005. *Services d'eau en Afrique subsaharienne : la fragmentation urbaine en question*, Paris: CNRS éditions.
- Longuenesse, É. & Siino, F., 2005. Aires culturelles et pluridisciplinarité : quel enjeu pour les sciences sociales ? *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, (105-106), p.7-12.
- Lorrain, D. éd., 2011. *Métropoles XXL en pays émergents*, Paris: Presses de SciencesPo.
- Montès, C., Verdeil, E. & Eckert, D., 2009. Reconstruire la liste AERES des revues en Sciences Humaines et Sociales. *Géocarrefour*. Available at: <http://geocarrefour.revues.org/7007> [Consulté le décembre 9, 2011].
- Nasr, J. & Padilla, M., 2004. *Interfaces : agricultures et villes à l'Est et au Sud de la Méditerranée*, Jounieh/Beyrouth: DELTA/IFPO.
- Ollion, É., 2011. De la sociologie en Amérique. *Sociologie*, (N°3, vol. 2). Available at: <http://sociologie.revues.org/1016> [Consulté le janvier 11, 2012].
- Robinson, J., 2006. *Ordinary cities : between modernity and development*, London ;New York: Routledge.
- Robinson, J., 2003. Postcolonialising Geography: Tactics and Pitfalls. *Singapore Journal of Tropical Geography*, 24(3), p.273-289.
- Rocher, L. & Verdeil, É., 2013a. Energy Transition and Revolution in Tunisia: Politics and Spatiality. *The Arab World Geographer*, 16(3), p.276-298.
- Rocher, L. & Verdeil, É., 2013b. Energy Transition and Revolution in Tunisia: Politics and Spatiality. *The Arab World Geographer / Le géographe du monde arabe*, 16(3), p.277-298.
- Roncayolo, M., 2002. Les murs après les murs. In *Lectures de villes : formes et temps*. Collection Eupalinos. Série Culture, histoire et société, ISSN 1298-2830. Marseille: Éd. Parenthèses, p. ??
- Roncayolo, M. & Blais, J.-C., 1999. *Martigues: regards sur un territoire méditerranéen*, Marseille, France: Éd. Parenthèses.

- Roy, A., 2009. The 21st-century metropolis: new geographies of theory. *Regional Studies*, 43(6), p.819–830.
- Ruppert, H., 1999. *Beyrouth, une ville d'orient marquée par l'occident*, Beyrouth: Centre d'Etudes et de Recherches sur le Moyen-Orient Contemporain.
- Saunier, P.-Y., 2005. Épilogue : à l'assaut de l'espace transnational de l'urbain, ou la piste des mobilités. É. Verdeil, éd. *Géocarrefour*, 80(3), p.249-253.
- Scherrer, F., 2006. L'accès différencié aux services urbains en réseau : proposition d'un cadre analytique. In *L'accès aux services urbains en réseau dans les villes libanaises*. L'accès aux services urbains en réseau dans les villes libanaises. Beyrouth: Environnement Ville Société UMR 5600. Available at: <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00120910> [Consulté le janvier 25, 2013].
- Seurat, M., 1989. *L'État de barbarie*. G. Kepel & O. Mongin, éd., Paris: Éd. du Seuil. Available at: <http://www.sudoc.fr/001544268> [Consulté le avril 30, 2012].
- Verdeil, É., 2015. Beirut, metropolis of darkness and the politics of urban electricity grids. In A. Luque-Ayala & J. Silver, éd. *Geographies of the Electric City*. London: Ashgate, p. forthcoming. Available at: <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00858126> [Consulté le avril 13, 2015].
- Verdeil, É., 2006. Cartographies du conflit israélo-libanais sur le web : bombardements et destructions. *M@ppemonde*, 83(3). Available at: <http://mappemonde.mgm.fr/num11/internet/int06303.html> [Consulté le décembre 4, 2013].
- Verdeil, É., 2009a. Dar al-Handasah. In P.-Y. Saunier & I. Akira, éd. *The Dictionary for transnational history*. Palgrave-McMillan.
- Verdeil, É. éd., 2010. Dossier thématique : Services urbains en réforme dans le monde arabe. *Géocarrefour*, (Vol. 85/2), p.99-162.
- Verdeil, É., 2013a. Du vent et des protestations dans les collines de Bizerte. *Rumor*. Available at: <http://rumor.hypotheses.org/3279> [Consulté le juillet 10, 2013].
- Verdeil, É., 2009b. Electricité et territoires : un regard sur la crise libanaise. *Revue Tiers Monde*, 198, p.421-438.
- Verdeil, É., 2008. Géopolitiques de l'électricité au Machrek. *Maghreb Machrek*, 195, p.107-128.
- Verdeil, É., 2001. La limite ville-campagne dans les projets d'aménagement de la région parisienne de 1919 à 1939. In *Aux débuts de l'urbanisme français. Regards croisés de scientifiques et de professionnels (fin XIX-début XXème siècle)*. Aux débuts de l'urbanisme français. Regards croisés de scientifiques et de professionnels (fin XIX-début XXème siècle). Paris: L'Harmattan, p. 205-215. Available at: <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00617989> [Consulté le octobre 23, 2013].
- Verdeil, É., 2011a. Le développement urbain durable dans la Tunisie post-Ben Ali. *Rumor*. Available at: <http://rumor.hypotheses.org/1560> [Consulté le juin 22, 2011].
- Verdeil, É., 1995. Les entrées de ville de Martigues. *Mappemonde*, (3), p.32-26.
- Verdeil, É., 2005. Les territoires du vote au Liban. *M@ppemonde*, 78(2), p.1-24.

- Verdeil, É., 2004. Methodological and Political Issues in the Lebanese Planning Experiences. In *The Lebanese National Master Plan*. Conference City Debates, 2003 Proceedings. Beirut: American University in Beirut, p. 16-22. Available at: <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00002801> [Consulté le octobre 1, 2014].
- Verdeil, É., 2012a. Métropoles XXL : repenser le développement urbain à partir des réseaux d'infrastructure ? Available at: <http://www.metropolitiques.eu/Metropoles-XXL-repenser-le.html> [Consulté le décembre 29, 2014].
- Verdeil, É., 2012b. Michel Ecochard in Lebanon and Syria (1956-1968). The spread of Modernism, the Building of the Independent States and the Rise of Local professionals of planning. *Planning Perspectives*, 27(2), p.243-260.
- Verdeil, É., 2003. Politics, Ideologies and Professional Interests : Foreign versus local experts in Lebanon during the mandate of Fouad Chehab. In *Imported or Exported Urbanism?*. Chichester: Wiley, p. 290-315.
- Verdeil, É., 2013b. The Contested Energy Future of Amman, Jordan: Between Promises of Alternative Energies and a Nuclear Venture. *Urban Studies*, (Online First). Available at: <http://usj.sagepub.com/content/early/2013/08/21/0042098013500085> [Consulté le août 23, 2013].
- Verdeil, É., 2014. The Energy of Revolts in Arab Cities: The Case of Jordan and Tunisia. *Built Environment*, 40(1), p.128-139.
- Verdeil, É., 2011b. Villes arabes en révolution : quelques observations - Métropolitiques. *Métropolitiques*. Available at: <http://www.metropolitiques.eu/Villes-arabes-en-revolution.html> [Consulté le juin 22, 2011].
- Verdeil, É., 2011c. Villes, énergie et développement durable en Jordanie : entre néolibéralisme et improbable décentralisation. In P.-A. Barthel & L. Zaki, éd. *Expérimenter la « ville durable » au sud de la Méditerranée. Chercheurs et professionnels en dialogues*. Villes et territoires. La Tour-d'Aigues: Editions de l'Aube, p. 291-319. Available at: <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00460974>.
- Verdeil, É., Faour, G. & Velut, S., 2007. *Atlas du Liban. Territoires et société*, Beyrouth: IFPO. Available at: <http://ifpo.revues.org/402>.
- Zepf, M. et al., 2008. *Les services urbains en réseau à l'épreuve des villes rétrécissantes : l'évolution des réseaux d'eau et d'assainissement à Berlin—Brandebourg*, Grenoble: Institut d'urbanisme de Grenoble, PACTE, CNRS.

Annexe 1 : Récapitulatif des enseignements

| Niveau d'enseignement | Nombre d'heures effectives |
|--------------------------------|----------------------------|
| Licence 1 | 24 |
| Licence 2 | 8 |
| Licence 3 | 247 |
| M1 | 397 |
| M2 | 315 |
| Formation doctorale U. de Lyon | 80 |
| Autre (formation continue) | 15 |
| Total général | 1086 |



Note sur la comptabilisation des heures : il n'a pas été tenu compte de la distinction CM/TD, qui est d'après mon expérience très largement un outil de gestion comptable qu'une réalité pédagogique. Par ailleurs, la restitution de mes heures d'enseignement à l'ALBA est arbitraire, la nature de ma charge n'incluant en réalité que peu de cours par rapport aux fonctions administratives et de tutorat.

| Année universitaire | Institution | Diplôme | Intitulé | nombre d'heures effectives |
|----------------------------|--------------------------------------|--|--|-----------------------------------|
| 2014-2015 | ScPO Paris | M1 Governing the large metropolis | Capstone: Alternative Strategies for a gentrified neighborhood in Beirut | 24 |
| 2014-2015 | ScPO Paris | M1 Governing the large metropolis | Mediterranean and Middle Eastern Cities | 12 |
| 2014-2015 | Paris Sorbonne Abu Dhabi | M1 Town Planning | Urban Geography | 15 |
| 2014-2015 | Université Lyon 2 - IUL | M2 Recherche | Méthodologie Documentation Bibliographie numériques | 6 |
| 2013-2014 | ScPO Paris | M1 Governing the large metropolis | Mediterranean and Middle Eastern Cities | 10 |
| 2013-2014 | Institut d'Etudes Politiques de Lyon | Master 1 Coopération Développement Moyen Orient | Urbanisme et coopération dans le monde arabe | 10 |
| 2013-2014 | Université Lyon 2 - IUL | M2 Recherche | Méthodologie Documentation Bibliographie numériques | 6 |
| 2013-2014 | Université Lyon 2 - IUL | L3 Urbanisme | Politiques d'aménagement comparées: les pays du Sud | 21 |
| 2012-2013 | Institut d'Etudes Politiques de Lyon | Master 1 Coopération Développement Moyen Orient | Urbanisme et coopération dans le monde arabe | 10 |
| 2012-2013 | Université de Lyon (PRES) | Ecole doctorale | Enjeux de la publication numérique pour les chercheurs | 20 |
| 2012-2013 | Université Lyon 2 - IUL | M2 Recherche | Méthodologie Documentation Bibliographie numériques | 6 |
| 2012-2013 | Université Lyon 2 - IUL/ENTPE | M2 recherche | Ville réseau Ville Territoire | 12 |
| 2012-2013 | Université Lyon 2 - IUL | L3 Urbanisme | Politiques d'aménagement comparées: les pays du Sud | 21 |
| 2012-2013 | ENS de Lyon | Master 1 | Villes Territoires Mondialisation (avec Myriam Houssay Holzschusch) | 18 |
| 2011-2012 | Institut d'Etudes Politiques de Lyon | Master 1 Coopération Développement Moyen Orient | Urbanisme et coopération dans le monde arabe | 10 |
| 2011-2012 | Université de Lyon (PRES) | Ecole doctorale | Enjeux de la publication numérique pour les chercheurs | 20 |
| 2011-2012 | Université Lyon 2 - IUL | M2 Recherche | Méthodologie Documentation Bibliographie numériques | 6 |
| 2011-2012 | Université Lyon 2 - IUL/ENTPE | M2 recherche | Ville réseau Ville Territoire | 12 |

| | | | | |
|-----------|--------------------------------------|--|---|----|
| 2011-2012 | Université Lyon 2 - IUL | L3 Urbanisme | Politiques d'aménagement comparées: les pays du Sud | 21 |
| 2011-2012 | ENS de Lyon | Master 1 | Villes Territoires Mondialisation (avec Myriam Houssay Holzschusch) | 18 |
| 2010-2011 | Institut d'Etudes Politiques de Lyon | Master 1 Coopération Développement Moyen Orient | Urbanisme et coopération dans le monde arabe | 10 |
| 2010-2011 | Université de Lyon (PRES) | Ecole doctorale | Enjeux de la publication numérique pour les chercheurs | 20 |
| 2010-2011 | Université Lyon 2 - IUL/ENTPE | M2 recherche | Ville réseau Ville Territoire | 12 |
| 2010-2011 | Université Lyon 2 - IUL | L3 Urbanisme | Politiques d'aménagement comparées: les pays du Sud | 21 |
| 2010-2011 | ENS de Lyon | Master 1 | Villes Territoires Mondialisation (avec Myriam Houssay Holzschusch) | 18 |
| 2009-2010 | Institut d'Etudes Politiques de Lyon | Master 1 Coopération Développement Moyen Orient | Urbanisme et coopération dans le monde arabe | 10 |
| 2009-2010 | Université Lyon 2 - IUL/ENTPE | M2 recherche | Ville réseau Ville Territoire | 12 |
| 2009-2010 | Université Lyon 2 - IUL | L3 Urbanisme | Politiques d'aménagement comparées: les pays du Sud | 21 |
| 2009-2010 | Université de Lyon (PRES) | Ecole doctorale | Enjeux de la publication numérique pour les chercheurs | 20 |
| 2009-2010 | ENS de Lyon | Master 1 | Villes Territoires Mondialisation (avec Myriam Houssay Holzschusch) | 18 |
| 2008-2009 | Université Lyon 2 - IUL | L3 Urbanisme | Politiques d'aménagement comparées: les pays du Sud | 21 |
| 2008-2009 | Université de Sfax | Master 1 | Urbanisme et environnement | 6 |
| 2008-2009 | ENS de Lyon | Master 1 | Villes Territoires Mondialisation (avec Myriam Houssay Holzschusch) | 18 |
| 2007-2008 | Université Lyon 2 - IUL | L3 Urbanisme | Politiques d'aménagement comparées: les pays du Sud | 21 |
| 2007-2008 | ENS de Lyon | Master 1 | Villes Territoires Mondialisation (avec Myriam Houssay Holzschusch) | 18 |
| 2007-2008 | Université libanaise | Master 2 Urbanisme | Les professionnels de l'urbanisme dans le monde arabe | 15 |
| 2006-2007 | Université Lyon 2 - IUL | L3 Urbanisme | Politiques d'aménagement comparées: les pays du Sud | 21 |
| 2006-2007 | ENS de Lyon | Master 1 | Villes Territoires Mondialisation | 18 |
| 2006-2007 | Université Mohamed V - Rabat | Master Aménagement Environnement | Histoire et théories de l'urbanisme | 15 |

| | | | | |
|-----------|--|----------------------------------|---|----|
| 2006-2007 | Université libanaise | Master 1 Urbanisme | Méthodes d'analyse urbaine | 15 |
| 2005-2006 | Université Lyon 2 - IUL | L3 Urbanisme | Politiques d'aménagement comparées: les pays du Sud | 21 |
| 2005-2006 | Ecole nationale des travaux publics de l'Etat | M1 | Les professionnels de l'urbanisme dans le monde arabe | 3 |
| 2005-2006 | Université libanaise | Master 1 Urbanisme | Méthodes d'analyse urbaine | 15 |
| 2004-2005 | Université libanaise | Master 2 Urbanisme | Les professionnels de l'urbanisme dans le monde arabe | 15 |
| 2004-2005 | Université libanaise | Master 1 Urbanisme | Méthodes d'analyse urbaine | 15 |
| 2004-2005 | ENS de Lyon | Master 1 | Villes Territoires Mondialisation (avec Myriam Houssay Holzschusch) | 18 |
| 2004-2005 | Université Lyon 2 - IUL | Master Pro 1 | Acteurs et professionnels des politiques urbaines | 21 |
| 2004-2005 | Université Lyon 2 - IUL | L3 Urbanisme | Politiques d'aménagement comparées: les pays arabes | 10 |
| 2004-2005 | Université de Tours | DEA Monde Arabe | Les professionnels de l'urbanisme dans le monde arabe | 6 |
| 2004-2005 | Université Jean Moulin - Lyon 3 | M1 géographie | Lectures problématiques sur l'urbain dans les pays du Sud | 10 |
| 2003-2004 | Université de Tours | DEA Monde Arabe | SIG, atlas et sciences sociales : le projet d'Atlas du Liban | 6 |
| 2003-2004 | Université de Tours | DEA Monde Arabe | L'histoire de l'urbanisme dans le monde arabe | 6 |
| 2003-2004 | Université libanaise | Master 1 Urbanisme | Méthodes d'analyse urbaine | 15 |
| 2002-2003 | CNRS Liban | formation continue | méthodes de la cartographie (initiation à Philcarto) | 15 |
| 2001-2002 | Académie libanaise des Beaux-Arts & Université Libanaise | DESS Urbanisme | Histoire et théories de l'urbanisme | 18 |
| 1999-2000 | Université Paris 8 | DESS Urbanisme | Atelier villes marocaines | 10 |
| 1999-2000 | Université Paris 8 | Licence Urbanisme et aménagement | Méthode du commentaire de document géographique | 24 |
| 1999-2000 | Université Paris 8 | Licence Urbanisme et aménagement | Initiation à l'urbanisme: analyse de grands projets parisien | 24 |
| 1999-2000 | Université Paris 8 | DESS Urbanisme | Atelier sur Bobodioulasso | 10 |
| 1998-1999 | Université Paris 8 | DESS Urbanisme | Techniques d'analyse urbaine (rattrapage) | 24 |
| 1998-1999 | Université Paris 8 | DEUG Géographie | Méthode d'enquête | 24 |

| | | | | |
|-----------|-----------------------------------|--|---|-----|
| 1997-1998 | ENS Paris | Agrégation de géographie et d'histoire | Colles de hors programme | 10 |
| 1997-1998 | Université Saint Joseph | Licence géographie | Introduction à la géographie urbaine | 8 |
| 1996-1997 | Académie libanaise des Beaux-Arts | DESS Urbanisme | Théories de l'urbanisme, cartographie, lecture de documents cartographiques, méthodologie du mémoire, tutorat | 150 |

Annexe 2 : Récapitulatif des contrats de recherche (2003-2015)

Coordinateur (parfois en coresponsabilité) à neuf reprises.

| n° | Programme / projet | P=participat | C=Coordinateur | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|--------------------------------|---|----------------|-------------|------|---|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|---|
| 1 | CEDRE Atlas 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2 | Utique 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | C |
| 3 | PODEV | | | | | | | | | | | | | | | | | | C |
| 4 | COLLENER | | | | | | | | | | | | | | | | | | P |
| 5 | VilMed | | | | | | | | | | | | | | | | | | P |
| 6 | TERMOS | | | | | | | | | | | | | | | | | | P |
| 7 | Municipal service project | | | | | | | | | | | | | | | | | | C |
| 8 | Served | | | | | | | | | | | | | | | | | | P |
| 9 | Villes arabes durables | | | | | | | | | | | | | | | | | | P |
| 10 | Utique 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | C |
| 11 | Redete Sud | | | | | | | | | | | | | | | | | | P |
| 12 | TANMIA | | | | | | | | | | | | | | | | | | P |
| 13 | Services urbains en transition | | | | | | | | | | | | | | | | | | C |
| 14 | Services urbains Liban | | | | | | | | | | | | | | | | | | C |
| 15 | ACI Iconographie | | | | | | | | | | | | | | | | | | P |
| 16 | CEDRE Atlas 1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | C |
| 17 | Cultures pro (OU puis PRUD) | | | | | | | | | | | | | | | | | | P |
| 18 | Agri Urba | | | | | | | | | | | | | | | | | | P |
| | Affectation | LTMU | | CERMOC-IFPO | | CNRS Lyon : Environnement Ville Société | | | | | | | | | | | | | |
| | Responsabilités labo | responsable de l'observatoire urbain | | | | membre nommé du conseil de laboratoire | | | | | | | | | | | | | |
| | Responsabilités éditoriales | co-directeur de Géocarrefour (2006) éditeur associé Jadalyya (2013) | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Engagement q' numériques | comité des utilisateurs RIBAC + BSN 4 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Années | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | |

Contrats et activités de recherche en cours (mi 2015)

1. Co-responsable du projet Atlas du Liban : les nouveaux défis (projet CEDRE, avec Galeb Faour, CNRS Liban) (2014-2015)
2. Co-responsable avec Ali Bennisr (U. de Sfax) du projet Tunisie post-révolutionnaire : une refondation de l'urbanisme ? (programme franco-tunisien UTIQUE 2014 – 2016)
3. Responsable du programme Politiques et usages de l'énergie dans les pays émergents, financement IMU-Université de Lyon (2012-2015)
4. Participant au programme COLLENER (Collectifs socio-techniques et transition énergétique), ANR SocInnov (resp. A. Nadai, CIRED) (2012-2015)
5. Participant au programme VilMed, Chaire Ville ENPC/LATTS (resp. D. Lorrain). Etude sur le gouvernement des villes à partir de l'analyse des services urbains. Cas de de Beyrouth et sur des villes tunisiennes (2012-2014)

Contrats de recherche terminés (depuis 2003)

6. Participant au programme La crise syrienne et le Proche-Orient (avec GREMMO, Lyon 2) (2014)
7. Participant au programme TERMOS (Trajectoires énergétiques des métropoles du Sud), ANR Suds 2010, dir. S. Jaglin, LATTS-U. Paris Est-Marne la Vallée (2011-2013)
8. Responsable de l'étude sur la corporatisation de la STEG (Municipal Services Project, Queens University – Kingston Canada/ Western Cape University-South Africa) (2011-2012)
9. Co-responsable du projet Villes et efficience énergétique dans les villes tunisiennes. Projet Utique 2009 (coopération franco-tunisienne), avec Ali Bennisr (Université de Sfax). 2010-2013.
10. Participant au séminaire Served : Services urbains en réseau dans les villes en développement, organisé par Luisa Moretto, Aymeric Blanc et Sylvie Jaglin (LATTS-ENSPC et AFD) 2010-2011

11. Participant au projet Ville durable méditerranéenne : un bilan des premières expérimentations sur la rive sud (Maroc, Tunisie, Egypte, Liban), AUF, dirigé par Pierre-Arnaud Barthel (CEDEJ). 2010-2012.
12. Participant au programme REDETE SUD (réseaux énergétiques dans les pays émergents), resp. Sébastien Velut, C3ED (IRD-UVSQ), 2008-2010
13. Participant au programme TANMIA (Le développement, Nouvelles pratiques de l'action publique dans le monde arabe), contrat ANR piloté par M. Catusse et G. Chatelard (IFPO-IUED Genève), 2008-2010
14. Responsable du projet « Services urbains en transition dans les villes moyennes du sud de la Méditerranée », Convention Agence universitaire de la Francophonie-«EVS»UMR 5600 CNRS-Université de Sfax-Université de Marrakech-Université Libanaise (2006-2008)
15. Co-responsable du projet « Accès aux services urbains et à l'habitat au Liban », projet MIRA-2004 (région rhône Alpes) avec F. Scherrer (U. de Lyon II) (2005-2006)
16. Co-responsable du projet « Atlas des localités du Liban », projet CEDRE franco-libanais n°02SF41/L26 avec G. Faour (CNRS Liban) et S. Velut (ENS/IRD TEMPS) (2003-2006)
17. Participation au projet « Produire l'iconographie des territoires au croisement des disciplines et des cultures », ACI Territoires dirigée par Taoufik Souami (UMR Ladyss, Paris I) (2004-2005)
18. Participation au projet « Les cultures professionnelles de l'urbanisme au Moyen-Orient », PRUD, Isted-GEMED-Ministère des Affaires étrangères, 2003-2004, resp. T. Souami

Annexe 3 : Curriculum Vitae détaillé

Eric VERDEIL, né le 6 septembre 1970 - Marié, trois enfants

Docteur en géographie, agrégé de géographie, ancien élève de l'Ecole normale supérieure

Chargé de recherche 1^{ère} classe

CNRS UMR 5600 Environnement Ville Société, 18, rue Chevreul 69007 Lyon

Tél : 04 78 58 65 51 - Email : eric.verdeil@normalesup.org

<http://umr5600.univ-lyon3.fr/chercheur/verdeil/verdeil.htm>

Activités professionnelles : recherche

Depuis 2003

Chercheur, chargé de recherche au CNRS, UMR 5600 Environnement, ville, sociétés, (universités de Lyon II et Lyon III, ENTPE, INSA de Lyon).

Organisation de séminaires et de journées d'études

Journée d'étude Matières, énergies, déchets : circulations territoriales et économie des circularités 16 janvier 2015 (co-organisation avec Laurence Rocher et Romain Garcier) : ENS de Lyon

Membre du comité d'organisation du colloque Le Proche-Orient et la crise syrienne (8-9 octobre 2014, Université de Lyon)

Séminaire ACREOR, UMR 5600 EVS, (2012-2015) : 4, puis 7 séances annuelles (avec Laurence Rocher et Lydia Coudroy de Lille)

Journée d'étude Energy Metropolitan Policies in Turkey, EVS-Institut français d'études anatoliennes (28-29 mai 2012), avec J.-F. Pérouse.

Journée d'étude Stratégies énergétiques métropolitaines dans les villes des pays émergents, Séminaire SERVED, LATTIS-AFD, (21 décembre 2012), avec S. Jaglin.

Les services urbains en réforme au Liban, 26 avril 2006, EVS-Université Libanaise, Beyrouth

Comités scientifiques de colloque et de séminaire

Sciences sociales et transition énergétique, Grenoble, PACTE/CIREC, 28-29 mai 2015

Les chemins politiques de la transition écologique ENS de Lyon/Ecole des Mines de Paris (30-31 octobre 2014)

Villes et révolutions arabes (Lyon, octobre 2012)

Membre du comité de rédaction de la page Cities de Jadaliyya (<http://cities.jadaliyya.com>)

Directeur adjoint de Géocarrefour, ex-Revue de Géographie de Lyon (2006-2015). Membre du comité de rédaction depuis 2004. Responsable de la mise en ligne de la revue. Responsable des comptes rendus.

Associations et réseaux professionnels

International Planning History Society ; Société française d'histoire urbaine ; AFEMAM ; Membre du réseau Développement durable et environnement (Agence universitaire de la Francophonie)

Evaluateur (Referee):

Pour des revues scientifiques ou des ouvrages : *Planning Perspectives* (2003); *Histoire urbaine* (2005); *Mappemonde* (2006); *L'espace politique* (2007); *Métropoles* (2007), *Autrepart-IRD* (2007), *Géographie et culture* (2007), *Espaces, populations, sociétés* (2008), *Echogéo* (2009), *Annales de géographie*, *OASE*, *Territoire en mouvement*, *Revue Tiers Monde* (2010), *IFPO*, *Territoires en mouvement*, *CLEO*, *Justice Spatiale*, *Echogéo*, *Tiers monde*, *Métropolitiques*, *Flux*, *Egypte Monde arabe*, *IRMC*, *Autrement* (2011), *REMMM*, *Echogéo*, *IFPO* (2012), etc (environ 10 rapports par an).

Pour des projets de recherches scientifiques (Université de Tours (2006), Université américaine de Beyrouth (2003, 2007, 2011, 2014), ainsi que pour l'Agence nationale de la recherche (Programme Suds, 2007)

Participation à des comités de sélection

Département de géographie, université de Tours (2015) ; Département de géographie, Université Jean Moulin Lyon 3 (2011) ; Département de géographie, Université Paris 4-Sorbonne (2009)

Jury d'admission de l'Ecole normale supérieure de Lyon (écrit) (2010 ; 2011)

Autres tâches administratives

Membre du comité RIBAC (InSHS-CNRS) depuis 2011 ; membre du groupe d'experts n°4 de la Bibliothèque Scientifique Numérique (Gold Open Access ; archives ouvertes)

2000 –2003

Chercheur, Institut français du Proche-Orient, Beyrouth (IFPO, ex-CERMOC)

- responsable du programme permanent *Observatoire de recherche sur Beyrouth et la reconstruction* :
- animation scientifique et gestion des programmes de recherches (*Milieus et cultures des professionnels de l'urbanisme, Liban, Palestine, Algérie, Maroc* (Programme PRUD-Min. des Affaires étrangères – ISTED) : resp. du volet Liban ; *Atlas des localités du Liban (en collaboration avec le CNRS-Liban)* : création et exploitation d'un SIG sur les localités du Liban)
- Coordination des observatoires urbains du pourtour méditerranéen : Rédaction en chef du *Courrier des observatoires urbains du pourtour méditerranéen*, bimestriel, 2 pages, 13 numéros parus (diffusion par courrier électronique).

1997-2000

Allocataire de recherche, Institut Français d'Urbanisme - Paris VIII

- Membre du laboratoire Théories des mutations urbaines UMR n°7543 du CNRS (IFU)
- Chercheur associé au CERMOC (Beyrouth) : participation à divers programmes de l'observatoire de recherche sur Beyrouth et sa reconstruction

Direction de masters du Master Villes et territoires (Lyon II), Systèmes territoriaux, aide à la décision et développement durable (ENS-LSH) et à l'Université Libanaise (Master Sciences de la Ville). (Co-) Direction de 9 mémoires de master 1&2, participation à une dizaine de jury de M1 et M2 (Lyon 2 et ENS)

Suivi d'étudiants en Master : 2015 : Clémence Vendryes (M2) ; Eliott Ducharme (M2) ; Hanane Yazigi (M2) 2014 : Clémence Vendryes (M1) ; Eliott Ducharme (M1) ; Bassam Gras (M1) ; 2013 : Mathilde Girault (M2) ; Wiem Pousse (M1) ; 2012 : Elvan Arik (M2), Hugo Bolzon (M1), Charlotte Perrineaud (M1) ; Matthieu Gosse (M1) ; 2011 : Elvan Arik; Jimmy Markoum; 2010 : Hubert Montfort ; Jimmy Markoum, Marion Schnorf; 2009 : Jimmy Markoum, Mouayad Kanaan, Pauline Gabillet; 2008: Pauline Gabillet; 2007: Fabrice Haurani.

Co-directions de thèse

Lise Debout (2008-2012), en co-direction avec F. Scherrer, Lyon 2) : La réforme de la gestion des déchets urbains en Egypte ;

Mouayad Kanaan (2009-2014), en co-direction avec J. Bonnet, Lyon 3) : L'habitat informel à Damas

Samir Kebailli (2010-, en co-direction avec A. Bennisar, Université de Sfax) : réseaux électriques et construction du territoire en Tunisie

Elvan Arik (2012-), en codirection avec J.M. Deleuil (INSA de Lyon) : Politiques et usages de l'énergie à Istanbul (financement IMU-Université de Lyon)

Oula Aoun (2012-,...), membre du comité de thèse, Université de Liège : Les logiques de projets des bureaux d'études d'urbanisme au Moyen-Orient

Pierre Desvaux (2012-), en co-direction avec Myriam Houssay-Holzschuch (Université J. Fourier, Grenoble) : Déchets et informels : les apports d'une comparaison sud-nord, les cas du Caire et de Lyon

Examineur à 6 jurys de thèse : Joseph Salamon (Lyon 2, 2004), Irène Salenson (Paris I, 2007), Nagi Sfeir (Grenoble, UPMF, 2010), Jihad Farah (Liège, 2011), Ninette Fadel (Lyon 2, 2011), Walid Bakhos (Montréal, Canada, 2014)

1998-2000 : Moniteur à l'université de Paris VIII (enseignements DEUG, licence, DESS en géographie et en urbanisme)

1996-1997 Coopérant (Service National), Institut d'urbanisme de l'Académie Libanaise des Beaux-Arts, Beyrouth : participation à la mise en place d'une formation en urbanisme, enseignements (TD), gestion administrative et pédagogique, organisation de conférences.

Titres et diplômes

Docteur en géographie mention urbanisme, Université de Paris I-Sorbonne, 2002 (TH avec félicit. à.u.)

Agrégé de géographie, 1994

Ancien élève de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, option sciences sociales, ENS Ulm, 1991-1997

DEA Urbanisme et Aménagement, Institut Français d'Urbanisme, 1995 (mention TB)

Magistère Aménagement, Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne, 1995 (mention B)

Maîtrise de géographie, université de Paris I-Panthéon-Sorbonne, 1993 (mention TB)

Licence d'histoire, Licence de géographie, université de Paris I-Panthéon-Sorbonne, 1992

Baccalauréat C, 1988 (mention B)

Langues

Anglais : lu, écrit, parlé

Allemand : lu, écrit, parlé

Arabe : parlé (dialecte syro-libanais), formation niveau avancé (USJ, 2003, 100 h)

Annexe 4 : Liste intégrale des publications Etat en avril 2015

Ouvrages, traduction

- Verdeil Eric, 2010, *Planifier Beyrouth et ses urbanistes: une ville en plan*, Beyrouth: Presse de l'IFPO, 362 p.
- Verdeil Eric, Ghaleb Faour et Sébastien Velut et alii, 2007, *Atlas du Liban*, Beyrouth, Institut français du Proche-Orient, 208 p., 196 fig. (traduit en arabe en 2012)
- Taoufik Souami, Eric Verdeil et alii, 2006, *Concevoir et gérer la ville. Milieux d'urbanistes au sud de la Méditerranée*, Paris, Economica-Anthropos, Beyrouth, IFPO, collection Villes, 230 p.
- Verdeil Eric, 1999, traduction et présentation de Helmut Ruppert : *Beyrouth, une ville d'orient marquée par l'Occident*, Cahiers du CERMOC, n°21, Beyrouth, 1999, 169 p. [*Beirut, eine westlich geprägte Stadt des Orients*, Erlanger Geographische Arbeiten, Heft 27, 1969]

Coordination éditoriale

- Jaglin Sylvy, Verdeil Eric (eds.), 2013, « Energie et villes des pays émergents : des transitions en question », *Flux*, n°93-94 (7 articles)
- Barthel Pierre-Arnaud, Verdeil Eric, coord. 2013, *Villes arabes, villes durables ? Enjeux, circulations et mise à l'épreuve de nouvelles pratiques urbaines*, *Environnement Urbain/Urban Environment*, vol. 7 (7 articles) (en ligne : http://www.vrm.ca/cyber_pub.asp?vol=2013)
- Verdeil Eric, coord., 2010, Services urbains en réforme dans les pays arabe, *Géocarrefour*, vol. 85-2, p.97-168. (5 articles)
- Verdeil Eric (coord.), 2006, L'accès aux services urbains dans les villes libanaises, actes du séminaire tenu le 28 avril à Beyrouth (Université libanaise) <http://halshs.archives-ouvertes.fr/SUVL>
- Verdeil Eric, coordination, « Expertises nomades », *Géocarrefour*, 2005-3, vol.80, pp.164-254.
- Verdeil Eric, Velut Sébastien, 2005-2006, coordination du dossier « Liban-Syrie », *M@ppemonde* (<http://mappemonde.mgm.fr>), n°78-n°80 (6 articles, plusieurs notes)
- Lettre d'information de l'Observatoire de recherche sur Beyrouth et la reconstruction*, CERMOC : Beyrouth, n°14, 2001, 64 p. (rédaction en chef)

Articles dans des revues à comité de lecture

- Verdeil, Éric, Elvan Arik, Hugo Bolzon, et Jimmy Markoum. 2015. « [Governing the transition to natural gas in Mediterranean Metropolis: The case of Cairo, Istanbul and Sfax \(Tunisia\)](#) ». *Energy Policy*. Vol.78, March.

- Verdeil, É., 2014 [daté 2013]. [Les services urbains à Beyrouth : entre crise infrastructurelle et réformes contestées](#). *Géosphères, Annales de Géographie de l'Université Saint-Joseph*, 33-34, p.35-58.
- Verdeil E., 2014, "[The Energy of Revolts in Arab Cities: The Case of Jordan and Tunisia](#)", *Built Environment*, vol. 40, n°1, p. 128-139.
- Verdeil, Éric. 2014. « [The Contested Energy Future of Amman, Jordan: Between Promises of Alternative Energies and a Nuclear Venture](#) ». *Urban Studies* 51 (7): 1520-1536. doi:10.1177/0042098013500085. Version [post-print](#)
- Rocher, Laurence, et Éric Verdeil. 2013. « [Energy Transition and Revolution in Tunisia: Politics and Spatiality](#) ». *The Arab World Geographer* 16 (3): 267-288.
- Bolzon H., Rocher L., Verdeil É., 2013, Transitions énergétiques multiples et contradictoires à Sfax (Tunisie), *Flux*, 2013, n°93-94, p. 77-90.
- Bennasr Ali, Megdiche Taoufik & Verdeil Eric, 2013. "Sfax, laboratoire de développement durable en Tunisie". *Environnement urbain / Urban Environment* (7)2013. p.a83 – a98. [En ligne \(PDF\)](#)
- Barthel Pierre-Arnaud & Verdeil Eric, 2013, *Ville arabes, villes durables ? Enjeux, circulations et mise à l'épreuve de nouvelles politiques urbaines (Liminaire)*. *Environnement urbain / Urban Environment* (7)2013. p.III – IV. ([PDF en ligne](#))
- Verdeil, Éric. 2012. « Michel Ecochard in Lebanon and Syria (1956-1968). The spread of Modernism, the Building of the Independent States and the Rise of Local professionals of planning ». *Planning Perspectives* 27 (2) (avril): 243-260.
- Verdeil, Éric. 2011. « Villes arabes en révolution : quelques observations ». *Métropolitiques* (février 7). <http://www.metropolitiques.eu/Villes-arabes-en-revolution.html>.
- Verdeil Eric, 2010, « Les services urbains en réseau dans les villes arabes: diversité des réformes libérales et de leurs effets territoriaux. Introduction au dossier », *Géocarrefour*, vol. 85-2, p.99-108.
- Bennasr Ali, Verdeil Eric, 2009, « Gestion publique de l'eau potable, développement urbain durable et *majel-s* (citernes pour l'eau de pluie) à Sfax (Tunisie) », *Flux. Cahiers internationaux réseaux et territoires*, n°76, pp.38-50.
- Verdeil Eric, 2009, « Electricité et territoires : un regard sur la crise libanaise », *Revue Tiers Monde*, n°198, pp.421-436.
- Verdeil Eric, Cécile Féré, Franck Scherrer, 2009, « De la rétroaction entre diversité territoriale et modèle universel des services urbains en réseau : les enseignements du cas libanais », accepté, *Flux. Cahiers internationaux réseaux et territoires*, n°75, pp.27-41.
- Verdeil Eric, 2008, « State development policy and specialised engineers. The case of urban planners in post-war Lebanon », *Knowledge, Work and Society / Savoir, Travail et Société*, revue éditée par l'Harmattan (n° thématique « Professions et sociétés au Maghreb et au Machrek arabes », vol.5-1, pp.29-51.

- Barthel Pierre-Arnaud, Verdeil Eric, 2008, « Experts embarqués dans le grand tournant financier des projets urbains au sud de la Méditerranée », *Annales de la recherche urbaine*, n°104, pp.38-48.
- Verdeil Eric, 2008, « Géopolitiques de l'électricité au Machrek », *Maghreb Machrek*, n°195, pp.109-128.
- Faour Ghaleb, Bou Kheir Rania, Verdeil Eric, 2006, « Les incendies de forêts au Liban », *Forêt méditerranéenne*, t.XXVII, n°4, pp.339-352
- Verdeil Eric, 2005, « Expertises nomades. Eclairages sur la circulation des modèles urbains », *Géocarrefour*, vol. 80-3, pp.165-169
- Faour Ghaleb, Haddad Theodora, Velut Sébastien, Verdeil Eric, 2005, « 40 ans de croissance urbaine à Beyrouth », *M@ppemonde*, n°79, 3, 12 p. (<http://mappemonde.mgm.fr>)
- Verdeil Eric, 2005, « Les territoires du vote au Liban », *M@ppemonde*, 2005, n°78, 2, 25 p. (<http://mappemonde.mgm.fr/num6/articles/art05209.html>)
- Faour Ghaleb, Walid Bakhos, Eric Huybrechts, Eric Verdeil, 2004, « L'Atlas des localités du Liban : méthode d'établissement et premiers apports d'une base de données géoréférencée des unités cartographiques élémentaires du Liban », *Lebanese Scientific Journal*, vol.5, n°2, pp.37-56.
- Verdeil Eric, 2001, « Reconstructions manquées à Beyrouth. La poursuite de la guerre par le projet urbain », *Annales de la recherche urbaine*, n°91, pp.84-93.
- Huybrechts Eric, Verdeil Eric, 2000, « Beyrouth entre reconstruction et métropolisation », in « Gouverner les métropoles », *Villes en parallèle*, n°32-33, pp.83-103.
- Verdeil Eric, 1995, « Les entrées de ville de Martigues », *Mappemonde*, n°3, pp.32-36

Chapitres dans des ouvrages de recherche

- Verdeil Eric, à paraître, Reconstructions, fragmentation, dé/reconnexion à Beyrouth, in Lorrain D. (dir.), *Gouverner les rentes : métropoles méditerranéennes*, Paris : Presses de ScPO
- Turki Yassine S., Verdeil E., 2015, La décentralisation en Tunisie, in Harb M. (ed), *Decentralization Policies in the Arab World*, Beirut, LCPS (sous presse)
- Verdeil, Éric. 2015. « Beirut, Metropolis of Darkness and the Politics of Urban Electricity Grids ». In *Geographies of the Electric City*, édité par Andrés Luque-Ayala et Jonathan Silver, forthcoming. London: Ashgate.
- Verdeil E., 2014, « L'Imaginaire de Marseille, une géographie culturelle méconnue, Présentation », in Roncayolo Marcel, *L'imaginaire de Marseille, Port Ville Pôle* (deuxième édition [1990]), p.5-18, [en ligne](#)
- Bennasr A., Verdeil É., 2014, An 'Arab Spring' for Corporatization? Tunisia's National Electricity Company (STEG), in MacDonald D. (éd.), *Rethinking Corporatization: Public Utilities in the*

Global South, London/New York: ZED BOOKS LTD, p.88-106 (version française : [Un printemps arabe pour la corporatisation ? La Société tunisienne de l'électricité et du gaz \(STEG\)](#)).

Verdeil Eric, Longuenesse Elisabeth, « Traductions en arabe des termes *urbanisme* et *town planning* (Liban-Syrie-Egypte) », in Coudroy de Lille Laurent, Ratouis Olivier (dir.), *Langages techniques et spécialisés de l'urbain*, Paris : Editions de l'UNESCO-EHESS, 25 p. ([2005] à paraître).

Verdeil Éric, 2011, « Villes, énergie et développement durable en Jordanie : entre néolibéralisme et improbable décentralisation », *Expérimenter la "ville durable" au sud de la Méditerranée. Chercheurs et professionnels en dialogues*, Villes et territoires, P. Barthel et L. Zaki éd., éditions de l'Aube, pp. 291-319.

Nasr Joe, Verdeil Eric, 2008, « The reconstructions of Beirut », in *The City in the Islamic World*, Leiden, EJ Brill, pp.1114-1141.

Verdeil Eric, 2007, « Le bilan des destructions », in Mermier F., Picard E. (dir.), *Liban, une guerre de 33 jours*, Paris, La découverte, p.12-21.

Souami Taoufik, Verdeil Eric, 2006, « Introduction », « Conclusion », in *Concevoir et gérer la ville. Milieux d'urbanistes du sud de la Méditerranée*, Anthropos, collection Villes, pp.1-10, pp. 197-214

Verdeil Eric, 2006, « Marchés, lieux d'exercice et profils professionnels », in Souami T., Verdeil E., *Concevoir et gérer la ville. Milieux d'urbanistes du sud de la Méditerranée*, Anthropos, collection Villes (parution automne 2005), p.149-196

Verdeil Eric, 2006, « L'administration, débouché professionnel pour les ingénieurs au Liban », « Le rôle moteur des techniciens libéraux au Liban », « L'Association des urbanistes tunisiens (ATU) : objectifs et réalisations », « Les membres de l'association tunisienne des urbanistes », encadrés, in *Concevoir et gérer la ville. Milieux d'urbanistes du sud de la Méditerranée*, Paris, Economica-Anthropos, collection Villes pp.45, 49, 142, 180-183.

Nasr Joe, Eric Verdeil, « Les étudiants arabes et turcs en urbanisme dans les pays occidentaux », encadré, in *Concevoir et gérer la ville. Milieux d'urbanistes du sud de la Méditerranée*, Paris, Economica-Anthropos, collection Villes, pp.104-108.

Verdeil Eric, 2003, « Reconstruire Beyrouth » et « La privatisation des paysages », in Franck Debié, Danuta Peter, *La paix et la crise. Le Liban reconstruit*, Paris, PUF, pp.160-199.

Verdeil Eric, 2003, « Politics, Ideologies and Professional Interests : Foreign versus local experts in Lebanon during the mandate of Fouad Chehab », in Joe Nasr, Volait Mercedes, eds., *Imported or Exported Urbanism?*, Londres, Wiley, pp.290-315.

Verdeil Eric, 2002, « Entre guerre et reconstruction, remblais et empiétements littoraux à Beyrouth », in Goeldner L., Velut S., Yellès-Baron N. (coord.), *Le littoral. Mélanges en hommage à Fernand Verger* Paris, Presses de l'Ecole Normale Supérieure, pp.321-337.

Verdeil Eric, 2001, contribution à *Beyrouth, Portrait de Ville* (Jade Tabet, coord.), Paris, Institut français d'architecture, 69 p., (environ 25 p.)

Verdeil Eric, 2001, « La limite ville-campagne dans les projets d'aménagement de la région parisienne (1911-1939) », *Aux débuts de l'urbanisme français*, V. Berdoulay et P. Claval dirs., Paris, L'Harmattan, Géographies et cultures, pp.205-215.

Verdeil Eric, 1997, « Le regard d'un géographe allemand sur Beyrouth en 1967 », (en collaboration avec Laurent Combes), colloque *Beyrouth, Grand Beyrouth*, juin 1996, publié dans : Arnaud J.L.(dir.), *Beyrouth, Grand Beyrouth, Cahiers du CERMOC*, n°16, pp.171-183.

Actes de colloques ou de conférences

Verdeil, Éric. 2012 (à paraître ?). L'eau et les réformes des services urbains dans le monde arabe : au-delà de la question de la privatisation. Dans *L'eau et la ville, du Maghreb au Moyen-Orient*. Paris. <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00548931>.

Verdeil E., 2013, La reconstruction entre politiques et cultures urbanistiques. Réflexions à partir de l'exemple de Beyrouth, in *Majalat al-mi'mar al 'arabi (revue d'architecture arabe)*, Conférence de Beyrouth, 12-13 juillet 2012: Waad, une expérience unique?, p. 175-189. < [version d'auteur](#) >

Verdeil, Éric. 2013. Délimiter les banlieues de Beyrouth. Des noms et des périmètres. Dans *Des banlieues à la ville, espaces et acteurs de la négociation urbaine*, Beyrouth: Colloque IFPO, octobre 31. <http://books.openedition.org/ifpo/3457?lang=fr>

Markoum J., Verdeil É., 2013, Le développement du réseau de gaz naturel au Caire : une réforme qui pénalise les quartiers informels, in Barthel P.-A., Jaglin S. (éd.), *Quartiers informels d'un monde arabe en transition. réflexions et perspectives pour l'action urbaine*, Paris, AFD, p. 109-126. < <http://www.afd.fr/webdav/site/afd/shared/PUBLICATIONS/RECHERCHE/Scientifiques/confere nces-seminaires/07-Conferences-seminaires.pdf> >

Bourmaud P., Bontemps Véronique, Verdeil Eric, 2012, « Au(x) pays »: Espaces familiers, mobilités entravées et lien social autour de la Jordanie, *Les Carnets du LARHRA*, 1 janvier 2012, n°1, p. 61-75.

Verdeil Eric, 2010, Patrimoine et politiques urbaines au Liban, in Boulanger, in P. et Hullo-Pouyat C. (dirs.), *Espaces urbains à l'aube du XXIe s. Patrimoine et héritages culturels*, Actes de la conférence de l'Université Paris Sorbonne Abu Dhabi, 20-21 mai 2008, PUPS, p.65-73

Verdeil Eric, 2008, Le terrain de l'atlas, Colloque international *Le terrain des géographes*, Arras, 18-20 juin 2008, <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00357426/fr/>

Verdeil Eric, 2007, "Géopolitiques de l'électricité au Proche-Orient", Conférence sélectionnée par le comité scientifique, Festival international de Géographie, Saint-Dié, octobre (http://fig-st-die.education.fr/actes/actes_2007/verdeil/article.htm)

Verdeil Eric, 2006, « Les enjeux spatiaux de la réforme de l'électricité au Liban », Actes du séminaire *Les services urbains dans les villes libanaises*, Université Libanaise, Université Lyon 2,

UMR Environnement Ville Société, Beyrouth, le 28 avril 2006 <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00120434>

Verdeil Eric, 2006, « Les enjeux spatiaux de la distribution de l'électricité et de sa réforme au Liban », Actes du colloque *Les villes au défi du développement durable*, SYFACTE-Université de Sfax/GREGUM-ESO-Université du Mans, 24-25 novembre 2005, 25 p. (sur CD ROM)

Verdeil Eric, 2004, « La prise en compte de l'agriculture péri-urbaine dans les plans d'urbanisme au Liban », in Nasr Joe, Padilla Martine (dirs.), *Interfaces : agricultures et villes à l'est et au sud de la Méditerranée*, Beyrouth, IFPO Delta, pp.391-405.(traduit en arabe, Publications of the American University of Beirut)

Verdeil Eric, 2004, « Methodological and Potitical Issues in the Lebanese Planning Experiences », *Conference City Debates, The Lebanese National Master Plan, City Debates 2003 Proceedings*, M. Harb (ed.), Beirut, American University of Beirut, pp.16-22.

Autres articles et notes

Verdeil Eric et André Bourgey, 2014, *Géographie du Liban*, Encyclopedia Universalis (en ligne)

Entretien avec Marcel Roncayolo, 2014, recueilli par Boris Grésillon et Eric Verdeil, in P. Froment et B. Grésillon (dirs.), "Faire durer l'événement: un enjeu contemporain pour le développement des villes", *Rives Méditerranéennes*, 47, p.13-18.

Verdeil Eric , « The Geography of Public Lighting in Arab Cities ». 2013. *Jadaliyya Cities*. septembre 30. <http://www.jadaliyya.com/pages/index/14378/the-geography-of-public-lighting-in-arab-cities> .

Verdeil Eric, 2009, "Amman" et "Damas", Encyclopedia Universalis en ligne, <http://www.universalis.fr/encyclopedie/>

Verdeil Eric, 2009, « Dar al-Handasah », notice pour le *Dictionnary of Transnational History*, Iriye A., Saunier P.Y. (eds), Palgrave McMillan,

Verdeil Eric, 2008, Notes biographiques "Henri Eddé", « Joseph Naggear » et « Ernst Egli », *Dictionnaire biographique de l'urbanisme*, ss. la direction de T. Paquot, La Découverte, à paraître

Verdeil Eric, 2008, « Beyrouth », *Encyclopedia Universalis*, Thésaurus, édition 2008, p.537.

Verdeil Eric, 2006, « L'ingénierie indépendante comme médiateur », in « Liban : retour sur expérience », *Cahiers de l'IAURIF*, n°144, pp.139-142.

Verdeil Eric, 2006, "Cartographies du conflit israélo-libanais sur le web: bombardements et destructions », [M@ppemonde](http://mappemonde.mgm.fr/num11/internet/int06303.html), n°83-3, rubrique Internet, 5 p. <http://mappemonde.mgm.fr/num11/internet/int06303.html>

Verdeil Eric, 2005, "Plans for an unplanned city : Beirut (1950-2000)", *Worldview. Perspectives on Architecture and Urbanism from around the World*, <http://www.worldviewcities.org/beirut/urban.html> (site web de la New York Architectural League)

- Verdeil Eric, 2005, « Récents litiges frontaliers entre Syrie et Liban », *M@ppemonde*, n°78-2, « Les lieux dont on parle », 3 p. <http://mappemonde.mgm.fr/num6/lieux/lieux05201.html>
- Verdeil Eric, 2005, « 10452 km² : Quand la superficie d'un pays devient un slogan politique (Liban) », *M@ppemonde*, n°78-2, « Les lieux dont on parle », 2 p., (http://mappemonde.mgm.fr/actualites/verdeil_liban.html)
- Verdeil Eric, 2004, « Une ville et ses urbanistes : Beyrouth en reconstruction », *Strates* [En ligne], Numéro 11 - Jeune recherche, la vitalité d'un laboratoire, Mis en ligne le : 14 janvier 2005. Disponible sur : <http://strates.revues.org/document452.html>.
- Verdeil Eric, 2001, « Le patrimoine au Liban dans les années soixante », in *Lettre d'information de l'ORBR*, n°14, pp.28-32.
- Verdeil Eric, 1999, « Quarante ans d'urbanisme à Beyrouth », in *Lettre d'information de l'observatoire de recherche sur la reconstruction de Beyrouth*, n°11, pp.1-4
- Verdeil Eric, 1998, « L'université pour la Cité », in actes du colloque d'avril 1997, *Surveys on Public Concerns* (sous la direction de Abdu Kahi et Melhem Chaoul), Louaizé (Liban), ND de Louaizé University, pp.26-35.

Comptes rendus

- Verdeil E., 2015, « André Donzel, *Le nouvel esprit de Marseille* », *Géocarrefour* [En ligne], Comptes rendus inédits, mis en ligne le 23 avril 2015, consulté le 13 mai 2015. URL : <http://geocarrefour.revues.org/9609>
- Verdeil, É., 2014. *A French Atlas of the Gulf States*. About : Philippe Cadène and Brigitte Dumortier, *Atlas of the Gulf States*. Leiden: Brill, 2013 *Jadaliyya Cities*, 24 novembre.
- Verdeil, É., 2014. *Matières et énergies : un renouveau géographique ?* paru dans *Géocarrefour*, *Comptes rendus inédits*
- Verdeil, Éric. 2013. « Marseille, capitale de la culture 2013 – et après ? ». *Métropolitiques*. février 8. <http://www.metropolitiques.eu/Marseille-capitale-de-la-culture.html>
- Verdeil É., 2013, *Les villes petites et moyennes dans les révoltes arabes: un état des lieux*, *Jadaliyya | Cities*, 8 novembre 2013
- Verdeil E., 2013, *Blanc P., Proche-Orient : Le pouvoir, la terre et l'eau*, *Géocarrefour*, 2013, Textes inédits
- Eric Verdeil, « David Amsellem, 2011, La guerre de l'énergie : la face cachée du conflit israélo-palestinien », *Géocarrefour* [En ligne], Comptes rendus inédits, mis en ligne le 17 octobre 2012, URL : <http://geocarrefour.revues.org/8673>
- Eric Verdeil, « Peut-on expliquer les « paradoxes » géographiques libanais sans parler de politique ? », *Géocarrefour* [En ligne], Comptes rendus inédits, mis en ligne le 22 octobre 2012, URL : <http://geocarrefour.revues.org/8675>
- Verdeil Éric, « Métropoles XXL : repenser le développement urbain à partir des réseaux d'infrastructure ? », *Métropolitiques*, 26 octobre 2012. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Metropoles-XXL-repenser-le.html>
- Verdeil Eric, « Stephen Graham, *Villes sous contrôle. La militarisation de l'espace urbain* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2012, mis en ligne le 25 août 2012, URL : <http://lectures.revues.org/9021>
- Verdeil Éric, « Beyrouth : les nouvelles lignes de front de la recherche urbaine », *Métropolitiques*, 21 mai 2012. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Beyrouth-les-nouvelles-lignes-de.html>

- [\(traduit en anglais : *Metropolitiques*. \(2013\). Beirut: the new front lines of urban research. <http://www.metropolitiques.eu/Beirut-the-new-front-lines-of.html>\)](#)
- Verdeil E., 2012, *Vivre sous occupation. Quotidiens palestiniens de Véronique Bontemps et Aude Signoles, Rumor*. 4 juin 2012, < <http://rumor.hypotheses.org/2544> >
- Verdeil Éric, « Une somme pour comprendre le monde arabe à la veille des révoltes de 2011 », *Géocarrefour*, Textes inédits, [En ligne], mis en ligne le 04 avril 2012. URL : <http://geocarrefour.revues.org/8558>.
- Verdeil E., 2012, *Un Atlas du Proche-Orient arabe élégant et utile, Rumor*. 18 février 2012, < <http://rumor.hypotheses.org/2326> >
- Eric Verdeil, « Cartographier la mondialisation : l'Atlas de SciencesPo », *Géocarrefour*, Textes inédits, [En ligne], mis en ligne le 23 février 2012. URL : <http://geocarrefour.revues.org/8187>.
- Verdeil E., 2012, *Chercheurs et professionnels de l'urbain en dialogue au sud de la Méditerranée, Rumor*. 19 février 2012, < <http://rumor.hypotheses.org/2271> >
- Verdeil Éric, 2011, « La reconstruction post-2006 au Liban : un laboratoire pour de nouvelles pratiques de l'urbanisme », *Métropolitiques*, 27 mai. URL : <http://www.metropolitiques.eu/La-reconstruction-post-2006-au.html> (translated into english by [Eric Rosencrantz](#) : [Éric Verdeil](#), « Post-2006 reconstruction in Lebanon: a laboratory for new urban planning practices », *Metropolitiques*, 5 October 2011. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Post-2006-reconstruction-in.html>)
- Verdeil Eric, « Nouakchott. Au carrefour de la Mauritanie et du monde », *Géocarrefour*, Textes inédits, mis en ligne le 02 septembre 2011. URL : <http://geocarrefour.revues.org/8199>.
- Verdeil Eric, « World cities and climate change : producing urban ecological security », *Géocarrefour*, Textes inédits, mis en ligne le 01 septembre 2011. URL : <http://geocarrefour.revues.org/8194>.
- Verdeil E., 2011, *Maghreb et Moyen-Orient dans la mondialisation, Rumor*. 3 janvier 2011, < <http://rumor.hypotheses.org/1356> > (consultation le 22 février 2012)
- Verdeil Eric, 2010, « Baduel Pierre Robert (dir.), 2009, La ville et l'urbain dans le monde arabe et en Europe. Acteurs, Organisations et Territoires, IRMC, Maisonneuve et Larose, 235 p. », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, (Lectures inédites), accédé 5 octobre 2010, à <http://remmm.revues.org/index6792.html>.
- Verdeil Eric, 2010, « La ville et l'urbain : des savoirs émergents, coordonné par Antonio Da Cunha et Laurent Matthey », *Géocarrefour*, (Textes inédits), accédé 5 octobre 2010, à <http://geocarrefour.revues.org/index7771.html>.
- Eric Verdeil, « Les effets territoriaux des politiques publiques dans les périphéries urbaines au Maghreb », *Géocarrefour*, Textes inédits, [En ligne], mis en ligne le 28 avril 2010. URL : <http://geocarrefour.revues.org/index7709.html>.
- Eric Verdeil, « L'Atlas de la Roumanie et ses déclinaisons : du noir et blanc à l'internet », *Géocarrefour*, Vol. 84/3, 2009, [En ligne], mis en ligne le 17 décembre 2009. URL : <http://geocarrefour.revues.org/index7404.html>.
- Eric Verdeil, « Catherine Weill-Rochant, *L'Atlas de Tel-Aviv, 1908-2008* », *Géocarrefour*, Vol. 84/4, 2009, [En ligne], mis en ligne le 20 décembre 2009. URL : <http://geocarrefour.revues.org/index7455.html>.
- Eric Verdeil, 2008, « Les quartiers irréguliers de Beyrouth », [M@ppemonde](#), n°3, vol. 91, <http://mappemonde.mgm.fr/num19/librairie/lib08301.html>

- Eric Verdeil , 2008, « Nora Semmoud, *La réception sociale de l'urbanisme* », *Géocarrefour*, Comptes rendus inédits, [En ligne], mis en ligne le 05 mai 2008. URL : <http://geocarrefour.revues.org//index2802.html>.
- Eric Verdeil , 2008, « Georges Mutin, *Le Moyen-Orient. Peuples et territoires* », *Géocarrefour*, Comptes rendus inédits, [En ligne], mis en ligne le 09 avril 2008. URL : <http://geocarrefour.revues.org//index2712.html>.
- Eric Verdeil, 2007, « Note bibliographique : Villes et mondialisation dans le monde arabe », *Géocarrefour*, vol. 82/1-2, p. 97-98 [En ligne], mis en ligne le 24 avril 2008. URL : <http://geocarrefour.revues.org//index1508.html>.
- Verdeil Eric, 2007, « Compte-rendu : Mercedes Volait, Architectes et architectures de l'Egypte moderne. Naissance d'une expertise locale », *Histoire urbaine*, à paraître
- Éric Verdeil, « Arnaud Jean-Luc, *Damas. Urbanisme et architecture 1860-1925*, Paris, Sindbad-Actes Sud, 2006, 357 p. », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], Lectures inédites, Mis en ligne le : 27 juillet 2007, Disponible sur : <http://remmm.revues.org/document3831.html>.
- Verdeil Eric, 2006, « Compte-rendu : Georg Glasze, *Die fragmentierte Stadt. Ursachen und Folgen bewachter Wohnkomplexe im Libanon*, 2003, Opladen: Leske+Budrich », *Géocarrefour*, vol.81-2, p.142.
- Verdeil Eric, 2006, « Compte-rendu : Constantine, cité ancienne ville nouvelle, Marc Côté, 2006 », *Géocarrefour*, vol. 81-1, 78.
- Verdeil Eric, 2006, « Compte-rendu de *Planning the XXth century city*, S.V. Ward (Chichester: Wiley, 2002) », *Histoire urbaine*, n°15, 2006, pp.168-170.
- Verdeil Eric, 2005, « Compte-rendu de *Die Arabische Welt im Spiegel der Kulturgeographie*, coordonné par Günter Meyer, Zentrum für Forschung zur Arabischen Welt, 2004, 487 p. », *Géocarrefour*, n°80/4, p. 324
- Verdeil Eric, 2005, « Compte rendu de *Comparative Planning Culture*, Sanyal B. (ed.), Routledge, 2005 », *Géocarrefour*, vol.80-3, pp.170-171
- Verdeil Eric, 2004, « Cilja Harders, *Staatsanalyse von Unten: urbane Armut und politische Partizipation in Ägypten; micro- und mesopolitische Analysen unterschiedlicher Kairoer Stadtteile*, Hamburg, Deutsches Orient-Institut, Arbeitsstelle Politik des Vorderen Orients, Berlin, 2002, 309 p., (Schriften des Deutschen Orient-Institut), ISBN: 3-891173-069-1. », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], n°103-104 - L'injure, la société, l'islam., Mis en ligne le : 26 novembre 2004 Disponible sur : <http://remmm.revues.org/document2414.html>
- Verdeil Eric, 2004, « Compte-rendu de Pinol Jean-Luc (dir.), *Histoire de l'Europe urbaine*, Paris, Ed. du Seuil, 2003, 1700 p. », *Géocarrefour*, n°79-1, p.32
- Verdeil Eric, 2004, « Compte-rendu de Bussi Michel, Badariotti Dominique, *Pour une nouvelle géographie du politique*, Paris : Anthropos (Villes), 301 p. », in *Géocarrefour*, n°79-2, p.32
- Verdeil Eric, 2003, « Villes et urbanismes du Sahara », à propos de Pliez O., 2003, *Villes du Sahara. Urbanisation et urbanité dans le Fezzan libyen*, Paris, CNRS Editions (Espaces et Milieux), 196 p., préface de Marc Côte ; Souami Taoufik, 2003, *Aménageurs de villes et territoires d'habitants. Un siècle dans le Sud du Sahara*, Paris, L'Harmattan, 435 p., préface de Michel Marié, in *Géocarrefour*, 4, pp.232-233.
- Verdeil Eric, 2001, « Compte-rendu du livre de May Davie, *Beyrouth, un siècle et demi d'urbanisme* », in *Lettre d'information de l'ORBR*, n°14, p.41-42.

Verdeil Eric, 2001, « Compte-rendu de *Beyrouth, la brûlure des rêves*, sous la dir. de Jade Tabet, Paris, Autrement, 2001, » p.44.

Verdeil Eric, 1997, « L'avenir de la polis », in *L'espace géographique*, n°1 : compte rendu de : François Ascher, *Métapolis, l'avenir des villes*, Paris, Odile Jacob, 1995

Verdeil Eric, 1997, « Journées d'études le patrimoine architectural et urbain au Liban », in *Lettre de l'Observatoire de Recherche et de reconstruction sur Beyrouth*, n°8

Participations à des colloques, des séminaires ou des conférences non publiées

Verdeil E., 2015, Securitizing urban electricity supply: a political ecology look at the cases of Amman and Beirut, Paper presented at the seminar Carbon Democracy and Revolution. Perspectives from the Middle East and the Mediterranean – Durham, 13rd-14th February.

Jaglin S., Verdeil E., 2014, Energy transition in emerging countries, RGS, London, 27-29th August.

Verdeil E., 2014, Les enjeux énergétiques en Jordanie au prisme de l'écologie politique urbaine, Colloque La crise syrienne et le Proche-Orient, octobre.

Verdeil E., 2014, Les archives ouvertes et les chercheurs, Table Ronde, Université Lyon 2, novembre.

Verdeil E., 2014, Eau, gaz et électricité: entre gestion sectorielle centralisée et enjeux locaux. Quel modèle de décentralisation des services urbains en Tunisie, Séminaire ATU-DGCL-URDG, Tunis le 6 juin

Rocher L., Verdeil E., 2014, Transition et/ou révolution énergétique en Tunisie, IRMC, Tunis, 5 mai

Verdeil Eric, 2013, Le Liban « électrique », Table Ronde L'Etat et le citoyen au Liban, 26 mars, IFPO, Beyrouth

Verdeil Eric, 2013, Planning in Lebanon during the Independence Years (1940's-1960's). The Spread of Modernism, State Building and the Rise of Local Professionals, Séminaire, Master of Urban Planning and Design, Université américaine de Beyrouth, 27 mars.

Bolzon H., Rocher L., Verdeil E., 2012, *La maîtrise de l'énergie, des dispositifs sectoriels nationaux à la territorialisation de l'action publique : ambitions et contradictions à travers l'exemple de Sfax (Tunisie)*, Séminaire LATTs-AFD, Politiques énergétiques métropolitaines en pays émergents, 21 décembre 2012.

Verdeil É., 2012, L'énergie, nouvel question publique urbaine. Réflexions théoriques à partir de Beyrouth, Amman et Sfax, in *Villes, acteurs et pouvoirs dans le monde arabe et musulman*, Lyon, colloque GREMMO, 29-30 octobre.

Verdeil É., 2012, L'énergie, nouvel question publique urbaine. Réflexions à partir de Beyrouth, Amman et Sfax, in *Révoltes et transitions dans le monde arabe : vers un nouvel agenda urbain ?*, Le Caire, CEDEJ, 7-9 novembre.

Bennasr A., Verdeil É., 2012, La STEG : défi énergétique, défi social, in *Forum Scientifique sur la transition énergétique : l'apport des sciences humaines et sociales*, Tunis, IRMC/BNT, 1^{er} décembre.

Verdeil Eric, 2012, Une grille de lecture des reconstructions au Liban, Conférence *Waad, une expérience unique*, juillet, Beyrouth.

- Verdeil Eric, Metropolitan Energy Policies in Turkish Cities, An Introduction, Journée d'étude Metropolitan Energy Policies in Turkish Cities, Institut français d'études anatoliennes, mai 2012
- Verdeil Eric, 2011, Les lumières du développement, Colloque final du programme TANMIA, Le développement et les nouvelles fabriques des politiques publiques, Aix-en-Provence, MMSH, juin
- Verdeil É., 2011, Neoliberalization and The Spaces of Electricity in Lebanon and Jordan, in Fawaz M., Hourani N. (org.), *Panel : What is New about « Neo-Liberal » Urbanism? Middle Eastern Cities in Comparative Perspective, Twelfth Mediterranean Research Meeting, Montecatini (Italie)*, avril < <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00628225/fr/> > (consultation le 6 décembre 2011)
- Verdeil Eric, 2010, Les services urbains entre policy et politics, *Services urbains dans les VED : questions de recherche émergentes – 5ème séance*, LATTs-AFD, Paris : France, [non publié](#)
- Verdeil Eric, 2010, « Les réformes du secteur électrique en Jordanie et au Liban : vers de nouvelles réglementations ? », Genève, mars. Adresse : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00464149/fr/>.
- Verdeil Eric, 2009, The role of the State in the Electricity Sector in the Arab Countries, Seminar MOST-UNESCO, Beirut, September 2009
- Verdeil Eric, 2009, Reformed water networks and Shrinking cities in Brandenburg, Germany, Seminar Europe: The German Cities at the Outpost, Dresden University, July
- Verdeil Eric, 2009, Beirut, the fragile metropolisation, Colloque final CITADAIN, Institut de géographie, Paris, organisé par le SEDET (Université Paris Diderot), Juin
- Verdeil Eric, 2009, Energy transition in the Lebanese and Jordanian Cities, Conference Cities and Energy Transition, Autun, organisée par le LATTs (2-4 juin 2009)
- Verdeil Eric, 2009, Reformed water networks in shrinking cities, Université de Dresde, Séminaire CIERA
- Verdeil Eric, 2009, « La technique traversé par la politique. Exemples pris à une socio-histoire professionnelle des ingénieurs, architectes et urbanistes au Liban », Colloque La technique : l'impensé du politique, 29-30 avril, INSA de Lyon (Cluster ERSTU)
- Verdeil Eric, 2009, Water and Electricity Networks under Stress in some Middle Eastern Cities, Conference Development(ality), Minorities, Peripheries, University Ben Gurion of the Negev, Beersheva, Israel, 20 avril 2009 (invited speaker)
- Verdeil Eric, 2008, Guerres et reconstructions: le cas de Beyrouth, Conférence, Festival international de géographie, Saint Dié des Vosges, 5 octobre 2008
- Verdeil Eric, 2008, Michel Ecochard in Lebanon and Syria during the 1960's. The spread of Modernism, the Building of the Independent States and the Rise of Local professionals of planning, *European Urban History Conference*, 28-30 août 2008, Lyon

- Verdeil Eric, 2008, Water and electricity networks between stress and reform in the Lebanese cities: from post-civil war reconstruction to the new Lebanese wars, Paper for the Conference Negotiations of Space. The Politics and Planning of Destruction and Reconstruction in Lebanon, Oxford / 13-14 June 2008 ([non publié](#))
- Verdeil Eric et Souami Taoufik, 2007, « Comment et pourquoi étudier les milieux professionnels de l'urbanisme », Séminaire Evolutions des politiques urbaines et enjeux professionnels au Maghreb, Tunis, IRMC, 26-27 octobre
- Verdeil Eric, 2007, « Espaces et cultures professionnels des urbanistes au Liban », Conférence publique, Cycle des conférences de l'IRMC, Tunis, 27 octobre 2007
- Verdeil Eric, « Géopolitiques de l'électricité au Proche-Orient », Conférence dans le cadre du Festival de Géographie de Saint-Dié, 30 septembre 2007
- Verdeil Eric, 2007, « Les cultures professionnelles de l'urbanisme: exemples libanais », intervention introductive, Séminaire doctoral, Circulations , Tours, EMAM-CITERES, 22 mai 2007
- Verdeil Eric, 2007, « Concluding remarks : city reconstruction in the light of planning history », American University of Beirut, City Debates Series 2007, Cities After Disasters, Filling the voids, 12 mai 2007, Beyrouth
- Verdeil Eric, 2006, « Le paysage urbain au Liban : enjeux de politique urbaine et enjeux professionnels », Séminaire EHESS du Groupe de géographie sociale (J. Brun, D. Nordmann et MV Ozouf-Marinier), 11 mai 2007
- Verdeil Eric, 2005, « Eléments de cadrage sur les services urbains au Liban : eau et électricité », séminaire de lancement du programme Services urbains au Liban, Institut d'urbanisme de Lyon, le 7 mars
- Verdeil Eric, 2005, « Les représentations de la reconstruction de Beyrouth", séminaire Géographie urbaine d'Alain Musset à l'EHESS, le 14 janvier
- Verdeil Eric, 2004, « Risques naturels et urbanisation au Liban », séminaire Risques et territoires, UMR EVS, Lyon, le 16 décembre
- Verdeil Eric, 2004, « Planning and Planners in Lebanon: the Construction of the State, the War and the reconstruction", Conférence au département de géographie de l'université de Heidelberg, 3 novembre
- Verdeil Eric, 2004, « L'histoire de l'Europe urbaine : un regard de géographe », participation à la table ronde autour de l'histoire de l'Europe urbaine, ouvrage sous la dir. de Jean-Luc Pinol, éditions du Seuil, le 30 janvier, Institut des sciences de l'homme, Lyon.
- Verdeil Eric, 2004, « L'atlas du Liban : contexte, contraintes et réflexion sur un genre d'écriture géographique », séminaire du Groupe de recherches sur la Méditerranée et le Moyen-Orient, le 11 mai, Lyon.

- Verdeil Eric, 2003, Participation à la table-ronde autour du film « Seule avec la guerre » de Danièle Arbid, St Etienne, le 20 novembre
- Verdeil Eric, 2003, « Temps de l'urbanisme, temps de l'urbanisation au Proche-Orient : perspectives de recherche », séminaire au Groupe de recherche sur la Méditerranée et le Moyen-Orient, UMR CNRS 5647, Lyon, le 6 décembre 2002 et Université de Tours, Laboratoire URBAMA, 14 janvier.
- Verdeil Eric, 2003, « Methodological and Potitical Issues in the Lebanese Planning Experiences », *Conference City Debates, The National Master Plan for Lebanon*, American University of Beirut, 2 mai.
- Verdeil Eric, 2003, « Les professionnels de l'urbanisme au Liban. Bilan et évolution », Conférence *Les milieux professionnels de l'urbanisme au Moyen-Orient*, Institut français du Proche-Orient / Programme de recherche urbaine sur le développement, Beyrouth, le 30 juin.
- Verdeil Eric, 2002, « Reconstruction, refondation. Le cas de Beyrouth », séminaire IRD/Cellule de veille du ministère de l'équipement « Refondation mégapolitaine au Moyen-Orient », 28 juin 2001 (consultable sur Internet : <http://halshs.ccsd.cnrs.fr/halshs-00002800>).
- Verdeil Eric, 2002, « L'urbanisme en ses « échecs » : réflexions sur les temps de l'urbanisme. Beyrouth 1950-2000 », Conférence, Beyrouth, Académie libanaise des Beaux Arts, le 4 novembre 2002 et Damas, Institut français du Proche-Orient, le 24 février 2003.
- Verdeil Eric, 2000, « Les remblais de Beyrouth : des paysages de la reconstruction à une histoire sociale des urbanistes », intervention au séminaire « Territoires », DEA de sciences sociales, Ecole normale supérieure - Ecole des hautes études en sciences sociales, 15 février
- Verdeil Eric, 2000, « Les ponts de Martigues : réflexion sur la modernité urbaine », conférence, Martigues, Journée du patrimoine, 15 septembre.
- Verdeil Eric, 2000, « A travers la reconstruction de Beyrouth : questions sur l'histoire sociale des urbanistes et de l'urbanisme », intervention au séminaire *Géographie sociale* animé par Marcel Roncayolo (EHESS), 3 mars

Rapports de recherche

- Verdeil Eric, coord., 2008, *Services urbains en transition dans les villes moyennes du sud de la Méditerranée (Tunisie, Maroc)*, AUF, Programme Environnement et développement durable, rapport final, 69 p.+annexes
- Zepf Markus, Scherrer Franck, Verdeil Eric, Roth Hélène, Gamberini Julia, *Les services urbains en réseau à l'épreuve des villes rétrécissantes : l'évolution des réseaux d'eaux et d'assainissement à Berlin-Brandebourg*, Rapport de recherche PUCA, UMR 5194 CNRS PACTE, Grenoble, 152 p.
- Verdeil Eric, coord., 2006, *L'accès aux services urbains en réseau dans les villes libanaises*, Rapport de recherche final, Programme Mobilité Internationale Rhône Alpes, 120 p.

Verdeil Eric, 2005, « Autour des atlas du Liban », rapport intermédiaire pour les programmes *Confrontations et collaborations entre disciplines autour des outils de représentations visuelles de la ville*, ACI TTS, sous la direction de T. Souami, 25 p.

Verdeil Eric, 2004, *Urbanisme et urbanistes au Liban. Milieux et cultures professionnels*, Rapport-pays pour le programme « Milieux et cultures de l'urbanisme dans les pays du Sud de la Méditerranée », Programme de recherche urbaine pour le développement, Ministère des Affaires étrangères, ISTED-GEMDEV, 41 p.

Verdeil Eric, 2004, *Marchés, lieux d'exercice et profils professionnels dans l'urbanisme*, Rapport transversal pour le programme « Milieux et cultures de l'urbanisme dans les pays du Sud de la Méditerranée », Programme de recherche urbaine pour le développement, Ministère des Affaires étrangères, ISTED-GEMDEV, 28 p.

Verdeil Eric, 2004, Ghaleb Faour, Sébastien Velut, Eric Verdeil, Programme CEDRE Projet " Atlas des localités du Liban " N°02SF41/L26, Rapport d'activités intermédiaire. Centre national de télédétection, CNRS Liban, Beyrouth, Ecole normale supérieure-Institut de recherche sur le développement, UMR Territoires et mondialisation dans les pays du Sud (TEMPS), Paris, CNRS UMR Environnement, Ville, Société, Lyon, mai 69 p.

Travaux universitaires

Verdeil Eric, 2002, *Une ville et ses urbanistes. Beyrouth en reconstruction*, thèse de doctorat en géographie, mention urbanisme, univ. De Paris I Sorbonne, dir. P. Merlin, 646 p.

Verdeil Eric, 1995, *Analyse critique de la notion de limite dans l'espace urbain*, mémoire de DEA Urbanisme et Aménagement, sous la direction de P. Merlin, 92 p.

Verdeil Eric, 1995, en collaboration, *La vallée de la Théroutanne, Analyses, Diagnostic et propositions*, Atelier rural du Magistère Aménagement, Institut Français d'Urbanisme, IAURIF, 232 p.

Verdeil Eric, 1993, *Les entrées de ville de Martigues. Essais de définition et propositions pour un aménagement global des espaces périphériques*, mémoire de maîtrise de géographie, Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne, 220 p.